

Comité des obstacles techniques au commerce

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 12 AU 15 NOVEMBRE 2019

PRÉSIDENT: M. SUNG HWA JANG

Note du Secrétariat¹

1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR.....	1
2 MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD	1
2.1 Exposés des Membres conformément à l'article 15:2	1
2.2 Préoccupations commerciales spécifiques	1
3 ASSISTANCE TECHNIQUE	72
4 OBSERVATEURS	73
4.1 Renseignements actualisés présentés par les observateurs	73
4.2 Demandes en attente.....	73
5 RAPPORT (2019) DU COMITÉ AU CCM	73
6 AUTRES QUESTIONS.....	73
7 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION	73

1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1.1. Le Comité a adopté l'ordre du jour figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/TBT/15.

2 MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD

2.1 Exposés des Membres conformément à l'article 15:2

2.1. Le Président a rappelé au Comité l'obligation de notification à laquelle les Membres étaient soumis au titre de l'article 15:2 de l'Accord OTC et l'a informé que la liste la plus récente des communications concernant la mise en œuvre présentées au titre de cet article figurait dans une annexe de l'examen annuel de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord OTC ([G/TBT/42](#)), publié le 25 février 2019. Des renseignements sur la liste des exposés étaient disponibles sur le [Système de gestion des renseignements](#) (TBT IMS).

2.2 Préoccupations commerciales spécifiques

2.2.1 Solutions notifiées

2.2. Aucune solution n'a été notifiée.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

2.2.2 Préoccupations retirées

2.3. Le Président a indiqué que les PCS ci-après avaient été retirées de l'ordre du jour à la demande du Membre concerné:

- a. Chine – Mesures pour l'administration des normes nationales obligatoires
- b. Thaïlande – Étiquetage des boissons alcooliques

2.2.3 Nouvelles préoccupations

2.2.3.1 Union européenne – Projet de règlement révisé de l'UE établissant des exigences en matière d'écoconception pour les sources d'alimentation externes [G/TBT/N/EU/605 \(IMS ID 596²\)](#)

2.4. Le représentant de la Chine a fait part de ses préoccupations concernant ce projet de mesure. Le texte intégral de la déclaration figure dans le document [G/TBT/W/694](#).

2.5. Le représentant de l'Union européenne a indiqué que pendant la période de 60 jours ménagée pour la présentation d'observations sur ce projet de mesure, des observations avaient été adressées par la Chine, le Japon et la Corée. Puis le Comité de réglementation de l'écoconception (CRE) s'était réuni pour examiner cette proposition et voter à son sujet. Ensuite, en vertu du "règlement comitologie" (Règlement (UE) n° 182/2011), les membres du comité représentant les États membres pouvaient proposer des amendements à ce projet, son président ayant la possibilité de présenter des versions amendées des projets de règlements d'exécution de la Commission, car il devait s'employer à trouver des solutions susceptibles de recevoir le plus large soutien possible au sein du comité. La nouvelle version du règlement issue de ces travaux avait ensuite été soumise à une période d'examen de trois mois au Parlement européen et au Conseil, et elle avait été adoptée par la Commission européenne le 1^{er} octobre 2019 dans le cadre d'un paquet de 10 mesures relatives à l'écoconception. Enfin, le règlement avait été publié au Journal Officiel de l'Union européenne le 25 octobre 2019 ("Règlement (UE) n° 2019/1782 de la Commission").

2.6. L'intervenant a expliqué que ce règlement aurait pour effet d'abroger le précédent règlement sur l'écoconception de 2009 et qu'il s'appliquerait à partir du 1^{er} avril 2020. Il étendait le champ actuel de certaines exemptions et les clarifiait, actualisait les prescriptions relatives à l'efficacité énergétique en les harmonisant avec les normes internationales les plus ambitieuses, et améliorerait les renseignements que les fabricants fournissaient aux utilisateurs finals. L'UE actualiserait ensuite les normes de mesure harmonisées afin d'englober les nouvelles catégories de produits relevant désormais du champ du règlement. Il convenait de noter que ces méthodes de mesure existaient déjà dans d'autres juridictions. D'autre part, la période de transition précédant l'application des nouvelles exigences était fixée selon les éléments suivants: i) produits conformes aux nouvelles exigences et déjà présents sur le marché: dans ce cas, aucune mesure importante de reconception n'était requise; et ii) cette période de transition était jugée optimale pour contribuer à réaliser l'engagement de l'UE à accroître son efficacité énergétique de 32,5% d'ici à 2030.

2.2.3.2 Brésil – Arrêté n° 79 du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement (MAPA), du 13 mai 2019, ouvrant une consultation publique en vue de modifier le Règlement technique n° 67, du 5 novembre 2018, établissant les procédures et les prescriptions régissant la certification à l'exportation et à l'importation de boissons, de produits obtenus par fermentation acétique, de vins et de produits dérivés du vin et du raisin [G/TBT/N/BRA/853](#), [G/TBT/N/BRA/853/Add.1/Corr.1](#) (IMS ID 597³)

2.7. La représentante des États-Unis a fait observer que la mesure proposée imposait la certification de "[c]haque lot ou ensemble de vin importé provenant de pays dont la législation autorise l'ajout d'eau pendant le processus de fabrication ..." Les États-Unis saluaient la décision du Brésil de ne pas conserver la prescription imposant de certifier le non-ajout d'eau pour les importations de vin provenant des pays dont la législation autorisait l'ajout d'eau pendant le processus de production. L'intervenante a remercié le Brésil d'avoir participé à des échanges bilatéraux constructifs sur cette

² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 596](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 597](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

question technique. Conformément à la Recommandation du Comité OTC sur l'utilisation cohérente des modes de présentation des notifications, les États-Unis ont encouragé le Brésil à notifier en conséquence le retrait de la mesure.

2.8. La représentante de l'Afrique du Sud a interrogé le Brésil sur les notions ci-après qui figuraient dans la mesure: *certificat d'analyse/certificat d'origine*; *certificat de typicité*; et *déclaration officielle de non-ajout d'eau*. S'agissant du *certificat d'analyse/certificat d'origine*, le règlement modifiait en profondeur les prescriptions relatives à l'analyse du vin exporté vers le Brésil. L'intervenante a demandé au Brésil d'expliquer si les prescriptions relatives à l'analyse avaient changé, quelle analyse était requise et sous quel format elle devait être présentée. Les nouvelles exigences de certification imposaient également de scinder les certificats d'analyse actuels en deux documents: un "certificat d'analyses" et un "certificat d'origine". Là aussi, l'intervenante a demandé au Brésil d'expliquer les raisons de ce changement et son objectif, et d'indiquer la date définitive de mise en conformité. Elle a également demandé au Brésil de fournir des spécimens de ces certificats en anglais. En ce qui concernait le *certificat de typicité*, elle a estimé que son contenu et ses objectifs n'étaient pas très clairs. Ce certificat semblait imposer une lourde charge à l'organisme de réglementation en Afrique du Sud.

2.9. Enfin, s'agissant de la *déclaration officielle de non-ajout d'eau*, l'intervenante a expliqué que la réglementation régissant le vin sud-africain prévoyait l'ajout d'eau pour atteindre certains objectifs techniques spécifiques – par exemple pour dissoudre les additifs autorisés et les auxiliaires technologiques ou pour d'autres objectifs annexes au processus de fabrication du vin, mais pas pour diluer le vin. Du point de vue de l'Afrique du Sud, deux points n'étaient toujours pas clairs: i) le règlement brésilien prévoyait-il ces objectifs techniques?; et ii) une certification supplémentaire serait-elle requise? L'intervenante a donc demandé au Brésil de fournir une explication plus détaillée de ces aspects.

2.10. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a partagé les préoccupations soulevées concernant l'interdiction d'utilisation de l'eau dans la fabrication du vin lorsqu'il existait une nécessité technique de le faire. Il a demandé au Brésil de fournir davantage de renseignements concernant sa proposition de règlement.

2.11. Le représentant du Brésil a indiqué que les observations reçues pendant le processus de consultation publique sur la mesure proposée avaient conduit à réévaluer les options réglementaires alternatives afin de veiller à ce que les objectifs des politiques brésiliennes concernant le vin et les produits dérivés du vin soient atteints. La participation aux travaux de différentes enceintes internationales avait permis d'améliorer la compréhension des meilleures pratiques visant à garantir la qualité dans ce secteur. À cet égard, le Brésil a informé le Comité que le processus d'élaboration du projet de règlement n° 79 serait interrompu. L'interruption de ce processus de réglementation ferait prochainement l'objet d'une communication formelle aux points d'information OTC des Membres qui avaient pris part au processus de consultation publique. Dès lors, le Brésil était d'avis que cette PCS pouvait être retirée. Si, à l'avenir, le Brésil décidait de se saisir des questions abordées dans ce projet, il veillerait à soumettre régulièrement les nouveaux projets à une consultation publique et à les notifier à l'OMC en conséquence.

2.2.3.3 Inde – Décret de 2018 sur le contrôle de la qualité des climatiseurs et de leurs parties, [G/TBT/N/IND/74 \(IMS ID 598⁴\)](#)

2.12. La représentante de la République de Corée s'est dite préoccupée par le fait que les climatiseurs finis et les pièces connexes devaient être conformes aux normes du BIS et que la marque de certification du BIS devait y être apposée. Afin d'apposer cette marque, les produits devaient faire l'objet d'essais par des laboratoires désignés en Inde. Les fabricants peinaient à se mettre en conformité avec ce règlement en raison de l'absence de laboratoires d'essai désignés. La Corée a demandé à l'Inde: i) d'octroyer une période de grâce d'au moins six mois à compter du moment où des laboratoires d'essai seraient désignés et opérationnels en nombre suffisant; ii) qu'au cas où des laboratoires d'essai ne seraient pas désignés ou ouverts en nombre suffisant, des mesures alternatives soient autorisées, par exemple l'acceptation de rapports d'essai reconnus sur le plan international avant la date d'entrée en vigueur; et iii) qu'un calendrier soit fourni concernant les laboratoires d'essai désignés.

⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 598](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.13. La représentante des États-Unis s'est jointe à la demande de la Corée que l'Inde octroie une période de grâce de six mois pour la mise en conformité avec ce règlement, surtout s'il n'y avait pas assez de laboratoires pour procéder aux essais en Inde. Pour assurer plus rapidement la disponibilité d'installations de climatisation disposant d'un bilan documenté d'essais de vérification, le BIS devrait reconnaître sans leur imposer d'essais supplémentaires les installations dont l'efficacité énergétique avait été vérifiée dans le cadre du Programme de certification AHRI. Le BIS pouvait consulter les résultats des essais sur le site Web de l'AHRI. Les entreprises du secteur recommandaient de reporter d'un an les ordonnances de contrôle de qualité pour les pièces. Cela aurait pour effet de renforcer le programme "Make in India". Les États-Unis suggéraient également que l'ordonnance de contrôle de qualité pour les produits finis soit mise en œuvre pendant la première phase, c'est-à-dire que la date de mise en conformité avec les ordonnances pour les produits finis et pour les composants soit identique. Puis l'ordonnance de contrôle de qualité pour les parties devrait être mise en œuvre dans le cadre d'une phase 2 avec une année de décalage. À ce jour, les pièces essentielles faisant l'objet de prescriptions partielles telles que les compresseurs n'étaient fabriquées qu'en Inde, le reste étant importé pour respecter l'intégralité de la prescription. Cela faciliterait en outre l'établissement d'installations de production.

2.14. S'agissant de la non-disponibilité de laboratoires d'essai désignés, le représentant de l'Inde a indiqué que le BIS (au titre de son Programme 2018 de reconnaissance des laboratoires) avait reconnu des laboratoires extérieurs pour la norme IS 1391 concernant les climatiseurs individuels (Partie 1: climatiseurs individuels et parties, et Partie 2: climatiseurs split). Un autre laboratoire extérieur avait été reconnu pour conduire des essais relatifs à la norme IS/CEI 60730 2-9:2011: Dispositifs de commande électrique automatiques à usage domestique et analogue, Partie 2: Règles particulières, Section 9: Dispositifs de commande thermosensibles. Les détails pouvaient être consultés sur le site Web du BIS. La reconnaissance de laboratoires dans le cadre du système 2018 de reconnaissance des laboratoires du BIS était un processus continu et en cours. D'autre part, en vertu d'une disposition du Règlement de 2018 relatif à l'évaluation de conformité par le BIS, la conformité d'un produit avec les normes indiennes pertinentes pouvait également être vérifiée par des essais en usine et le BIS pouvait octroyer une licence sur la base de ces essais. Dès lors, le risque que les installations d'essai nécessaires ne soient pas disponibles avant la date de mise en œuvre du Règlement n'existait pas.

2.15. S'agissant de la reconnaissance de laboratoires étrangers, le système 2018 de reconnaissance des laboratoires du BIS prévoyait la reconnaissance de laboratoires étrangers. Les détails pouvaient être consultés sur le site Web du BIS. La reconnaissance de laboratoires étrangers se ferait sur une base réciproque et mutuellement avantageuse. En outre, les demandes visant à octroyer une période de grâce de six mois pour la mise en œuvre de l'Ordonnance de 2018 sur le contrôle de la qualité des climatiseurs et de leurs parties étaient dûment prises en compte et seraient examinées positivement. Le Département de la promotion de l'industrie et du commerce extérieur (DPIIT) accordait normalement six mois pour la mise en œuvre de tout règlement technique à compter de la date de son adoption.

2.2.3.4 Équateur – Exigences en matière d'efficacité énergétique des sèche-linge à usage domestique [G/TBT/N/ECU/439 \(IMS ID 599⁵\)](#)

2.16. La représentante de la République de Corée a fait observer que les exigences de l'Équateur en matière d'efficacité énergétique des sèche-linge avaient pour effet de limiter la vente de sèche-linge relevant des classes d'efficacité énergétique A et B. La Corée a demandé à l'Équateur de supprimer la clause relative aux classes minimales autorisées à la vente. Ce serait conforme aux normes internationales (CEI 61121) et à la pratique courante dans d'autres pays d'Amérique latine. En outre, les classes A et B, restreintes à la vente en Équateur, faisaient l'objet de normes plus élevées. De ce fait, il pourrait être plus difficile de faire entrer tous les sèche-linge sur le marché équatorien parce qu'en vertu de cette modification, tous les sèche-linge actuellement importés du monde entier appartenaient à la classe "C" ou à une classe inférieure. Pour cette raison, la Corée a demandé à l'Équateur de retirer la clause relative à la classe minimale autorisée.

2.17. Le représentant de l'Équateur a pris note des préoccupations soulevées par la Corée, qui seraient examinées et auxquelles il serait répondu en temps voulu.

⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 599](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.2.3.5 Ghana – Procédures administratives pour l'homologation d'un modèle de véhicule automobile et de ses variantes [G/TBT/N/GHA/11](#) (IMS ID 600⁶)

2.18. La représentante des États-Unis a salué les mesures prises par le Ghana pour améliorer la sécurité routière en adoptant des normes relatives à la sécurité des véhicules automobiles et aux émissions qui étaient utilisées sur le plan international, mais elle a indiqué que son pays craignait que les mesures ne mettent fin à l'acceptation des véhicules construits de manière être conformes aux normes américaines. Elle a demandé au Ghana de fournir toute donnée permettant d'identifier des préoccupations spécifiques concernant la circulation sur les routes ghanéennes de véhicules construits selon les spécifications réglementaires américaines. Les États-Unis encourageaient le Ghana à continuer d'accepter les véhicules construits selon les Normes fédérales de sécurité des véhicules automobiles (FMVSS) et les prescriptions relatives aux émissions de l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) des États-Unis. Ils ont également encouragé l'Autorité des normes du Ghana (GSA) à accepter toutes les normes FMVSS et EPA actuelles et futures.

2.19. Le représentant du Canada a dit que son pays saluait les mesures établissant des normes relatives à la sécurité routière, mais que ces normes devaient être élaborées sans créer d'obstacles non nécessaires au commerce. La décision du Ghana de n'envisager les normes de sécurité routière que sur la base des normes de la CEE-ONU sans tenir compte d'autres normes internationales telles que les normes de sécurité des véhicules automobiles du Canada et, comme l'avaient indiqué les États-Unis, les normes FMVSS, était susceptible de créer des obstacles non nécessaires. L'adoption et la reconnaissance d'autres normes internationales faciliteraient le commerce en autorisant la vente au Ghana de véhicules provenant d'autres juridictions qui suivaient des normes différentes. Elles pourraient également permettre d'améliorer la sécurité publique en étendant la prise en compte des normes à un ensemble plus vaste qu'une seule et unique série. L'élaboration de normes de sécurité routière fondées sur les normes de la CEE-ONU n'empêchait pas le Ghana d'adopter également les normes de sécurité des véhicules automobiles du Canada et/ou les normes fédérales de sécurité des véhicules automobiles des États-Unis à l'avenir.

2.20. Le représentant du Ghana n'était pas présent dans la salle. Les préoccupations exprimées ont été transmises aux autorités compétentes.

2.2.3.6 États-Unis – Modernisation de la réglementation sur l'étiquetage et la publicité des vins, des eaux-de-vie distillées et des boissons maltées, [G/TBT/N/USA/1429](#) (IMS ID 601⁷)

2.21. La représentante de l'Union européenne a fait état de préoccupations liées à plusieurs éléments des prescriptions relatives à l'étiquetage figurant dans la mesure. S'agissant de l'étiquetage du *vin*, elle a demandé davantage de renseignements concernant: la justification de la limitation de la taille des caractères (en particulier les limites maximales); les restrictions relatives à l'indication du millésime et de la variété de raisin; les appellations d'origine pour les vins de fruits, les vins de riz et les vins agricoles; l'imposition d'un titre alcoométrique minimal de 15%; et le fait que le titre "vermouth" semblait couvrir tous les vins aromatisés. S'agissant de l'étiquetage des *spiritueux*, l'UE était préoccupée par: la tolérance concernant l'étiquetage de la teneur en alcool; les allégations de distillation multiple, qui étaient incompatibles avec les conventions de longue date en matière d'étiquetage; les déclarations d'âge, de stockage et de pourcentage; et les normes d'identité (par exemple une prescription imposant un titre alcoométrique minimal de 40% pour tous les spiritueux distillés).

2.22. La représentante des États-Unis a informé le Comité que la période de présentation d'observations concernant l'élaboration de cette mesure avait pris fin le 26 juin 2019, et qu'environ 1 200 observations avaient été reçues, y compris de la part de l'UE. Les étapes suivantes comprendraient la finalisation des règlements exactement tels que proposés et la finalisation de certaines propositions, mais il n'était envisagé ni d'autre règlement, ni aucune proposition de publication de nouvel avis (publication d'un avis actualisé de projet de règlement au Registre fédéral), ni retrait de certaines propositions ou scissions de propositions en plusieurs parties pour finalisation, ni combinaison de plusieurs de ces possibilités. Les États-Unis ont dit qu'ils procédaient

⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 600](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 601](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

à l'analyse de centaines d'observations qui portaient sur une grande variété de questions complexes suscitant un grand intérêt, et qu'ils faisaient de toutes les observations et questions l'analyse requise. Par souci de transparence, ils n'acceptaient généralement pas d'observations sur un projet de règlement après la clôture de la période de présentation des observations.

2.2.3.7 Qatar – Circulaire du Ministère de la santé publique concernant la durée de conservation du fromage (IMS ID 602⁸)

2.23. La représentante des États-Unis s'est dite préoccupée par la prescription imposant la conformité de la plupart des produits laitiers avec ces mesures à compter du 1^{er} juin 2019, sans qu'un intervalle raisonnable ne soit accordé avant leur mise en œuvre. Le Qatar était invité à expliquer pour quelles raisons la durée de conservation des fromages était limitée, restreignant ainsi la possibilité de mettre des produits importés sur le marché. Les États-Unis étaient particulièrement préoccupés par le fait que les nouvelles restrictions de la durée de conservation étaient si courtes qu'elles auraient concrètement pour effet d'empêcher les produits laitiers originaires de pays qui n'étaient pas géographiquement proches du Qatar de constituer des options d'achat viables pour les importateurs. Les États-Unis reconnaissaient certes que la pratique commerciale courante dans de nombreuses régions consistait à imposer qu'un certain pourcentage de la durée de conservation d'un produit soit disponible avant son importation, mais exiger que 80% de cette durée de conservation soit disponible ne laissait que très peu de temps pour les opérations logistiques de production, de distribution, de transit, d'expédition, de contrôle à l'importation et de redistribution. Bien que le règlement autorise des durées de conservation réduites pour un grand nombre de produits laitiers, la mise en œuvre de la restriction était particulièrement problématique pour de grands exportateurs de fromages qui peinaient à préserver leurs contrats avec les importateurs en raison des restrictions imposées sur la durée de conservation.

2.24. Le règlement imposait l'étiquetage du pays d'origine et la présentation de certains fromages uniquement sous forme de produits à faible teneur en matières grasses et, de ce fait, il restreignait également la commercialisation de laits liquides fabriqués à partir de laits en poudre reconstitués. Les États-Unis étaient également préoccupés par le fait que le Qatar avait adopté cette mesure avant de l'avoir notifiée à l'OMC afin de permettre aux partenaires commerciaux de formuler leurs observations. En outre, aucun délai raisonnable de mise en œuvre n'avait été accordé. Il était demandé au Qatar de notifier la mesure au Comité OTC et de la suspendre ou de la modifier. En 2018, les États-Unis avaient exporté près de 8 millions de dollars USD vers le Qatar, le fromage constituant près de 45% de ses exportations laitières.

2.25. La représentante de l'Union européenne a également demandé que cette mesure soit notifiée et son application suspendue. La mise en œuvre de ces règles provoquait de graves perturbations pour les exportateurs de l'UE car la mise en conformité avec ces prescriptions n'était pas faisable pour certains fromages et produits laitiers. En conséquence, les produits de l'UE relevant de la mesure ne pouvaient plus être exportés vers le Qatar. L'UE était particulièrement préoccupée par: les restrictions astreignantes sur la durée de conservation qui désavantageaient les produits importés par rapport aux produits locaux; et certaines caractéristiques des produits pour le lait UHT et les fromages blancs, en particulier l'ajout obligatoire de vitamines au lait et l'interdiction de produits autres qu'à faible teneur en matières grasses pour certains fromages blancs. Ces prescriptions, a poursuivi l'intervenante, n'étaient pas compatibles avec les normes internationales pertinentes du Codex Alimentarius, n'étaient pas fondées sur des données scientifiques et ne garantissaient pas la sécurité des produits importés. Dans ces conditions, les mesures semblaient être plus restrictives qu'il n'était nécessaire pour atteindre l'objectif légitime de protection de la santé publique. À cet égard, l'intervenante a appelé l'attention du Qatar sur les articles 2:1, 2:2 et 2:4 de l'Accord OTC.

2.26. Le représentant du Qatar a expliqué que la protection des consommateurs était d'une importance primordiale et qu'il avait été demandé aux autorités compétentes disposant d'une expertise spécialisée dans ce domaine de prendre les mesures appropriées pour garantir la qualité des produits, en particulier les produits agricoles. Les mesures prises par le Qatar pour résoudre ces problèmes étaient toujours adoptées en gardant à l'esprit les obligations dans le cadre de l'OMC, y compris les obligations relatives à la non-discrimination et visant à éviter les obstacles non nécessaires au commerce.

⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 602](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.2.3.8 Turquie – Projet de modification du Règlement sur les cosmétiques (IMS ID 603⁹)

2.27. La représentante des États-Unis a fait part de préoccupations concernant les restrictions du commerce qui avaient résulté de l'introduction par la Turquie de plusieurs nouvelles prescriptions relatives à l'enregistrement, l'étiquetage et les essais de produits. Ces nouvelles prescriptions n'avaient pas été notifiées à l'OMC et bon nombre d'entre elles avaient été introduites entre 2016 et 2018, avant que la Turquie n'ait conduit une consultation uniquement nationale de son projet de modification du règlement sur les cosmétiques en décembre 2018. La modification proposée imposerait aux entreprises de divulguer des renseignements commerciaux hautement confidentiels sur la formule d'un produit et les résultats des essais, qui n'étaient normalement pas exigés lors de l'enregistrement d'un produit. Les divulgations de renseignements commerciaux confidentiels n'étaient exigées sur les principaux marchés qu'en cas d'événements graves affectant les consommateurs et imposant le renforcement du contrôle par les autorités de réglementation nationales. L'objectif de la Turquie consistant à fournir à ses consommateurs des renseignements sur les produits présents sur le marché était compréhensible mais certains des renseignements divulgués sur le portail de produits en ligne de l'Agence turque des médicaments et des dispositifs médicaux, comme les formulations-cadre et les allégations concernant les produits, pouvaient engendrer de la contrefaçon et être exploités par les concurrents.

2.28. L'intervenante a également rappelé qu'en juin 2019, le point d'information de la Turquie avait indiqué que son pays notifierait le projet de modification à l'OMC mais, à ce jour, cette notification n'avait pas été adressée. Les États-Unis ont demandé à la Turquie: i) quand elle envisageait de communiquer cette notification; ii) qu'au moins 60 jours soient accordés aux parties intéressées afin qu'elles transmettent leurs observations; iii) que les observations de la branche de production américaine soient dûment prises en considération, y compris s'agissant de la protection des renseignements commerciaux confidentiels sur le portail en ligne de la Turquie; et iv) que la mise en œuvre de ces mesures soit suspendue jusqu'à ce que la notification soit adressée. Les cosmétiques constituaient un secteur d'exportation de la Turquie vers les États-Unis en plein développement, qui avait enregistré une croissance de 18% pour atteindre 20 millions de dollars USD en 2018. Toutefois, cette tendance n'était pas réciproque sur le plan bilatéral: les exportations américaines de cosmétiques vers la Turquie avaient reculé de 25% depuis 2016, s'élevant à 28 millions de dollars USD en 2018.

2.29. Le représentant de la Turquie a indiqué que son pays avait transposé la législation d'harmonisation de l'UE relative aux produits et aux infrastructures de qualité comme l'imposait l'Accord d'union douanière UE-Turquie, entré en vigueur en 1996. Dans ce contexte, le règlement sur les cosmétiques de la Turquie constituait l'un des domaines dans lesquels l'harmonisation avec la législation de l'UE se poursuivait. Le projet turc de modification du règlement sur les cosmétiques, dans lequel le Règlement (CE) n° 1223/2009 avait été pris en considération, avait donc été transmis à la Commission européenne pour observations le 22 août 2019. Après avoir reçu et évalué les observations de la Commission, la Turquie envisageait de notifier le règlement à l'OMC en ménageant une période de présentation des observations de 60 jours.

2.2.3.9 Brésil – Ordonnance n° 259 du 27 mai 2019 corrigeant et actualisant les prescriptions en matière d'évaluation de la conformité visant les dispositifs médicaux soumis au système de surveillance sanitaire prévu par l'Ordonnance n° 54 du 1^{er} février 2016, [G/TBT/N/BRA/605/Add.1](#) (IMS ID 604¹⁰)

2.30. La représentante des États-Unis a fait part de son soutien à l'objectif de santé publique du Brésil consistant à garantir la sécurité et l'efficacité des dispositifs médicaux vendus sur le marché brésilien. Toutefois, la branche de production des dispositifs médicaux aux États-Unis – ainsi que la branche de production brésilienne – était préoccupée par les durées de validité des essais, la certification des dispositifs médicaux et la prescription relative à l'apposition du sceau de conformité. Cette question était importante, étant donné que les exportations de dispositifs médicaux américains à destination du Brésil avaient atteint 1 milliard de dollars USD en 2018. Selon la branche de production, ces éléments du règlement brésilien étaient différents de toute autre prescription d'un Membre de l'OMC. Les États-Unis saluaient les efforts consentis par le Brésil pour apporter des

⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 603](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

¹⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 604](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

corrections et des actualisations dans l'ordonnance n° 259/2019 relative à l'Institut national de métrologie, de normalisation et de qualité industrielle, notifiée à l'OMC le 13 juin 2019, et qui était en cours de finalisation. Selon toute vraisemblance, cette ordonnance aurait pour effet de supprimer les délais de validité des essais et la certification des dispositifs médicaux. Elle permettrait également d'apposer le sceau de conformité au port d'exportation ou après l'arrivée au Brésil sans inspection préalable de l'installation. Les États-Unis ont demandé au Brésil de notifier la mesure définitive selon les procédures détaillées dans la recommandation du Comité sur l'utilisation cohérente des modes de présentation des notifications.

2.31. Le représentant du Brésil a répondu que toutes les observations reçues pendant la phase de consultation sur la mesure avaient aidé les organismes de réglementation à mieux comprendre les besoins et les préoccupations de la branche de production. Une coordination étroite avait également été assurée avec les organismes de réglementation impliqués dans l'élaboration des prescriptions relatives aux dispositifs médicaux au Brésil. Les entreprises du secteur avaient fait part de leur préoccupation concernant les durées de validité des essais et la certification des dispositifs médicaux ainsi que les prescriptions relatives à l'apposition du sceau de conformité. Toutes les durées de validité seraient donc supprimées. Le texte proposé permettait déjà d'apposer le sceau au Brésil. Les prescriptions additionnelles concernant l'inspection des installations dans lesquelles le sceau était apposé seraient retirées. Le Brésil avait systématiquement tenu compte des observations et suggestions adressées par les Membres et par la branche de production. Outre qu'ils avaient respecté leurs obligations de transparence dans le cadre de l'OMC, les organismes de réglementation brésiliens avaient fait preuve de souplesse en modifiant concrètement leurs propositions en fonction des observations reçues pendant la consultation publique. Le Brésil continuerait d'examiner toute autre suggestion de modification du projet de règlement n'ayant pas encore été traitée.

2.2.3.10 Royaume d'Arabie saoudite – Exigences relatives à la performance énergétique et étiquetage des sèche-linge électriques, [G/TBT/N/SAU/987](#) (IMS ID 605¹¹)

2.32. Le représentant de la République de Corée s'est dit préoccupé par le fait que les critères de tolérance concernant la consommation d'énergie des sèche-linge à moteur qui figuraient dans la mesure différaient des normes internationales. En vertu de la norme internationale CEI 60335-1, les appareils électroménagers étaient classés en appareils de chauffage et appareils combinés ou en appareils à moteur en fonction de la présence de sources de chauffage, d'un moteur, etc. Cette norme internationale disposait que les critères de tolérance concernant la consommation d'énergie étaient fondés sur cette classification. Les sèche-linge se répartissaient eux aussi entre les deux catégories, car les appareils électroménagers dépendaient de la méthode de fonctionnement. Pourtant, la réglementation SASO 2883 de l'Arabie saoudite fixait une tolérance de consommation électrique très faible pour les sèche-linge à moteur parce qu'elle établissait la même tolérance de consommation pour tous les sèche-linge, quelle que soit leur méthode de fonctionnement. Cela, a poursuivi l'intervenant, risquait de créer des restrictions non nécessaires au commerce en raison de la différence entre la norme internationale et les critères utilisés par tous les pays qui appliquaient des réglementations relatives à l'efficacité énergétique pour les sèche-linge. Il était demandé à l'Arabie saoudite d'harmoniser dans les meilleurs délais sa tolérance concernant la consommation électrique des sèche-linge avec la norme internationale CEI.

2.33. Le représentant du Royaume d'Arabie saoudite a répondu que son pays se tenait prêt à poursuivre la discussion sur ce problème avec la Corée.

2.2.3.11 République de Corée – Loi sur la gestion des eaux de ballast (IMS ID 606¹²)

2.34. La représentante de l'Union européenne a fait part de préoccupations concernant les prescriptions de la Corée relatives aux systèmes de traitement des eaux de ballast (BWTS) pour les navires battant pavillon coréen, en particulier la non-reconnaissance des essais de ces systèmes effectués hors de Corée. L'intervenante a demandé à la Corée de notifier cette mesure à l'OMC afin de permettre aux Membres de formuler des observations. La branche de production dans l'UE continuait de faire état de difficultés en raison de la duplication des procédures et, en particulier, d'importants retards de certification de ces systèmes. En Corée, les fabricants européens de

¹¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 605](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

¹² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 606](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

systèmes de traitement des eaux de ballast étaient obligés de présenter une nouvelle demande aux autorités coréennes avant l'installation de l'équipement à bord d'un navire battant pavillon coréen. L'équipement avait déjà subi des essais et été certifié en Europe par l'une des 12 sociétés de classification approuvées par l'UE et par ses États membres, y compris le registre coréen Korean Register of Shipping (KR). Ces processus d'essai et de certification étaient conduits conformément avec toutes les prescriptions pertinentes de l'OMI et avec les directives du G-8 sur l'approbation des systèmes de traitement des eaux de ballast. Autrement dit, les fabricants européens de ces systèmes possédaient déjà les documents et certificats d'approbation de type OMI qui étaient requis.

2.35. Le Ministère des océans et de la pêche (MOF) coréen avait délégué la tâche d'examiner les demandes provenant de fabricants étrangers de systèmes de traitement des eaux de ballast, y compris tous les documents présentés, à l'Institut coréen des sciences et technologies océanographiques (KIOST). Le KIOST accepterait les demandes et documents liés à des essais d'approbation par type par des autorités/gouvernements étrangers ou par des établissements d'essai reconnus par des autorités étrangères, mais seulement si la demande était formellement présentée par une entité commerciale enregistrée en Corée, et non par des entreprises établies et enregistrées hors de Corée. Cette prescription n'était pas conforme aux directives du G-8, qui ne mentionnaient que les "fabricants", et non les "importateurs et autres". Les prescriptions relatives à la certification se traduisaient donc par des coûts additionnels et des retards administratifs car elles accordaient un traitement préférentiel dans les ventes de systèmes de traitement des eaux de ballast pour les navires battant pavillon coréen. Il en résultait de graves incidences pour la compétitivité des entreprises de l'UE, et cette mesure ne correspondait pas à la pratique ordinaire dans l'UE, où les certificats OMI d'approbation par type des systèmes de traitement des eaux de ballast émis par la société de classification coréenne étaient pleinement reconnus.

2.36. L'UE a demandé à la Corée, s'agissant de l'approbation des systèmes étrangers de traitement des eaux de ballast pour les navires battant pavillon coréen, de reconnaître intégralement tous les essais effectués antérieurement conformément aux prescriptions de l'OMI et aux directives du G-8. L'UE a également invité les autorités coréennes à communiquer des renseignements sur les mesures prises pour supprimer cet obstacle au commerce.

2.37. Le représentant de la République de Corée a dit que l'homologation par type était une question traitée dans la règle D-3 de l'Annexe de la Convention sur la gestion des eaux de ballast, qui démontrait que l'autorité compétente était chargée de l'approbation type sans qu'aucune disposition ne soit prévue pour reconnaître l'approbation par type d'autres pays. L'UE avait apparemment mis en œuvre le programme selon lequel tout système étranger requerrait l'approbation par type accordée par chaque État membre ou par l'organisme reconnu. Les fabricants coréens étaient eux aussi soumis à des coûts et retards importants en attendant l'approbation par les États membres de l'UE et par l'organisme reconnu. La loi sur la gestion des eaux de ballast avait déjà disposé que les systèmes étrangers pouvaient être traités à égalité avec les produits coréens s'agissant des conditions de l'approbation par type. En outre, la Corée avait mis en œuvre le programme actualisé afin d'octroyer aux essais d'approbation par type des facilités ou une immunité par rapport au système approuvé à l'étranger depuis l'amendement à la Loi du 1^{er} juillet 2019. Les prescriptions relatives à l'approbation étaient pour l'essentiel remplacées par la vérification des documents pertinents. De surcroît, en vertu du droit coréen, les fabricants et les importateurs n'englobaient pas seulement les entreprises coréennes: les entreprises étrangères étaient tout autant qualifiées. Voilà, a poursuivi l'intervenant, qui témoignait du fait que la Corée n'avait créé aucun obstacle technique ou institutionnel dans la procédure d'approbation par type des systèmes de gestion des eaux de ballast par comparaison avec l'UE.

2.2.3.12 Pakistan – Modification de la Loi pakistanaise de 1950 sur le contrôle des importations et des exportations: Décret réglementaire spécial (SRO) n° 237 sur l'étiquetage, la durée de conservation et la certification halal (IMS ID 607¹³)

2.38. La représentante des États-Unis a fait part de préoccupations concernant les nouvelles prescriptions figurant dans le SRO n° 237 du Pakistan. Notant que le Ministère du commerce (MOC) avait reporté la mise en œuvre du décret en question jusqu'au 1^{er} juillet 2019, les États-Unis ont demandé au Pakistan de suspendre l'application de ces prescriptions pendant au moins un an et de notifier le Décret en tant que projet à l'OMC. L'intervenante a rappelé que cette demande avait déjà

¹³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 607](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

été faite dans une communication de mars 2019 adressée au point d'information OTC du Pakistan ainsi qu'en mai 2019, lors d'une réunion intersessions du TIFA entre les deux pays. Elle a rappelé au Pakistan qu'il convenait d'accorder aux Membres de l'OMC un délai raisonnable afin qu'ils présentent leurs observations (60 à 90 jours) et que les observations reçues devaient être examinées avant la mise en œuvre d'une mesure.

2.39. S'agissant des prescriptions de la mesure qui portaient sur l'étiquetage, les États-Unis craignaient que le SRO n'impose que tous les produits soient certifiés halal et étiquetés, y compris ceux qui étaient généralement reconnus comme étant naturellement halal. Les États-Unis reconnaissaient certes qu'il était important de veiller à ce que les produits soient halal pour les consommateurs pakistanais, mais ils ont instamment prié le Pakistan d'élaborer des politiques en matière de certification halal qui répondaient aux besoins des consommateurs sans être trop contraignantes ou prohibitives pour le commerce. Ils ont encouragé le Pakistan à suivre d'autres pays islamiques et à rendre la certification et l'étiquetage halal facultatif. En Malaisie, par exemple, les exportateurs des États-Unis pouvaient choisir à titre facultatif d'étiqueter et de certifier halal leurs boissons et produits alimentaires destinés aux consommateurs malaisiens, mais le caractère facultatif de cette prescription n'était pas prohibitif pour le commerce. Les États-Unis disposaient de plusieurs organismes de certification halal accrédités par les membres du Forum international de l'accréditation halal (IHAF) et par l'Institut de normalisation et de métrologie pour les pays islamiques (SMIIC). Les États-Unis ont également indiqué que plutôt que de ne reconnaître que les certificateurs halal qui étaient accrédités par les membres de l'IHAF et du SMIIC, le Pakistan devrait également reconnaître les certificats halal provenant d'autres certificateurs basés aux États-Unis et reconnus par d'autres pays islamiques. Enfin, ils ont noté qu'un mémorandum de coopération publié le 31 juillet 2019 prévoyait que les produits agricoles bruts et semi-transformés pourraient ne pas nécessiter de certification halal. Les États-Unis ont demandé au Pakistan de préciser la définition des produits agricoles semi-transformés et de ce que les mots "pourraient ne pas" signifiaient dans ce contexte.

2.40. La représentante de l'Union européenne s'est dite préoccupée par le fait que les règlements établissant des prescriptions relatives aux importations de denrées alimentaires avaient été adoptés sans notification préalable aux Comités OTC et SPS de l'OMC. L'UE a souligné l'importance de notifier toute révision future à l'OMC dès le stade du projet, et de donner aux Membres de l'OMC la possibilité de présenter leurs observations. Les conditions fixées concernant l'étiquetage décourageaient les importateurs de l'UE, notamment parce que l'utilisation d'autocollants, la surimpression, l'estampillage et les étiquettes à gratter étaient interdits. En l'absence de période de transition suffisante, ces prescriptions retardaient considérablement l'approbation de produits importés pour le marché pakistanais. L'UE a donc demandé au Pakistan d'envisager la suspension de la mise en œuvre du SRO n° 237 pendant au moins 18 mois pour donner aux importateurs de l'UE une période d'adaptation.

2.41. Le représentant du Pakistan a indiqué que les préoccupations soulevées par les États-Unis et l'UE avaient été transmises à la capitale pour que des réponses détaillées y soient apportées. En guise de réponse préliminaire, le SRO n° 237 était remplacé par le SRO n° 438 du 9 avril 2019 et de nouveau révisé par le SRO n° 659 du 27 juin 2019, avec plusieurs modifications. Les autres prescriptions relatives à l'étiquetage qui figuraient dans le SRO n'étaient pas nouvelles et existaient déjà aux niveaux provincial et infrafédéral. Ce SRO avait pour but d'actualiser l'ordonnance de 2016 afin d'incorporer les mesures existantes et de les harmoniser avec les lois nationales. Les mesures s'appliqueraient sur une base non discriminatoire et étaient compatibles avec les obligations OMC du Pakistan. Le Pakistan restait prêt à dialoguer sur un plan bilatéral avec les Membres intéressés afin de répondre à leurs préoccupations.

2.2.4 Préoccupations déjà soulevées

2.2.4.1 Chine – Prescriptions applicables aux produits relatifs à la sécurité de l'information, y compris, entre autres, le Règlement de 1999 sur les produits de cryptage commercial de l'Office national de cryptographie commerciale (OSCCA) et sa révision en cours et le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS) (IMS ID 294¹⁴)

2.42. Le représentant du Japon a fait part de sa préoccupation concernant le "Règlement sur les produits de cryptage commercial" et le "Dispositif de protection à niveaux multiples de la cybersécurité" de la Chine, et a renvoyé à la déclaration prononcée lors de la précédente réunion du Comité OTC. Depuis la réunion du Comité qui s'était tenue en mars 2019, la Chine avait expliqué que les règles que contenait le "Dispositif de protection à niveaux multiples de la cybersécurité" étaient en cours de révision et que le règlement pourrait faire l'objet d'observations du public une fois la révision achevée. Le Japon demandait dès lors à la Chine de fournir les renseignements pertinents concernant le processus de révision et d'appliquer le règlement de manière transparente.

2.43. Le représentant de l'Union européenne a fait part de ses préoccupations concernant la mesure. Le texte intégral de la déclaration figure dans le document in [G/TBT/W/682](#).

2.44. Le représentant de la Chine a déclaré que pour mettre en œuvre les exigences consistant à promouvoir l'administration conformément à la loi, pour approfondir la réforme administrative et pour transformer les fonctions gouvernementales dans le domaine de la cryptographie commerciale, la Chine procédait à la révision du règlement sur le cryptage commercial en vue de réduire les licences administratives et de renforcer la surveillance tout au long du processus. La révision du règlement sur les produits de cryptage commercial était en cours et des recherches étaient conduites. La Chine poursuivait la révision du règlement sur les produits de cryptage commercial conformément à la Loi sur la cryptographie et publierait le règlement à des fins de consultations publiques en temps voulu. Tandis que les technologies se développaient en réponse à une situation de plus en plus complexe dans le domaine de la cybersécurité, il était nécessaire d'améliorer les dispositifs de protection de l'information à niveaux multiples en matière de sécurité. Sur la base de l'expérience acquise au cours des dernières années et pour répondre à l'évolution récente, la Loi sur la cybersécurité disposait que la Chine mettrait en œuvre le MLPS relatif à la cybersécurité, qui était fondé sur le MLPS relatif à la sécurité de l'information. Pour satisfaire aux exigences de la Loi sur la cybersécurité, des règlements sur le MLPS relatif à la cybersécurité étaient en cours d'élaboration. Ils remplaceraient les anciennes mesures administratives sur le MLPS relatif à la sécurité de l'information.

2.2.4.2 Indonésie – Lignes directrices techniques pour l'adoption et l'application des normes obligatoires indonésiennes en matière de sécurité des jouets, [G/TBT/N/IDN/64](#), [G/TBT/N/IDN/64/Add.1](#), [G/TBT/N/IDN/64/Add.2](#), [G/TBT/N/IDN/64/Add.3](#) (IMS ID 328¹⁵)

2.45. Le représentant de l'Union européenne a noté que cette préoccupation avait déjà été soulevée à plusieurs reprises lors de précédentes réunions du Comité OTC au sujet de la mise en œuvre obligatoire de la Norme nationale indonésienne (SNI) par le Règlement du Ministre de l'industrie en date du 29 novembre 2018. La modification avait introduit un programme 5 qui s'appliquait aux contrôles et inspections des installations de production de jouets sous la forme d'un programme facultatif afin de remplacer la règle discriminatoire qui prévoyait l'analyse de chaque lot de jouets importés, par rapport à l'analyse d'échantillons prévue tous les six mois pour les produits nationaux. L'UE s'est dite préoccupée par la mise en œuvre du Programme 5 en général et, en particulier, par le fait que les contrôles, inspections et essais en laboratoire proposés ne soient pas conduits de manière ponctuelle et efficace dans le cadre de ce nouveau programme.

2.46. De surcroît, les lignes directrices censées fournir plus de détails sur les règles applicables aux importateurs de jouets n'avaient pas encore été publiées. Sur ce point, l'Union européenne croyait comprendre que le Centre de normalisation avait publié une circulaire récente (n° 257/BPPI/VIII/2019) relative aux procédures de certification des jouets relevant du

¹⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 294](#) dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

¹⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 328](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

Programme 5, qui imposait de nouvelles inspections complémentaires d'usines et/ou l'échantillonnage et l'analyse des produits s'agissant de nouveaux produits entrant sur le marché tous les six mois. Ces règles s'appliqueraient même si les installations de production du fabricant étaient déjà certifiées, cette certification ayant une durée de validité de quatre ans. Dès lors, l'Union européenne s'interrogeait sur la valeur ajoutée de ces inspections complémentaires. En outre, leur mise en œuvre apparaissait difficile car il faudrait pour ce faire que les entreprises soient en mesure d'anticiper l'entrée de nouveaux produits sur le marché dans le cadre du processus annuel de contrôle/surveillance établi par les autorités indonésiennes. L'UE estimait que ces nouveaux contrôles ne devraient être déclenchés que si une usine connaissait des modifications.

2.47. Le représentant du Japon a approuvé la position de l'UE. En octobre 2018, l'Indonésie avait révisé sa réglementation relative à la sécurité des jouets afin d'introduire un nouveau programme qui intégrait dans le processus de production un système de gestion de la qualité en tant qu'option pour les procédures de certification des jouets. Bien que l'Indonésie ait signalé que la rédaction des directives d'application était en cours lors de la réunion du Comité OTC en mars 2019 et que plus d'une année se soit écoulée depuis la révision de la réglementation relative à la sécurité des jouets, les directives en question n'avaient pas encore été publiées. De ce point de vue, l'Indonésie avait expliqué lors de la réunion du Comité OTC en juin 2019 que le Règlement n° 29/2018 contenait des directives relatives à un programme de type 5 aux fins de la certification des produits. Toutefois, ce règlement ne comportait pas de renseignements suffisant à se mettre en conformité avec la nouvelle réglementation relative à la sécurité des jouets. C'est pourquoi le Japon demandait à l'Indonésie de communiquer les directives d'application du programme de type 5 aux fins de la certification des produits, comme le prévoyait le Règlement n° 29/2018. Le Japon craignait également que le Règlement révisé ne contienne des mesures ayant des effets restrictifs non nécessaires sur le commerce, comme l'analyse obligatoire de "chaque cargaison importée" et la règle d'accréditation applicable aux laboratoires étrangers. Ces règles devaient être révisées conformément aux obligations OTC de l'OMC.

2.48. Le représentant des États-Unis a noté que le débat sur la norme indonésienne relative aux jouets remontait à 2012; il était décevant qu'après des années d'échanges techniques, les règles indonésiennes d'importation des jouets demeurent des obstacles aux exportations américaines de jouets. Les États-Unis priaient instamment l'Indonésie d'entamer un dialogue constructif avec les parties prenantes pour réduire au minimum les obstacles au commerce en matière d'importation de jouets. L'intervenante a rappelé que lorsque la question avait été soulevée à la réunion de juin, l'Indonésie avait fait observer qu'elle ne publierait pas de directives d'application concernant cette mesure. Cette décision était décevante et aggravait l'absence de clarté pour les importateurs. L'Indonésie avait affirmé que l'introduction du Programme 5 pour les importateurs constituait une mesure visant à alléger la charge pesant sur eux mais, selon la branche de production aux États-Unis, le coût d'inspections d'usine effectuées tous les six mois était si exorbitant qu'il empêchait d'opter pour le Programme 5 et, de ce fait, les importateurs étaient contraints de continuer de procéder aux analyses de chaque cargaison de jouets importés. Pour que le Programme 5 devienne une solution alternative viable pour les entreprises américaines, l'Indonésie devait envisager de permettre que les inspections soient conduites par des inspecteurs accrédités par l'ISO et provenant du pays de fabrication.

2.49. Le représentant de l'Indonésie a indiqué qu'en l'état, le Règlement n° 29/2018 avait inclus des directives techniques relatives au choix des types 1 et 5 pour les procédures de certification. L'Indonésie croyait comprendre que l'un et l'autre type de certification assurait un traitement identique entre produits importés et produits nationaux. En outre, le Ministère de l'industrie avait publié une lettre circulaire aux organismes de certification des produits dans laquelle les procédures de certification des produits de type 5 étaient expliquées. Comme le prévoyait le Règlement n° 29/2018 du Ministère de l'industrie, l'Indonésie reconnaissait les laboratoires d'analyse étrangers dans le cadre de l'arrangement international d'accréditation de l'ILAC sur une base réciproque.

2.2.4.3 Union européenne – Projet de règlement d'exécution portant modification du Règlement (CE) n° 607/2009 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur vitivinicole, [G/TBT/N/EEC/264](#), [G/TBT/N/EEC/264/Add.1](#) (IMS ID 345¹⁶)

2.50. La représentante des États-Unis s'est dite déçue de devoir une fois de plus soulever des préoccupations concernant les révisions par l'UE de son projet de règlement sur les indications géographiques et les mentions traditionnelles pour le vin, et plus particulièrement sur les demandes en attente de la branche de production américaine au sujet des mentions traditionnelles. L'UE persistant à ne fournir aucun renseignement, aucun autre choix n'était possible. Depuis la réunion du Comité OTC en juin 2018, l'UE avait dit que les demandes en attente concernant des mentions traditionnelles étaient encore en cours d'examen, mais qu'elle ne pouvait fournir aucun délai précis pour l'approbation. Pourquoi l'UE n'était-elle pas en mesure de fournir une estimation plus d'un an plus tard? La représentante des États-Unis a demandé à l'UE de faire preuve de davantage de transparence sur les points suivants: i) combien de demandes concernant des mentions traditionnelles avaient été déposées au cours des neuf années précédentes; ii) combien de ces demandes avaient été approuvées, rejetées ou restaient en suspens; iii) quel était le délai moyen entre la demande et la décision finale; iv) pour les demandes en suspens, depuis combien de temps étaient-elles en attente; et v) combien de demandes provenaient des États membres.

2.51. Les États-Unis étaient également préoccupés par les efforts que déployait l'UE pour restreindre la capacité de leurs producteurs à utiliser des outils descriptifs courants pour l'étiquetage et la commercialisation de leurs produits, en limitant par exemple l'utilisation de la mention "vieilli en fût" et de certaines formes de bouteilles pour les vins bénéficiant d'une indication géographique. Maintenant que l'UE avait notifié le projet de règlement révisé, les États-Unis lui demandaient une fois de plus de faire diligence pour approuver les demandes de leur branche de production de sorte qu'ils puissent retirer ce point inscrit depuis longtemps à l'ordre du jour du Comité, ainsi qu'à celui du Conseil du commerce des marchandises de l'OMC. L'intervenante a également demandé à l'UE de confirmer comment – et si – le traitement de ces demandes serait modifié à la suite des récentes élections au Parlement européen – et de confirmer que cette tâche avait été transférée à un nouvel organisme au sein de la Commission européenne.

2.52. Le représentant de l'Argentine a de nouveau fait part des préoccupations soulevées lors de précédentes réunions du Comité concernant la discrimination dont faisaient l'objet les vins argentins, sur les étiquettes desquels il n'était pas possible d'apposer des mentions traditionnelles telles que *Reserva* et *Gran Reserva*. Cette situation se produisait alors que l'Argentine avait accompli en mars 2012 les substantielles procédures d'approbation prévues par le droit de l'UE pour pouvoir utiliser ces mentions. Une fois de plus, l'Argentine a demandé à l'UE de donner suite à toutes les demandes d'enregistrement de mentions traditionnelles qui avaient été présentées par des pays tiers afin d'empêcher la création d'obstacles non nécessaires au commerce.

2.53. Le représentant de la Nouvelle-Zélande, tout en reconnaissant que les Membres avaient le droit de protéger leurs consommateurs contre les pratiques trompeuses, a demandé à l'UE de tenir compte des préoccupations soulevées par les Membres concernant la portée et la mise en œuvre du système de mentions traditionnelles, ainsi que la transparence du processus et un calendrier relatif aux demandes déposées par des pays tiers.

2.54. Le représentant du Brésil a réaffirmé que les termes figurant dans le règlement affectaient également les viticulteurs brésiliens. Le fait que l'UE soit encore en train d'analyser ce dossier après si longtemps témoignait du fait que cette mesure constituait un obstacle technique non nécessaire au commerce et qu'elle ne contribuait à réaliser aucun objectif valable au titre de l'Accord OTC. L'intervenant a respectueusement demandé à l'UE de communiquer tout renseignement actualisé au Comité et de fournir des renseignements concernant le calendrier estimatif relatif à l'emploi de mentions réglementées pour les vins exportés à destination de l'UE figurant dans le Règlement (CE) n° 607/2009, le Règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil et les Règlements révisés notifiés dans les documents [G/TBT/N/EU/570](#) et [G/TBT/N/EU/571](#).

¹⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 345](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.55. La représentante de l'Union européenne a rappelé, comme il avait déjà été expliqué à plusieurs reprises, que l'UE avait désormais achevé la révision de sa législation interne sur les mentions traditionnelles (Règlement délégué (UE) n° 2019/33 de la Commission et Règlement d'exécution (UE) n° 2019/34 de la Commission) qui avait fait l'objet de discussions lors des précédentes réunions du Comité OTC. L'UE estimait que sa législation interne offrait un système constructif et transparent de protection des mentions traditionnelles utilisées sur les produits vinicoles provenant de l'UE ainsi que sur les produits de pays tiers. Les applications en attente concernant des mentions traditionnelles étaient encore en cours d'examen. L'UE avait déjà dans le passé fait la preuve de sa capacité à répondre aux préoccupations spécifiques des Membres dans ce domaine, au moyen de sa législation interne ou par des accords bilatéraux.

2.2.4.4 Inde – Décret de 2012 sur les produits électroniques et des technologies de l'information (Exigences en matière d'enregistrement obligatoire), [G/TBT/N/IND/44](#), [G/TBT/N/IND/44/Add.1](#), [G/TBT/N/IND/44/Add.2](#), [G/TBT/N/IND/44/Add.3](#), [G/TBT/N/IND/44/Add.6](#), [G/TBT/N/IND/47](#), [G/TBT/N/IND/58](#) (IMS ID 367¹⁷)

2.56. Le représentant du Canada s'est réjoui des récents échanges bilatéraux, notamment au sujet des exigences en matière d'enregistrement obligatoire. Il a renvoyé aux points soulevés lors de précédentes réunions et a souhaité que l'Inde communique toute précision et tout renseignement qu'elle serait en mesure de fournir.

2.57. La représentante des États-Unis a renvoyé aux précédentes interventions au titre de cette préoccupation commerciale spécifique.

2.58. La représentante de l'Inde a réaffirmé que le Bureau indien de normalisation (BIS) acceptait les rapports d'essai préliminaires concernant les composants essentiels dans le cadre de son système d'enregistrement, excepté les composants notifiés en vertu de l'ordonnance sur l'enregistrement obligatoire ou des ordonnances sur le contrôle de la qualité. En outre, les règles de base du système d'évaluation de la conformité de la CEI prévoyaient que le droit national primait sur toute autre obligation dans le cadre du système d'évaluation de la conformité de la CEI. Bien que seuls les résultats d'essais provenant de laboratoires reconnus par le BIS soient acceptés dans le cadre de son système d'enregistrement, le système prévoyait la reconnaissance des laboratoires étrangers. Celle-ci se ferait sur une base réciproque et mutuellement avantageuse. Outre ces observations, la représentante de l'Inde a indiqué que sa délégation était prête à poursuivre les discussions bilatérales avec les Membres intéressés.

2.2.4.5 Union européenne – Approche fondée sur les dangers pour les produits phytopharmaceutiques et la fixation de limites de tolérance pour les importations [G/TBT/N/EU/383](#), [G/TBT/N/EU/384](#), [G/SPS/N/EU/166](#) (IMS ID 393¹⁸)

2.59. La représentante des États-Unis s'est dite déçue que l'Union européenne ait poursuivi la mise en œuvre des règlements malgré les nombreuses interventions de Membres de l'OMC (14 Membres à la précédente réunion du Comité OTC). Les États-Unis demeuraient préoccupés par l'approche fondée sur les dangers adoptée par l'UE en matière de réglementation des pesticides et par son application de critères pour l'identification et l'interdiction ultérieure des substances à action endocrinienne. Se contenter d'identifier les dangers sans identifier les risques vérifiables ou envisager des méthodes raisonnables de gestion du risque soulevait des préoccupations. Les critères d'exclusion fondés sur les dangers limitaient l'accès à des outils de protection des cultures qui seraient jugés sûrs dans un système reposant sur des procédures d'évaluation et de gestion des risques. Ils limitaient davantage le commerce en s'appuyant sur les décisions de l'UE concernant les limites maximales de résidus (LMR), qui devraient plutôt être fondées sur une évaluation globale des risques.

2.60. La représentante des États-Unis a rappelé que l'UE avait déclaré que les tolérances à l'importation seraient octroyées au cas par cas, en tenant compte de "tous les facteurs pertinents". Toutefois, les États-Unis demeuraient préoccupés par le processus opaque que l'UE appliquait afin de gérer les tolérances à l'importation de substances qui déclenchaient la mise en œuvre des critères

¹⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 367](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

¹⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 393](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

d'exclusion fondés sur les dangers. L'UE avait beau insister sur la conformité des tolérances à l'importation "aux principes d'analyse des risques", son approche au cas par cas semblait ne pas tenir compte des circonstances propres à chaque substance, comme le permettrait une approche réellement fondée sur les risques. Cette approche suscitait une incertitude considérable pour les demandeurs et les producteurs et entraînait des retards importants dans l'octroi des tolérances à l'importation, voire leur refus, tout en interrompant de fait le commerce sans motifs clairs. Ainsi, les critères fondés sur les dangers faisaient office d'obstacles au commerce.

2.61. Puis les États-Unis ont fait observer que si l'UE comptait répondre aux préoccupations soulevées par les Membres, elle devait identifier les facteurs pertinents, en quoi ils se rapportaient à la protection de la santé des personnes et de l'environnement, quelle était la durée prévue du processus et comment les producteurs pourraient en tirer parti de manière effective. Il existait d'autres approches réglementaires qui assuraient des niveaux élevés de protection de la santé des personnes et de l'environnement sans créer d'obstacles non nécessaires au commerce. L'UE avait en effet proclamé son attachement à la transparence; pourtant, les États-Unis et d'autres soulevaient cette préoccupation depuis des années sans qu'aucune réponse ou modification adéquate ne soit apportée par l'UE. La politique relative aux LMR et aux tolérances à l'importation de substances qui déclenchaient la mise en œuvre des critères d'exclusion fondés sur les dangers n'était toujours pas claire et imposait une charge non nécessaire aux producteurs. L'UE devait adhérer aux principes de solidité des données scientifiques, de non-discrimination, de transparence et de prévisibilité de la mise en œuvre des mesures OTC.

2.62. Le représentant du Costa Rica a de nouveau fait part de ses préoccupations concernant l'approche fondée sur les dangers que l'UE avait adoptée et a demandé que la mise en œuvre des règlements soit fondée sur des critères scientifiques solides.

2.63. Le représentant de l'Argentine a déclaré que la mise en œuvre pratique des tolérances à l'importation de substances actives frappées par les critères d'exclusion fondés sur les dangers demeurait incertaine. L'Argentine a instamment prié l'UE de prendre les mesures de précaution adéquates pour éviter la création d'un obstacle non nécessaire au commerce international, surtout compte tenu de l'importance du marché de l'UE pour les pays en développement tels que l'Argentine.

2.64. La représentante de l'Australie a insisté sur l'importance d'adopter une approche fondée sur les risques pour réglementer les substances chimiques perturbant le système endocrinien plutôt que de se contenter d'évaluer les effets nocifs potentiels découlant des propriétés intrinsèques d'une substance chimique. L'Australie a pris note de l'avis de l'UE de mars 2019 selon lequel aucune autre discussion n'aurait lieu avec les États membres concernant l'inclusion dans la législation de dispositions relatives à l'exposition négligeable potentielle. Suite aux dernières élections du Parlement européen et au renouvellement de la Commission européenne qui avait suivi, l'Australie souhaitait reprendre les discussions sur ce sujet. Elle comprenait que les demandes de tolérance à l'importation de substances chimiques relevant des critères dits "d'exclusion" seraient examinées au cas par cas et qu'elles comprendraient une évaluation des risques par un État membre, ainsi qu'un avis scientifique de l'Autorité européenne de sécurité des aliments. L'Australie a demandé si l'UE prévoyait d'élaborer des documents d'orientation concernant ce processus pour aider les pays exportateurs à présenter leurs demandes de tolérance à l'importation et pour minimiser les incidences commerciales du nouveau règlement.

2.65. Le représentant du Brésil s'est joint aux interventions précédentes. Les règlements relatifs aux perturbateurs endocriniens devaient être fondés sur des principes scientifiques et tenir compte de toutes les données disponibles. Les évaluations sérieuses devaient distinguer entre les substances chimiques qui pouvaient causer des préjudices en raison de leur mode d'action endocrinien et les substances qui ne présentaient aucune menace pour la santé des personnes. Les limites maximales de résidus et les niveaux de tolérance concernant les produits phytopharmaceutiques devaient être abordés selon les principes de l'Accord SPS.

2.66. La représentante du Canada a repris à son compte les préoccupations soulevées par d'autres, s'agissant en particulier du processus de réinitialisation des tolérances à l'importation. Elle a souligné que son importance était incontestable, compte tenu de l'attention qu'il suscitait au sein des Comités OTC et SPS, ainsi qu'au Conseil du commerce des marchandises. Cela démontrait le lien inhérent qui existait entre les décisions de non-renouvellement pour les produits phytopharmaceutiques notifiées au Comité OTC et l'établissement de LMR pour les substances actives normalement notifiées au Comité SPS. La mise en œuvre des règlements demeurait peu claire pour le Canada et, de ce

fait, l'intervenante s'est réjouie de la proposition que faisait l'UE d'organiser des séminaires pour répondre aux préoccupations de pays tiers et des parties prenantes. Elle a dit espérer qu'ils permettraient de fournir des renseignements détaillés sur les tolérances à l'importation tombant sous le coup du critère d'exclusion, et d'indiquer si une technique d'évaluation élaborée par une organisation internationale compétente serait envisagée. Le Canada a également demandé des éclaircissements sur l'approche au cas par cas que l'UE avait adoptée pour l'établissement de tolérances à l'importation afin de garantir aux producteurs un processus clair et prévisible assorti de calendriers précis et d'un accès aux mesures de transition nécessaires; c'était important parce que des décisions de renouvellement à long terme étaient en cours de mise en œuvre par l'UE. En conclusion, le Canada a de nouveau demandé des précisions sur la manière dont les Règlements n° 396/2005 et n° 1107/2009 seraient mis en œuvre de manière cohérente et transparente afin de réduire au minimum les incidences négatives et non nécessaires sur le commerce et de permettre aux producteurs de prendre des décisions commerciales en temps voulu. Le Canada a demandé confirmation qu'une tolérance à l'importation serait octroyée pour les substances inactives relevant du critère d'exclusion lorsqu'une évaluation complète des risques avait fait apparaître un niveau de résidus acceptable. En attendant que ce processus clair et prévisible d'établissement des tolérances à l'importation soit fixé, le Canada demandait que les LMR concernant les substances actives qui n'étaient pas autorisées dans l'UE soient maintenues aux niveaux existants pour permettre la poursuite du commerce.

2.67. Le représentant de l'Uruguay s'est joint aux préoccupations formulées par d'autres Membres concernant l'approche fondée sur les dangers qu'utilisait l'UE – approche qui ne reposait pas sur des données scientifiques solides. En effet, les données fondées sur l'évaluation des risques réels liés aux produits phytosanitaires devaient revêtir une importance primordiale dans les décisions de normalisation. Sinon, il serait possible que certains des produits en question (importants pour le système de gestion des parasites) soient retirés du marché alors que leur utilisation était sûre. Il a été souligné que l'approche fondée sur les dangers ne contribuerait que peu, voire pas du tout, à protéger la santé publique, mais qu'elle risquait d'avoir de fortes incidences sur le développement durable, la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la sécurité. L'Uruguay soutenait les travaux entrepris par le Codex au sujet d'une évaluation fondée sur les risques concernant les perturbateurs endocriniens: elle garantissait la protection de la santé et facilitait les échanges commerciaux internationaux.

2.68. Les représentants du Paraguay, du Guatemala et du Panama se sont joints aux préoccupations soulevées par d'autres Membres et ont renvoyé à leurs précédentes interventions sur ce sujet.

2.69. Le représentant de l'Union européenne a souligné, comme il avait déjà été expliqué lors des précédentes réunions du Comité OTC, que les critères scientifiques visant à identifier les perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques étaient fondés sur les définitions de l'OMS, qu'ils s'appliquaient depuis le 10 novembre 2018 et qu'ils figuraient dans le Règlement (UE) n° 2018/605. Le représentant de l'UE était conscient des préoccupations générales et spécifiques que suscitait la politique de l'UE concernant les produits phytopharmaceutiques, notamment s'agissant de la possibilité que des tolérances à l'importation soient établies pour des substances qui n'étaient pas autorisées dans l'UE du fait du critère dit "d'exclusion" dans le Règlement (CE) n° 1107/2009.

2.70. Après avoir examiné les différentes possibilités d'action ainsi que les préoccupations soulevées par les parties prenantes, les États membres et les pays tiers, l'UE a confirmé qu'elle avait décidé de suivre les procédures fixées dans le Règlement (CE) n° 396/2005 pour la gestion des demandes de tolérance à l'importation concernant les substances actives qui relevaient du critère d'exclusion. Ces procédures comprenaient une évaluation des risques par un État membre évaluateur ainsi qu'un avis scientifique de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'octroi de la tolérance à l'importation serait examiné selon les principes de l'analyse des risques, au cas par cas et en tenant compte de tous les facteurs pertinents. L'intervenant a souligné que l'UE agirait en toute transparence.

2.2.4.6 Chine – Règlements sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux (Ordonnance n° 650 du Conseil d'État), [G/TBT/N/CHN/1313](#) (IMS ID 428¹⁹)

2.71. La représentante de la République de Corée a de nouveau fait part de ses préoccupations concernant le projet de règlement sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux ([G/TBT/N/CHN/1313](#)). Elle a demandé à la Chine de reconnaître l'inclusion de laboratoires accrédités sur le plan international ou d'autres laboratoires compétents situés hors de Chine; elle a dit que les dispositifs médicaux importés et fabriqués en Chine devaient bénéficier d'un traitement égal en termes de vente et de distribution sur le marché chinois; et que des éclaircissements étaient nécessaires concernant les essais cliniques conduits hors de Chine. La représentante de la Corée a demandé à la Chine d'indiquer au Comité quelle serait la date d'entrée en vigueur du règlement proposé et de prévoir une période de transition suffisante avant la mise en œuvre de ce règlement pour éviter toute confusion non nécessaire et donner assez de temps aux entreprises du secteur pour qu'elles se préparent.

2.72. La représentante de la Chine a dit qu'en janvier 2018, l'ancienne Administration chinoise de l'alimentation et des médicaments (CFDA) avait publié des lignes directrices contenant des instructions sur l'acceptation des résultats d'essais cliniques portant sur des dispositifs médicaux réalisés à l'étranger comme matériaux d'évaluation clinique. Ces lignes directrices réduiraient la répétition des essais cliniques et accéléreraient le processus de commercialisation. Le Règlement sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux adopté en 2014 avait encore simplifié les prescriptions relatives à l'enregistrement. Premièrement, s'agissant de l'amélioration du système de gestion de la classification, en fonction de leur niveau de risque, les dispositifs médicaux entraient dans trois catégories, les classes 1, 2 et 3. Les prescriptions applicables aux produits à faible risque avaient été encore rationalisées. Deuxièmement, pour alléger les prescriptions relatives aux essais cliniques, certains produits étaient exemptés de ces essais. Troisièmement, les prescriptions relatives au réenregistrement avaient été simplifiées. Pour mettre en œuvre ce règlement, la CFDA avait publié un avis de mise en œuvre prévoyant une période de transition d'un an, dans lequel elle proposait certaines mesures transitoires pour l'enregistrement. En septembre 2018, l'Administration nationale des produits médicaux avait publié la nouvelle liste révisée des dispositifs médicaux exemptés d'essais cliniques, et 1 248 dispositifs médicaux bénéficiaient de cette exemption, y compris 855 appareils médicaux et 393 réactifs de diagnostic *in vitro* (réactifs IVD). Par rapport à la version précédente de la liste, 84 appareils médicaux et 277 réactifs IVD avaient été ajoutés.

2.2.4.7 Chine – Réglementation des technologies de l'information et de la communication de la Commission de réglementation de l'assurance (CIRC), [G/TBT/N/CHN/1172](#) (IMS ID 489²⁰)

2.73. La représentante de l'Union européenne a renvoyé aux observations formulées lors des précédentes réunions du Comité OTC. La principale préoccupation de l'UE avait trait au fait que les règles auraient pour effet d'obliger les compagnies d'assurance chinoises à éliminer progressivement tous les produits cryptographiques non nationaux. En conséquence, les compagnies d'assurance seraient empêchées d'utiliser les solutions et produits de cryptage les plus perfectionnés et les plus innovants, ce qui aurait pour effet d'affaiblir, et non de renforcer, la sécurité de l'information et des réseaux. L'UE a également rappelé que le concept de "sûres et contrôlables", qui est aussi employé dans la Loi sur la sécurité nationale et dans la Loi sur la cybersécurité, manquait de précision et était source d'incertitude pour les opérateurs économiques. De plus, l'intervenante a de nouveau fait part de ses préoccupations concernant la prescription obligeant les compagnies d'assurance à devenir propriétaires du code source du matériel et à utiliser les normes nationales et les prescriptions en matière de cryptage fondées sur les algorithmes nationaux. L'UE a demandé à la Chine des renseignements actualisés concernant la révision de la mesure.

2.74. La représentante de la Chine a rappelé que le Règlement sur les technologies de l'information et des communications de la CIRC avait été élaboré en réponse à des ajustements internes. Le processus d'élaboration se déroulerait de manière ouverte et transparente. Toutes les mesures contenues dans le Règlement seraient également appliquées aux entreprises chinoises et étrangères.

¹⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 428](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

²⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 489](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.2.4.8 Indonésie – Loi n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal G/TBT/N/IDN/123 (IMS ID 502²¹)

2.75. Les représentantes de l'Union européenne et des États-Unis ont fait part de préoccupations concernant cette mesure. Le texte intégral des déclarations figure dans les documents [G/TBT/W/685](#) et [G/TBT/W/705](#).

2.76. Le représentant du Canada a indiqué que l'examen préliminaire de la mesure avait révélé l'absence ou le manque de clarté des détails relatifs à plusieurs dispositions essentielles, en l'occurrence celles qui concernaient le processus de certification et de reconnaissance des organismes étrangers de certification halal. Le Canada a demandé à l'Indonésie: de fournir des renseignements supplémentaires pour clarifier le processus, et de documenter les prescriptions, les coûts et les délais selon lesquels les organismes étrangers de certification halal pourraient obtenir la reconnaissance de l'Agence indonésienne responsable de la garantie des produits halal (BPJPH). Le Canada a également souhaité savoir si le processus de certification, que celle-ci soit octroyée par des autorités indonésiennes ou étrangères reconnues, était transparent et n'imposait pas de charge induite. L'Indonésie était encouragée à consulter ses partenaires commerciaux et à leur fournir rapidement des renseignements pour veiller à ce que les mesures n'aient pas d'effets restrictifs indus sur le commerce.

2.77. Le représentant de l'Australie a dit que la Loi halal de l'Indonésie était entrée en vigueur le 17 octobre 2019 avec une période de mise en œuvre progressive de 5 à 15 années. L'Australie respectait les principes généraux de la Loi halal mais l'intervenant a de nouveau fait part des préoccupations soulevées lors des précédentes réunions concernant l'étendue et la complexité de cette loi pour tous les produits exportés à destination de l'Indonésie, y compris les marchandises non halal, ainsi que les incidences sur les services liés à ces exportations. Il a encouragé l'Indonésie à faciliter un dialogue ouvert avec les partenaires commerciaux pour permettre aux entreprises étrangères et à leurs précieux importateurs indonésiens de rester correctement informés des règlements d'application de la Loi halal. L'Australie était particulièrement préoccupée par certains aspects de la loi qui semblaient plus restrictifs pour le commerce qu'il n'était nécessaire, y compris l'obligation de certification ou d'étiquetage des produits non halal. En outre, il convenait d'apporter des éclaircissements concernant la mise en œuvre de ces dispositions.

2.78. Le représentant du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a indiqué que plusieurs entreprises avaient demandé des éclaircissements sur les pratiques spécifiques exigées depuis l'entrée en vigueur de la mesure le 17 octobre 2019. Il convenait de clarifier l'annonce du bureau de certification halal concernant les règles d'application, le champ des produits couverts et la structure de l'organisation de réglementation. En outre, il était important d'expliquer les procédures de certification, les procédures concernant la reconnaissance mutuelle de certains organismes étrangers de certification halal, les différences entre les précédentes spécifications et les nouvelles, et la nécessité éventuelle pour les établissements étrangers approuvés d'être à nouveau approuvés par le BPJPH.

2.79. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a salué la récente notification par l'Indonésie à l'OMC du projet de règlement intitulé: *Projet du Ministre des Affaires religieuses concernant la mise en œuvre de la garantie des produits halal*. Cependant, la Nouvelle-Zélande a demandé des précisions complémentaires de la part de l'Indonésie sur la date de prise d'effet de ce projet de règlement. En outre, d'autres règlements concernant le halal (hormis le Règlement du Ministre des affaires religieuses notifié à l'OMC en octobre) étaient-ils en cours d'élaboration? D'autres renseignements étaient également demandés concernant l'état du transfert progressif de compétences à l'Agence indonésienne responsable de la garantie des produits halal (BPJPH), en particulier l'établissement des organismes de certification et les mesures prises pour que soit maintenue la reconnaissance de la certification halal étrangère. De même, des précisions étaient demandées concernant la portée du terme "produits non halal" et la manière dont les prescriptions relatives à l'étiquetage seraient gérées.

2.80. Le représentant du Brésil s'est joint aux préoccupations des autres Membres et a réitéré celles qu'il avait précédemment formulées. Le Brésil a remercié l'Indonésie d'avoir partiellement précisé que l'étiquetage "non halal" des produits contenant des substances "non halal" ne serait pas

²¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 502](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

nécessaire. L'intervenant a demandé à l'Indonésie de clarifier davantage cette interprétation de la nouvelle législation, ainsi que la possibilité de coexistence des produits halal avec des produits non halal.

2.81. Le représentant de l'Indonésie a rappelé que le projet avait été notifié dans le document [G/TBT/N/IDN/123](#) le 14 octobre 2019. Le projet de règlement d'application établissait le système de garantie halal comme suit: i) champ des produits couverts; ii) période de transition et délais imposés ajustés en fonction du champ des produits couverts; iii) inclusion de l'étiquetage pour les produits halal et renseignements relatifs aux produits non halal; iv) système d'évaluation de la conformité halal et arrangement de reconnaissance mutuelle; v) disposition relative à l'enregistrement pour le certificat halal; et vi) mécanisme relatif aux produits certifiés halal pendant la période de transition. L'Indonésie tiendrait compte de toutes les observations formulées.

2.2.4.9 Irlande – Projet de loi sur la santé publique (alcool) de 2015 [G/TBT/N/IRL/2 \(IMS ID 516²²\)](#)

2.82. La représentante des États-Unis a indiqué que certaines questions restaient en suspens au sujet du processus réglementaire de l'Irlande concernant la mise en œuvre de ses nouvelles prescriptions relatives à l'étiquetage des boissons alcooliques, malgré la réponse que l'Union européenne avait faite le 28 février aux observations américaines. Les États-Unis continuaient de soutenir l'objectif de l'Irlande consistant à gérer les problèmes de santé publique liés à la consommation excessive d'alcool. Lors des réunions du Comité OTC de mars et juin 2019, les États-Unis avaient réitéré leur demande que l'Irlande notifie les amendements à son projet de loi sur la santé publique (alcool) de 2015. En mars, l'UE avait indiqué qu'en raison de préoccupations de santé publique, l'Irlande avait été contrainte de promulguer le projet de loi aussi vite que possible. Le projet de loi avait été promulgué le 17 octobre 2018, sans qu'il soit possible d'examiner les observations des Membres de l'OMC sur la mesure révisée. L'UE avait également indiqué en mars, puis de nouveau en juin, que les dispositions relatives à l'étiquetage devraient faire l'objet de textes réglementaires qui devraient être notifiés en premier lieu à la Commission européenne, et que l'Irlande notifierait ensuite ces dispositions au Comité OTC. En outre, l'UE avait confirmé que les textes réglementaires et la loi principale n'entreraient pas en vigueur avant trois ans. Comme ils l'avaient déjà fait en mars et en juin, les États-Unis ont demandé à l'Irlande de préciser sa procédure réglementaire concernant la législation secondaire à venir, et de communiquer le calendrier prévu pour la notification au Comité OTC. L'intervenante a également demandé confirmation que les Membres auraient la possibilité de formuler des observations sur les textes réglementaires et que ces observations seraient examinées avant le début de la période de transition envisagée de trois ans concernant la mise en œuvre de la mesure.

2.83. Le représentant de l'Australie a reconnu le droit des gouvernements de prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et a salué les efforts que déployait l'Irlande pour remédier à une préoccupation de santé publique légitime. L'Australie a demandé des éclaircissements concernant le contenu détaillé et la mise en œuvre des huit sections restantes de la loi sur la santé publique (alcool) de 2018, en particulier la section 12 relative à l'étiquetage, ainsi que le processus d'approbation au niveau de l'UE. L'intervenant s'est également enquis du calendrier prévisionnel de mise en œuvre des nouvelles prescriptions tout en renvoyant à la déclaration que l'UE avait faite à la précédente réunion, selon laquelle la nouvelle loi serait de nouveau notifiée afin de permettre aux partenaires commerciaux de formuler leurs observations sur la proposition révisée, compte tenu des modifications substantielles qui avaient été apportées par rapport à la notification initiale.

2.84. Le représentant de l'Argentine a de nouveau fait part de ses préoccupations concernant les prescriptions fixées dans la loi sur la santé publique de l'Irlande, en particulier les sections 12 et 13 relatives à l'étiquetage et à la publicité, qui devaient être mises en œuvre au moyen de textes réglementaires. Les prescriptions imposant d'apposer des messages établissant le lien entre la consommation d'alcool et le cancer pour tous les types de boissons alcooliques, quels que soient leur niveau d'alcool et sans aucune distinction entre l'abus d'alcool et la consommation raisonnable, étaient disproportionnées au regard de l'intérêt légitime visant à protéger la santé des personnes et pouvait créer des obstacles non nécessaires au commerce.

²² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 516](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.85. La représentante du Mexique a remercié l'UE d'avoir participé à une réunion bilatérale et a rappelé les préoccupations soulevées lors des précédentes réunions du Comité OTC. Elle a demandé des précisions concernant les textes réglementaires que l'Irlande devrait adopter pour mettre en œuvre la loi.

2.86. La représentante du Chili a indiqué que son pays, qui était l'un des principaux exportateurs de vin à destination de l'Irlande, partageait les préoccupations soulevées par d'autres Membres. Tout en reconnaissant le caractère nécessaire des politiques publiques visant à diminuer la consommation d'alcool, elle a également fait observer que les Membres étaient tenus de respecter les prescriptions relatives à la transparence et d'éviter tout obstacle non nécessaire au commerce.

2.87. La représentante de l'Union européenne, reprenant les réponses déjà apportées lors des précédentes réunions du Comité OTC, a expliqué que l'Irlande avait été contrainte de promulguer la loi principale aussi tôt que possible et que le projet de loi avait été promulgué le 17 octobre 2018. Les dispositions relatives à l'étiquetage qui figuraient dans la loi sur la santé publique requéraient des textes réglementaires. La section 23 de la loi sur la santé publique (alcool) relative à la vente et à la fourniture de produits alcooliques avait été notifiée à la Commission le 2 septembre 2019 dans le cadre de la Directive relative à la transparence du marché unique (2015/1535) et elle était en cours d'examen par les services de la Commission. La mesure serait notifiée au Comité OTC en temps voulu. La période d'introduction de trois ans précédant l'entrée en vigueur des dispositions ne commencerait pas avant que les processus de notification aux niveaux de l'UE et de l'OMC soient achevés afin d'octroyer aux entreprises ces trois années pleines pour qu'elles se préparent et effectuent les modifications nécessaires pour se mettre en conformité avec les nouvelles mesures. L'intervenante a ajouté qu'en novembre 2018, le Ministère de la santé avait signé une ordonnance aux fins de l'entrée en vigueur de plusieurs articles de la loi sur la santé publique (alcool) qui ne requéraient pas de textes réglementaires pour s'appliquer. Tout d'abord, à compter du 12 novembre 2019: i) la publicité pour l'alcool sur et dans les véhicules de service public, aux arrêts et stations de transport public et dans un périmètre de 200 mètres autour des écoles, des centres de garde d'enfants ou d'aires de jeux relevant des autorités locales serait interdite; ii) la publicité pour l'alcool dans les cinémas serait interdite sauf lors des projections de films relevant de la catégorie réservée aux plus de 18 ans ou dans les locaux agréés d'un cinéma; et iii) les vêtements pour enfants faisant la promotion de l'alcool seraient également interdits. Deuxièmement, à partir du 12 novembre 2020, dans les magasins généralistes, les produits alcooliques et la publicité seraient confinés comme suit: dans un espace séparé par une barrière de 1,2 mètre de haut, ou dans des unités où les produits alcooliques ne pourraient pas être vus jusqu'à 1,5 mètre de hauteur, ou dans trois unités au plus qui pourraient mesurer jusqu'à 1 mètre de largeur et 2,2 mètres de hauteur. De plus, les produits alcooliques pourraient être contenus mais non visibles dans une unité située derrière le comptoir. Troisièmement, à compter du 12 novembre 2021, la publicité pour l'alcool dans un espace sportif pendant un événement sportif, aux manifestations visant les enfants ou aux manifestations auxquelles la majorité des participants ou des concurrents sont des enfants serait interdite. D'autre part, le parrainage par des marques de produits alcooliques de manifestations visant les enfants, de manifestations auxquelles la majorité des participants ou des concurrents sont des enfants et de manifestations impliquant des véhicules automobiles de conduite ou de course serait interdit.

2.2.4.10 Chine – Administration du cyberspace – Projet de mesures d'application de l'examen de la cybersécurité des produits et services de réseaux (IMS ID 533²³)

2.88. La représentante du Japon a dit craindre que les mesures relatives à l'examen de la cybersécurité nuisent à l'accès au marché chinois des entreprises étrangères et se traduisent par des fuites de renseignements technologiques confidentiels, en fonction des détails concrets des règles régissant leur mise en œuvre. C'est pourquoi le Japon a demandé à la Chine de mettre en œuvre la mesure de manière non discriminatoire et sans plus d'effets restrictifs pour le commerce qu'il n'était nécessaire. Dans ce contexte, le Japon a demandé à la Chine de clarifier les définitions des termes, les prescriptions concrètes en matière d'examen et d'évaluation et la portée du règlement et, ainsi, de garantir la transparence. En outre, le Japon a demandé que les règlements pertinents soient rendus compatibles avec les normes et pratiques internationales et qu'ils soient mis en œuvre de manière transparente, en tenant pleinement compte des observations et des préoccupations soulevées par le Japon et par d'autres Membres.

²³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 533](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.89. La représentante de l'Union européenne a dit que les préoccupations de l'UE concernant l'examen de la cybersécurité des produits et services de réseaux avaient déjà été soulevées à plusieurs reprises, notamment au sujet du fait que les mesures étaient de nature assez générale et qu'elles octroyaient de vastes pouvoirs discrétionnaires aux autorités chargées de l'examen de sécurité, ce qui soulevait des préoccupations pour les opérateurs étrangers de TIC. L'UE exhortait la Chine à garantir la clarté, la transparence et l'objectivité de l'examen de sécurité. En juin 2019, l'Administration du cyberspace de la Chine (CAC) avait publié pour consultation publique le projet de mesures d'examen de la cybersécurité, sur lequel l'UE avait formulé des observations. L'UE était préoccupée par le fait que le projet de mesures restait d'un niveau assez général et qu'il ne précisait ni les méthodes ni les normes qui seraient utilisées pendant l'examen. Les opérateurs d'infrastructures d'information essentielles seraient contraints de conduire une évaluation préliminaire des risques et de compiler un rapport lors de l'achat de produits et services de réseaux, puis de demander un examen de cybersécurité dans quatre cas. Certains des éléments semblaient de portée assez générale et à composition non limitée. Plutôt qu'un examen ponctuel, l'examen de cybersécurité serait accompagné de mesures de supervision postérieures à la mise sur le marché, sous la forme d'inspections sur place et d'alertes (article 16), d'où il résulterait un impact constant sur ceux qui relevaient du champ d'application du projet. L'UE a également fait observer que les facteurs non techniques figurant dans l'examen de cybersécurité semblaient plus ciblés par comparaison avec la première version et a souhaité comprendre comment la Chine prévoyait d'évaluer ces facteurs, étant donné l'importance de la prévisibilité pour les entreprises. Il existait également des considérations liées au développement économique et industriel, comme le démontrait l'article 3 du projet, qui faisait apparaître la promotion des technologies avancées parmi les nombreux objectifs de l'examen de cybersécurité. Enfin, l'UE a demandé davantage de renseignements sur la manière dont l'examen de cybersécurité validerait les nouveaux contrats car le projet semblait faire de l'examen de cybersécurité une condition de l'accès au marché. Pour les activités d'acquisition de produits et services de réseaux qui devaient faire l'objet d'un examen de cybersécurité, les opérateurs d'infrastructures d'information essentielles devraient spécifier, dans les documents relatifs au marché, dans les contrats ou par d'autres moyens contraignants, l'obligation faite aux fournisseurs de produits et services de coopérer avec l'examen de cybersécurité, et préciser que les contrats ne prendraient effet qu'une fois l'examen de cybersécurité accompli (article 7).

2.90. Le représentant du Canada s'est réjoui de cette possibilité de formuler des observations sur la mesure publiée en mai et avait adressé des observations au bureau de la cybersécurité de l'administration du cyberspace de la Chine le 24 juin 2019. Le Canada continuait d'espérer que la mesure soit modifiée pour clarifier plusieurs points, dont la définition d'une infrastructure essentielle et la manière dont le traitement national et NPF serait assuré. Comme l'avaient mentionné d'autres délégations, certains éléments des mesures demeuraient de vaste portée et il convenait de clarifier l'objectif légitime qui était poursuivi. Le Canada a invité la Chine à indiquer quand elle répondrait aux observations des Membres, à communiquer une version actualisée de la mesure et à la notifier.

2.91. La représentante de la Chine a remercié les délégations pour leurs observations, qui seraient prises en considération lors de l'élaboration de la révision. Le projet de mesure d'examen de la cybersécurité visait à mettre en œuvre les prescriptions figurant dans la loi sur la cybersécurité, à améliorer le niveau de sécurité des produits et services de réseaux, à sauvegarder la cybersécurité nationale et à protéger l'intérêt public. Le mécanisme d'examen ne s'appliquait qu'aux produits et services susceptibles d'affecter la sécurité nationale dans les infrastructures d'information essentielles et dans les principaux systèmes d'information. Il serait mis en œuvre de manière non discriminatoire. S'agissant des préoccupations relatives à la protection de la propriété intellectuelle, il était garanti que l'examen de sécurité ne violerait pas les droits de propriété intellectuelle des entreprises. Le renforcement de la protection de la propriété intellectuelle était dans l'intérêt tant des partenaires commerciaux que des entreprises chinoises elles-mêmes. En pratique, l'autorité n'avait jamais exigé d'entreprises chinoises ou étrangères qu'elles divulguent leurs codes de logiciels. En conclusion, il n'y avait aucune différence entre le traitement des entreprises chinoises et celui des entreprises étrangères dans le processus d'examen de la sécurité. Le seul objectif du mécanisme consistait à renforcer davantage la confiance des consommateurs envers les produits et services de réseaux, facilitant ainsi le développement du marché pour les entreprises étrangères comme pour les entreprises chinoises.

2.2.4.11 Projet de loi révisé sur le cryptage par l'Office national de la cryptographie commerciale (OSCCA) de la République populaire de la Chine (IMS ID 534²⁴)

2.92. La représentante du Japon a noté que la Loi sur le cryptage avait été adoptée par le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de Chine le 26 octobre et qu'elle entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Ayant adressé des observations sur le projet pendant la période de présentation d'observations en juillet 2019, le Japon était préoccupé par deux points spécifiques. L'article 24 prévoyait que les organisations engagées dans "la recherche, la production, la vente, le service et l'importation/exportation" dans le domaine de la cryptographie commerciale devaient se conformer aux prescriptions techniques figurant dans les "normes nationales obligatoires" et dans "leurs propres normes techniques publiées". Le Japon a demandé à la Chine d'établir ces normes de manière transparente en s'appuyant sur les normes internationales afin d'éviter qu'elles ne soient plus restrictives que nécessaire pour le commerce. S'agissant de l'article 26, les prescriptions relatives à la certification de sécurité auxquelles les fabricants devaient se conformer lors de la vente ou, plus généralement, de la fourniture de produits de cryptographie commerciale devaient être clairement stipulées dans le texte. Le Japon a demandé que ces prescriptions soient élaborées dans le cadre d'un processus transparent et qu'elles ne soient pas plus restrictives que nécessaire pour le commerce. En outre, les prescriptions de certification connexes devaient être élaborées conformément aux obligations internationales. En conclusion, le Japon a invité la Chine à tenir compte de ses observations et de celles d'autres Membres lors de l'élaboration de règlements et à ne pas entraver les activités ni l'accès au marché chinois des entreprises étrangères.

2.93. La représentante de l'Union européenne a de nouveau fait part de préoccupations concernant le projet de loi sur le cryptage publié par l'Office national de la cryptographie commerciale (OSCCA). Le 21 octobre 2019, un projet de loi sur le cryptage avait été présenté à l'Assemblée populaire nationale (APN) de Chine pour une deuxième délibération, ce qui constituait un nouveau pas vers l'adoption définitive de la première loi unifiée dans le domaine de la cryptographie. Ce nouveau cycle de délibération avait fait suite à une consultation publique qui s'était achevée en septembre 2019. L'UE avait présenté des observations lors de ce cycle. En particulier, elle demeurait préoccupée par le vaste champ d'application de la loi qui s'ajoutait au manque de clarté de certains concepts fondamentaux ainsi que des procédures administratives décrites dans le texte, tous ces éléments risquant d'entamer la confiance des milieux d'affaires. L'UE a fait observer avec préoccupation que le projet de septembre ne reconnaissait pas l'engagement précédemment pris par la Chine selon lequel la réglementation relative à la cryptographie ne s'appliquerait qu'aux produits dont la fonction principale était de fournir du cryptage – la "Clarification de l'an 2000" par la SCA. L'UE a demandé à la Chine de veiller à ce que les prescriptions légales et réglementaires soient non discriminatoires, qu'elles ne favorisent pas telle ou telle technologie plutôt qu'une autre, qu'elles ne limitent pas l'accès au marché et qu'elles ne conduisent pas à un transfert forcé de propriété intellectuelle. Les procédures réglementaires relatives aux produits contenant des composants cryptographiques devaient être transparentes, prévisibles et conformes aux pratiques internationales. L'UE a prié instamment la Chine de garantir aux entreprises à participation étrangère la possibilité de participer à égalité avec les entreprises nationales à la production, à la recherche, au développement et à la vente de produits de cryptographie sur son marché. Dans ce contexte, l'UE a appelé l'attention sur les "Principes du cryptage" du Conseil mondial des semi-conducteurs (WSC) et sur les échanges entre l'UE et la Chine dans le cadre du "Forum des gouvernements et des autorités sur les semi-conducteurs" (GAMS). Elle a également invité la Chine à notifier le projet de Loi sur le cryptage au Comité OTC, conformément à l'article 2:9 de l'Accord OTC. L'intervenante a dit espérer que les contributions de l'UE seraient prises en considération lors de l'élaboration de la version définitive du projet et que la Chine tiendrait ses partenaires commerciaux informés des étapes ultérieures du processus.

2.94. La représentante des États-Unis a partagé les observations formulées par le Japon et l'UE.

2.95. Le représentant du Canada a remercié la Chine de la possibilité qui lui avait été donnée de présenter des observations sur le projet de loi sur le cryptage le 5 juillet 2019. Tout en saluant la suppression de certains obstacles à l'importation de produits cryptographiques, le Canada était d'avis que la version définitive de la loi ne répondait pas à des préoccupations relatives aux OTC. Il a demandé à la Chine de confirmer que les règlements d'application corrigeraient ces préoccupations i) en définissant le champ d'application de manière à garantir que seuls des objectifs légitimes

²⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 534](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

concernant les produits cryptographiques étaient poursuivis; ii) en spécifiant clairement que les normes seraient établis en conformité avec les prescriptions relatives à la transparence figurant dans l'Accord OTC; et iii) en indiquant spécialement la nécessité d'utiliser si possible les normes internationales. En outre, le Canada a demandé quand la Chine notifierait le Règlement au Comité.

2.96. La représentante de la Chine a répondu que la Loi sur le cryptage avait été adoptée à la 14^{ème} session du Comité permanent de la 13^{ème} session de l'Assemblée populaire nationale le 26 octobre 2019 et qu'elle entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 2020. La procédure législative de la Loi sur le cryptage adhérait aux principes d'une activité législative bien conçue et démocratique. La Chine avait procédé à des vérifications scientifiques et à une consultation publique de manière à assurer la participation des parties prenantes au processus législatif par des voies légales. Entre juillet et septembre 2019, la Loi sur le cryptage (projet) avait été rendue publique pour consultation pendant 60 jours. Des parties chinoises et étrangères avaient présenté de nombreuses suggestions constructives et la Chine avait activement conduit des recherches et adopté les propositions pertinentes provenant de toutes les parties. La Loi sur le cryptage stipulait clairement que le gouvernement à tous les niveaux et les ministères compétents devaient respecter le principe de non-discrimination et traiter toutes les organisations à égalité, y compris les entreprises à participation étrangère qui étaient engagées dans la recherche, la production, la vente, le service ou encore l'importation et l'exportation en matière de cryptographie commerciale. Dans ce secteur, l'État encourageait la coopération technique sur la base des principes volontaires et des règles commerciales en vigueur dans le processus d'investissement étranger. Les agences administratives et leur personnel avaient interdiction de forcer un quelconque transfert de technologies cryptographiques commerciales.

2.2.4.12 Union européenne – Règlement (CE) n° 1272/2008 (Règlement CLP) [G/TBT/N/EU/629](#) (IMS ID 539²⁵)

2.97. Le représentant de la Fédération de Russie a fait part de ses préoccupations concernant le règlement CLP, en particulier s'agissant de la proposition de classification du cobalt. Le texte intégral de la déclaration figure dans le document [G/TBT/W/700](#).

2.98. La représentante du Mexique a remercié l'UE d'avoir participé à la réunion bilatérale tenue la veille concernant la proposition de classification du dioxyde de titane parmi les produits cancérigènes de catégorie II, comme notifié en décembre 2018 dans le document [G/TBT/N/EU/629](#). Les réponses de l'UE semblaient indiquer que le règlement n'aurait aucune incidence sur le secteur de la peinture car la classification ne s'appliquerait pas dans les cas où le dioxyde de titane était présent sous forme solide ou liquide. Il y aurait des incidences en cas de prescriptions imposant un étiquetage spécifique visant à indiquer qu'un produit contenait du dioxyde de titane. Étant donné que l'usage de dioxyde de titane était indispensable à la production de 90% des peintures, des investissements supplémentaires seraient nécessaires pour adapter l'étiquetage, qui pourrait en outre faire croire à tort aux consommateurs que les produits en question étaient dangereux. Cela risquait de ne pas être compatible avec le principe de proportionnalité fixé à l'article 2:2 de l'Accord OTC, car il en résulterait pour le secteur de la peinture plus d'exigences onéreuses qu'il n'était nécessaire compte tenu des objectifs de l'UE. Si la classification proposée ne couvrait pas les produits contenant du dioxyde de titane sous forme solide ou liquide, alors l'intervenante a demandé pourquoi l'étiquetage des peintures devrait indiquer la présence de dioxyde de titane, en créant des charges additionnelles pour le secteur de la peinture. Dans ces conditions, le Mexique a demandé à l'UE de réexaminer sa proposition et de communiquer des renseignements au sujet des étapes suivantes concernant le règlement, sa publication définitive et son entrée en vigueur.

2.99. Le représentant du Canada, prenant note des observations formulées par la Russie et par le Mexique, a de nouveau fait état des préoccupations déjà soulevées lors des précédentes réunions. Le Canada restait préoccupé par la perturbation possible du commerce de plusieurs produits que risquait de créer la mesure, et s'est dit déçu que l'UE n'ait pas jugé nécessaire de conduire une évaluation d'impact sur les incidences potentielles du règlement en aval. Il était à prévoir que la mesure se traduise par des prescriptions plus strictes au titre d'autres règlements, au-delà des simples prescriptions relatives à l'étiquetage, ce qui pourrait alors produire des incidences importantes sur le commerce en provenance du Canada. D'autre part, le traitement des produits contenant du cobalt et du dioxyde de titane une fois le règlement entré en vigueur n'était toujours

²⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 539](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

pas clair. Le Canada a remercié l'UE pour les renseignements et éclaircissements utiles qu'elle avait fournis à l'occasion de plusieurs réunions bilatérales et en réponse aux observations du Canada.

2.100. La représentante des États-Unis a soulevé des préoccupations concernant le règlement CLP, y compris s'agissant du dioxyde de titane et du cobalt. Le texte intégral de la déclaration figure dans le document [G/TBT/W/704](#).

2.101. Le représentant de l'Australie a reconnu le droit qu'avait l'Union européenne de légiférer dans le domaine de la santé et de la sécurité publiques, et de la santé et de la sécurité au travail, et le fait qu'une classification et un étiquetage appropriés des substances et mélanges dangereux permettaient de répondre aux préoccupations légitimes en matière de santé publique et de santé au travail. L'Australie et d'autres Membres avaient soulevé des préoccupations à plusieurs reprises au sein du Comité OTC et dans d'autres instances concernant le fait que le projet de règlement était plus restrictif que nécessaire pour le commerce. L'Australie comprenait que les classifications proposées avaient été adoptées et qu'elles entreraient en vigueur à la fin de décembre ou au début de janvier en l'absence d'objections de la part du Conseil et du Parlement. Les nouvelles classifications étaient susceptibles d'entraîner des conséquences involontaires en aval et créer des obstacles non nécessaires au commerce international de produits contenant du dioxyde de titane et du cobalt. Les incidences concrètes de la nouvelle classification n'étaient pas claires, en particulier s'agissant des produits en aval qui contenaient de faibles quantités de dioxyde de titane et de cobalt. Ainsi, la classification du cobalt (comme cancérigène de catégorie 1B pour toutes les voies d'exposition, avec une concentration maximale de 0,1%) semblait englober certains types d'acier inoxydable. L'acier inoxydable étant très courant, la probabilité que la classification entraîne des conséquences involontaires affectant le commerce était élevée. L'Australie a instamment prié l'UE de veiller à ce que les règlements visant à répondre aux préoccupations relatives aux dangers possibles liés au dioxyde de titane et au cobalt ne soient pas plus restrictifs que nécessaire pour le commerce.

2.102. La représentante du Japon a partagé les préoccupations soulevées par d'autres Membres concernant les modifications qu'il était proposé d'apporter au règlement CLP, en particulier s'agissant des dispositions relatives aux mélanges contenant du dioxyde de titane. Le projet de règlement proposé risquait d'élargir indûment le champ des produits à réglementer car il classait les mélanges en poudre contenant au moins 1% de dioxyde de titane dans la catégorie des substances cancérigènes, qu'il puisse ou non se produire une exposition au dioxyde de titane par inhalation. En outre, les prescriptions relatives à l'étiquetage affecteraient même des produits contenant du dioxyde de titane et présentant un faible risque d'inhalation comme les cartouches de toner. De surcroît, ces produits n'avaient pas été classés comme cancérigènes dans les systèmes d'autres pays ni dans le Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH). Dans ces conditions, le Japon a demandé à l'UE de réexaminer les critères de classification afin de limiter le champ du règlement aux produits qui présentaient un risque d'exposition par inhalation au dioxyde de titane, et de veiller à ce que le règlement ne soit pas plus restrictif pour le commerce qu'il n'était nécessaire.

2.103. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a partagé les préoccupations d'autres Membres concernant le règlement de l'UE sur le dioxyde de titane et a renvoyé le Comité à la déclaration que son pays avait faite à la précédente réunion du Comité OTC. Certes, le règlement était presque finalisé en dépit de préoccupations non résolues, mais la Nouvelle-Zélande a réaffirmé son point de vue selon lequel tout règlement visant à répondre aux inquiétudes liées à l'éventuelle cancérogénicité du dioxyde de titane devait être proportionné et éviter de restreindre indûment le commerce de marchandises contenant cette substance. La Nouvelle-Zélande souhaitait en savoir davantage sur les prescriptions relatives à l'étiquetage qui seraient introduites afin de déterminer quelles seraient leurs incidences sur le commerce.

2.104. La représentante de l'Union européenne a répondu aux préoccupations soulevées. Le texte intégral de sa déclaration figure dans le document [G/TBT/W/684](#).

2.2.4.13 Chine – Prescriptions en matière de certification des produits alimentaires transformés [G/TBT/N/CHN/1209](#) et [G/TBT/N/CHN/1209/Add.1](#) (IMS ID 547²⁶)

2.105. Le représentant du Mexique a déclaré qu'il avait reçu des renseignements non confirmés faisant état de la possible suspension des Mesures relatives à l'administration des certificats liés aux produits alimentaires exportés vers la Chine qui avaient été notifiées en 2017 dans le document [G/TBT/N/CHN/1209](#). Le Mexique était préoccupé par l'absence de clarté concernant le calendrier d'entrée en vigueur et d'application de la mesure, ainsi que la portée de sa mise en œuvre et sa justification technique et scientifique. S'agissant du cas particulier de la tequila, le Mexique, à l'occasion de réunions bilatérales tenues en marge des précédentes réunions du Comité, avait proposé que la Chine accepte qu'un certificat d'authenticité délivré dans le territoire national soit équivalent au certificat de sécurité sanitaire exigé. Cette proposition répondrait aux préoccupations suscitées par la mesure chinoise sans imposer de charges supplémentaires à la branche de production de tequila et offrirait de la certitude aux deux parties, compte tenu du principe de proportionnalité figurant dans l'Accord OTC. Toutefois, la proposition ne s'appliquerait qu'à la tequila et l'incertitude continuerait de peser sur l'accès au marché d'autres secteurs et produits soumis aux nouvelles mesures. Le Mexique a demandé à la Chine de fournir des renseignements actualisés sur l'état d'avancement du certificat de sécurité sanitaire des produits alimentaires et des boissons notifié en 2017 et de préciser si l'examen des observations se poursuivait ou si la mesure était définitivement suspendue. Si la Chine envisageait d'appliquer le nouveau certificat de sécurité, le Mexique demandait que le certificat d'authenticité pour la tequila soit accepté et qu'un dialogue bilatéral soit ouvert pour éviter les nouvelles prescriptions relatives aux certificats qui imposaient une charge disproportionnée sur les autres produits d'exportation.

2.106. Le représentant du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a partagé les préoccupations formulées par le Mexique. La prescription relative à la certification d'un ensemble de fruits importés, y compris les fruits à faible risque et emballés, semblait être plus restrictive pour le commerce qu'il n'était nécessaire. Le Taipei chinois a demandé si la Chine pouvait présenter des preuves scientifiques suffisantes et le fondement d'une évaluation des risques pour ces produits relevant du champ des mesures.

2.107. La représentante de la Chine a déclaré que l'objectif du règlement, comme il avait été indiqué lors de précédentes réunions du Comité, n'était pas de restreindre le commerce mais de garantir la sécurité et d'améliorer la traçabilité en renforçant les responsabilités de supervision des pays exportateurs. Ayant examiné les nombreuses observations adressées par les Membres après la notification du projet de mesure, la Chine avait décidé de suspendre la mise en œuvre du règlement. Toutefois, parce qu'elle restait convaincue que les pays exportateurs avaient l'obligation d'assurer la sécurité des denrées alimentaires qu'ils exportaient, elle coopérait avec certains partenaires commerciaux afin de proposer des normes ou lignes directrices internationales pertinentes concernant les produits alimentaires transformés. La Chine a invité les Membres intéressés à participer au processus et a assuré les Membres que le règlement ne serait pas mis en œuvre avant la conclusion de ces travaux, et qu'il n'affecterait donc pas les flux commerciaux existants.

2.2.4.14 Brésil – Projet de décision technique n° 51 du 7 avril 2017 sur l'étiquetage des boissons, du vin et des dérivés du vin et du raisin [G/TBT/N/BRA/719](#) et [G/TBT/N/BRA/719/Add.1](#) (IMS ID 557²⁷)

2.108. La représentante de l'Union européenne a rappelé ses observations écrites du 16 août 2017 concernant la notification du Brésil parue sous la cote [G/TBT/N/BRA/719](#) ainsi que les déclarations faites lors des précédentes réunions du Comité OTC. Le Brésil avait indiqué que le projet était en cours de révision et qu'il serait soumis à une nouvelle consultation publique. L'UE a demandé quand il était prévu que cette consultation ait lieu et si le Brésil notifierait le nouveau projet. Elle a également invité le Brésil à tenir compte des préoccupations de l'UE lors de l'élaboration du nouveau projet et à répondre à ses observations écrites.

2.109. Le représentant du Brésil a répondu que le règlement technique était en cours d'élaboration et que le texte initial avait été profondément amélioré. Depuis la publication de la première version, il avait été nécessaire de procéder à quelques ajustements du calendrier initial. Aucun calendrier

²⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 547](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

²⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 557](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

n'avait encore été établi pour le lancement de la nouvelle période de consultation et d'auditions publiques et le Brésil veillerait à ce que les parties intéressées aient de nouveau la possibilité de faire part de leurs points de vue sur le projet de règlement. Le Brésil n'était pas encore en mesure d'apporter des réponses aux observations écrites de l'UE car les réponses à toutes les questions reçues étaient en cours d'élaboration et elles seraient communiquées ensemble.

2.2.4.15 Chili – Consultation publique concernant le projet de loi établissant des règles pour l'élaboration, la désignation et l'étiquetage des produits laitiers ou dérivés du lait, [G/TBT/N/CHL/500](#), [G/TBT/N/CHL/458](#), [G/TBT/N/CHL/442](#) (ID 566²⁸)

2.110. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a reconnu et soutenu le droit de tous les Membres à légiférer pour protéger la santé et la sécurité des personnes. Toutefois, son pays craignait que la loi chilienne établissant des règles relatives à la commercialisation et à l'étiquetage des produits laitiers ne produise plus d'effets restrictifs sur le commerce qu'il n'était nécessaire pour atteindre un objectif légitime, et qu'elle ne soit contraire aux normes du Codex acceptées sur le plan international. Plus précisément, la Nouvelle-Zélande craignait que la définition que proposait le Chili du "fromage" ne soit trop restrictive parce qu'elle imposerait un étiquetage supplémentaire pour les fromages fabriqués avec de la poudre de lait, bien que les normes du Codex concernant le fromage n'imposent aucune restriction sur l'emploi de poudres de lait ou de lait reconstitué dans la fabrication du fromage. La Nouvelle-Zélande était également préoccupée par le fait que la proposition chilienne de définition du "lait naturel" excluait la normalisation des protéines, qui était pourtant importante et régulièrement utilisée pour assurer la constance de la qualité et du goût du lait tout au long de l'année. Tout en remerciant le Chili d'avoir notifié la mesure, la Nouvelle-Zélande était très préoccupée par sa décision de poursuivre le processus de mise en œuvre de la loi en publiant le règlement définitif 1 mois avant le terme de la période de 60 jours pendant laquelle des observations pouvaient être présentées, ce qui semblait aller à l'encontre des obligations auxquelles le Chili était tenu au titre de l'Accord OTC afin d'accorder aux Membres un délai raisonnable pour formuler leurs observations et de les prendre en considération. De ce fait, le Nouvelle-Zélande priait instamment le Chili de revenir sur cette réglementation et de la mettre en conformité avec les normes du Codex afin d'éviter de créer tout obstacle non nécessaire au commerce, conformément à l'article 2:2 de l'Accord OTC.

2.111. La représentante des États-Unis a remercié le Chili d'avoir notifié la version révisée de son projet de loi sur les produits laitiers en septembre 2019, mais a déclaré que son pays était très préoccupé par le fait que cette loi semblait avoir été approuvée et publiée au Diario Oficial chilien le 2 novembre 2019, plus de trois semaines avant la fin de la période de présentation des observations. Cette situation était particulièrement préoccupante compte tenu des observations formulées par les partenaires commerciaux au sujet des versions antérieures du projet de loi. En 2018, les États-Unis et d'autres partenaires commerciaux avaient formulé des observations sur le fond concernant les notifications [G/TBT/N/CHL/442](#) et [G/TBT/N/CHL/458](#), qui étaient liées à cette loi. Il semblait que la notification de la mesure à l'OMC à un stade aussi tardif ne soit qu'une simple formalité plutôt qu'une occasion constructive de présenter des observations dont le Chili tiendrait compte avant la mise en œuvre de la mesure. Un examen initial de la loi publiée indiquait que le Chili n'avait tenu compte ni des observations des États-Unis ni des préoccupations soulevées lors des précédentes réunions du Comité OTC. Les États-Unis étaient préoccupés par la proposition chilienne d'imposer l'étiquetage des produits laitiers reconstitués et de restreindre le recours à la reconstitution dans la fabrication de fromages, l'une et l'autre mesure étant apparemment contraires aux normes du Codex. Les États-Unis ont demandé au Chili d'expliquer pour quelles raisons il ne s'était pas conformé aux normes du Codex lors de l'élaboration du règlement, quelles mesures il entendait prendre pour veiller à ce que les observations adressées par les partenaires commerciaux soient prises en considération, étant donné que la mesure avait été finalisée, et s'il lui était possible de la modifier. Enfin, les États-Unis ont demandé que la mise en œuvre du projet de loi soit reportée en attendant que soit confirmée aux partenaires commerciaux la prise en compte de leurs préoccupations, notamment les incompatibilités avec le Codex, dans une version révisée de la mesure.

2.112. Le représentant du Chili a répondu aux préoccupations soulevées. Le texte intégral de la déclaration figure dans le document [G/TBT/W/698](#).

²⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 566](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.2.4.16 Union européenne – Projet de règlement de la Commission établissant des exigences en matière d'écoconception pour les dispositifs d'affichage électronique, conformément à la Directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil, modifiant le Règlement (CE) n° 1275/2008 de la Commission et abrogeant le Règlement (CE) n° 642/2009 de la Commission (et ses annexes) [G/TBT/N/EU/609](#), [G/TBT/N/EU/610](#) (IMS ID 575²⁹)

2.113. Les représentants de la Chine et d'Israël ont fait part de leurs préoccupations concernant le projet de règlement délégué de la Commission européenne, en particulier la prohibition des retardateurs de flamme halogénés (RFH) dans les boîtiers et supports des dispositifs d'affichage électronique. Le texte intégral des déclarations figure dans les documents [G/TBT/W/693](#) et [G/TBT/W/699](#).

2.114. La représentante du Japon a fait remarquer que le règlement d'application en matière d'écoconception des dispositifs d'affichage électronique avait été adopté le 1^{er} octobre 2019, en même temps que des règlements régissant d'autres produits. Il était décevant que l'UE ait adopté le règlement sans tenir compte des observations formulées par le Japon et par d'autres Membres. L'intervenante a demandé à l'UE de préciser et de compléter le contenu du règlement adopté en fournissant un document intitulé Foire aux questions (FAQ) afin de permettre à la branche de production japonaise de lancer rapidement et sans heurt des produits conformes aux nouvelles règles. Le Japon a également demandé à l'UE de tenir compte des observations formulées par les parties prenantes avant de publier la FAQ. D'autre part, le Japon a réitéré sa demande que l'UE veille à élaborer toutes les règles propres à un produit et relevant de la directive sur l'écoconception dans le cadre d'un processus transparent et sans créer d'obstacles non nécessaires au commerce.

2.115. Le représentant du Brésil, reprenant à son compte les préoccupations soulevées par d'autres Membres, a déclaré que par rapport au projet initialement notifié, la dernière version du règlement ajoutait de nouvelles exigences concernant les retardateurs de flamme halogénés, prohibant leur utilisation dans les boîtiers et supports des dispositifs d'affichage électronique, en application de la nouvelle version de la partie D de l'Annexe II relative à "l'utilisation rationnelle des matériaux". La mesure affectait le secteur des retardateurs de flamme au Brésil et fixait des exigences non conformes avec le règlement REACH et la directive relative à la limitation d'utilisation des substances dangereuses. Les prescriptions réglementaires potentiellement contradictoires de ces mesures et de la Directive relative à l'écoconception soulevaient des questions concernant la transparence de la réglementation de ces produits. De ce fait, le Brésil demandait à l'UE d'envisager le retrait de ces exigences qui étaient trop strictes, notamment les dispositions relatives à l'utilisation des retardateurs de flamme halogénés.

2.116. La représentante de l'Union européenne a fait observer que l'UE avait adressé la notification en question le 9 octobre 2018, donnant 60 jours aux Membres intéressés pour présenter leurs observations. Des observations avaient été reçues de la part du Japon, de la Corée et des États-Unis, et le Comité de réglementation de l'écoconception (CRE) s'était réuni le 18 décembre pour examiner la proposition de la Commission et voter à son sujet. Quant à la procédure, elle était fixée dans le Règlement (UE) n° 182/2011, dit "règlement comitologie". Dans le cadre des procédures de comitologie, les membres du comité représentant les États membres avaient la possibilité de proposer des amendements au projet de la Commission et il était loisible au président de présenter des versions amendées des projets d'actes d'exécution de la Commission, car il devait s'employer à trouver des solutions qui recueillaient le plus large soutien possible au sein du comité. Le CRE avait procédé de la sorte pour plusieurs mesures relatives à l'écoconception, y compris s'agissant de la restriction partielle de l'utilisation des retardateurs de flamme halogénés (uniquement dans les boîtiers et supports des dispositifs d'affichage électronique, l'utilisation restant possible dans d'autres parties). Le texte avait été adopté en décembre 2018, puis avait été soumis à une période d'examen de trois mois avant d'être adopté par la Commission le 1^{er} octobre, dans le cadre d'un paquet de 10 mesures relatives à l'écoconception. La publication au Journal Officiel était prévue le 5 décembre, en même temps que les autres mesures du même paquet. Le règlement aurait pour effet d'abroger la législation antérieure en matière d'écoconception visant les téléviseurs et les écrans de télévision, en vigueur depuis 2010, et étendrait le champ d'application à d'autres dispositifs d'affichage électronique, tels que les écrans d'ordinateur. L'examen visait, en plus des exigences en matière d'efficacité énergétique mises à jour en fonction de l'évolution technologique, de nouvelles exigences

²⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 575](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

en matière d'"économie circulaire" en vue d'augmenter la durabilité et d'améliorer la réparabilité ainsi que d'accroître l'efficacité du processus de recyclage et le rendement des matériaux récupérables.

2.2.4.17 Chine – Règlement sur la surveillance et l'administration des produits cosmétiques (projet) [G/TBT/N/CHN/1310](#), [G/TBT/N/CHN/1311](#), [G/TBT/N/CHN/1331](#) (IMS ID 576³⁰)

2.117. La représentante du Japon a apporté son soutien aux objectifs de la Chine visant à assurer la qualité et la sécurité des produits cosmétiques et à promouvoir l'innovation dans ce secteur. Le Japon a néanmoins fait part de préoccupations persistantes concernant la révision de cette mesure. S'agissant de la divulgation de nouveaux ingrédients et de documents relatifs à l'évaluation de l'efficacité, l'intervenante a rappelé que la Chine avait expliqué à la précédente réunion qu'elle protégeait strictement le secret commercial. Le Japon a demandé que la portée de la divulgation soit clairement présentée afin d'en exclure les renseignements relevant du secret commercial. En ce qui concernait les prescriptions relatives au contenu de l'étiquetage et aux personnes responsables des produits, le Japon a demandé que ces règlements, y compris les règlements d'application, ne soient pas plus restrictifs pour les échanges qu'il n'était nécessaire.

2.118. S'agissant du "Règlement relatif à l'inspection des cosmétiques lors de l'enregistrement et de la demande d'agrément", entré en vigueur à compter de septembre 2019, le Japon a rappelé trois préoccupations. Premièrement, le règlement disposait que le laboratoire d'essai obtienne une approbation obligatoire de laboratoire délivrée par l'Organe d'inspection chinois avant de procéder à des essais préalables à l'enregistrement de produits cosmétiques. D'autre part, en vertu de la réglementation chinoise, seuls les laboratoires situés en Chine pouvaient obtenir cette approbation. L'intervenante a donc indiqué que du fait de l'article 5, les résultats d'essais obtenus par des laboratoires internes ou étrangers seraient rejetés. Le Japon demandait un cadre plus souple afin que soient acceptés les résultats d'essais obtenus par des laboratoires internes ou étrangers au moyen de pratiques reconnues sur le plan international comme les normes ISO. Deuxièmement, l'intervenante a fait observer que les éléments de l'essai d'évaluation de l'efficacité englobaient les FPS et les produits blanchissants. Pourtant, les méthodes d'essai requises pour les produits blanchissants n'étaient pas claires. Une période de grâce d'un an à compter de la date de publication du règlement était certes prévue mais il était pratiquement impossible d'achever les essais pour tous les produits (y compris les produits existants) dans cette période de grâce d'un an parce que tous les établissements d'essai officiellement approuvés ne pouvaient pas conduire d'essais sur les produits blanchissants et que ces essais prenaient souvent beaucoup de temps. Troisièmement, l'intervenante a fait observer qu'en vertu de l'appendice 1, les essais sur les animaux étaient requis pour les produits non destinés à un usage spécial. Le Japon croyait toutefois comprendre que le "Règlement relatif à la notification des cosmétiques non spéciaux", que la Chine avait notifié le 6 juin 2019, exemptait les produits non destinés à un usage spécial des essais sur les animaux sous certaines conditions spécifiques. Le Japon a demandé à la Chine d'agir en cohérence avec ces règlements. Enfin, le Japon a demandé à la Chine de prévoir une période de grâce adéquate d'au moins un an pour la mise en œuvre de ces règlements et des règlements détaillés connexes, afin d'éviter toute confusion sur le marché.

2.119. La représentante des États-Unis a remercié la Chine des notifications de son projet de règlement et de mesures concernant l'utilisation des cosmétiques destinés et non destinés à un usage spécial, à l'appui des efforts que consentait la Chine pour élaborer une réglementation actualisée des produits cosmétiques. La notification [G/TBT/N/CHN/1331](#) remédiait au non-alignement de la Chine sur les normes internationales en matière de produits cosmétiques pour les bonnes pratiques de fabrication (BPF) et l'évaluation de sécurité, y compris les essais obligatoires en vigueur de produits importés sur les animaux, en prévoyant une procédure d'évaluation de la conformité qui reconnaissait les cosmétiques non destinés à un usage spécial vendus sur d'autres marchés internationaux. Toutefois, les États-Unis craignaient que la Chine n'ait adopté la mesure définitive avant d'adresser la notification [G/TBT/N/CHN/1331](#). Les États-Unis s'inquiétaient également du fait que la mesure définitive ne répondait pas aux préoccupations du gouvernement et de la branche de production américains selon lesquels les procédures d'évaluation de la conformité proposées pour les produits cosmétiques non destinés à un usage spécial ne pouvaient pas être mises en œuvre car en droit, les organismes de réglementation des États-Unis ne pouvaient pas attester de BPF. L'intervenante a expliqué qu'aux États-Unis, les entreprises et importateurs

³⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 576](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

nationaux auto-certifiaient les BPF et la sécurité de leurs produits, tandis que la FDA surveillait leur conformité par un suivi postérieur à la mise sur le marché. Cette approche tenait compte du niveau de risque sanitaire relativement faible que présentaient les produits cosmétiques pour les consommateurs par rapport à d'autres produits comme les produits pharmaceutiques. De ce fait, les États-Unis ont demandé à la Chine de tenir compte des observations qu'elle avait reçues concernant la notification et de modifier la mesure afin de permettre aux importateurs d'auto-certifier la conformité de leurs BPF avec les normes internationales.

2.120. D'autre part, les États-Unis ont souhaité obtenir des éclaircissements concernant une modification figurant dans le document [G/TBT/N/CHN/1311](#) – selon laquelle tous les écrans solaires et les cosmétiques contenant des écrans solaires devaient faire l'objet d'essais dans des laboratoires ayant obtenu l'accréditation métrologique chinoise. L'intervenante a demandé si la Chine reconnaîtrait les résultats d'essais effectués dans des laboratoires internationaux ou si ces essais devaient être conduits en Chine par des laboratoires chinois. La réussite du secteur chinois des cosmétiques et des soins personnels était importante pour les États-Unis, compte tenu du nombre de produits chinois utilisés chaque jour par les consommateurs américains, et des possibilités économiques que représentait la Chine pour les entreprises des États-Unis cherchant à approvisionner la base de consommateurs croissante de la Chine. L'intervenante a demandé à la Chine de continuer de notifier l'OMC de ses progrès concernant le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (CSAR), y compris le projet de mesures d'application et leur version définitive. Comme le démontraient les observations exhaustives adressées par le gouvernement et les parties prenantes américains, les États-Unis estimaient que la législation CSAR et ses mesures connexes étaient très importantes d'un point de vue commercial.

2.121. La représentante de la République de Corée a demandé à la Chine de tenir compte des observations coréennes concernant le projet de CSAR ([G/TBT/N/CHN/1310](#)), ainsi que des préoccupations soulevées lors des précédentes réunions du Comité OTC. Elle a également demandé à la Chine de tenir compte des observations coréennes concernant le projet de Règlement sur la notification de produits cosmétiques non spéciaux ([G/TBT/N/CHN/1331](#)) publié en juin 2019. Tout d'abord, la Corée avait constamment demandé à la Chine d'améliorer la prescription imposant de publier des preuves pour les allégations d'efficacité susceptibles de contenir des renseignements commerciaux confidentiels. Pourtant, cette préoccupation n'avait pas été améliorée et il n'en avait été tenu compte ni dans l'un ni dans l'autre règlement. Deuxièmement, bien que les prescriptions relatives à l'étiquetage varient selon les pays, la révision proposée imposait que le surétiquetage en chinois soit conforme à l'étiquetage d'origine. La Corée a donc demandé à la Chine d'harmoniser ses prescriptions relatives à l'étiquetage avec les pratiques internationales. Troisièmement, pour l'enregistrement des produits cosmétiques non destinés à un usage spécial, les produits importés devaient faire l'objet d'une certification émise par l'autorité de réglementation des cosmétiques ou par l'association professionnelle compétente du pays exportateur afin de vérifier son système de gestion de la qualité ou ses bonnes pratiques de fabrication. La Corée a demandé à la Chine de reconnaître également les organisations de tierces parties qui étaient conformes aux normes ISO dans ce processus. Quatrièmement, selon le règlement proposé, les produits cosmétiques chinois – fabriqués dans le pays ou importés – non destinés à un usage spécial étaient administrés par des autorités de réglementation différentes lors de leur enregistrement. La Corée a demandé à la Chine d'unifier la gestion et le contrôle des produits cosmétiques fabriqués dans le pays et importés. Enfin, il était demandé à la Chine de communiquer la date d'entrée en vigueur du règlement proposé et de prévoir une période de transition suffisante pour que la branche de production puisse s'adapter à la nouvelle réglementation. La Corée espérait poursuivre le dialogue avec la Chine sur ce sujet.

2.122. La représentante de l'Union européenne s'est jointe aux préoccupations formulées par les États-Unis. L'UE a invité la Chine à répondre aux observations qu'elle avait adressées au point d'information OTC chinois le 8 mars 2019.

2.123. Le représentant de l'Australie a remercié la Chine d'avoir notifié le projet de CSAR. L'Australie encourageait la Chine à supprimer la prescription relative aux essais sur les animaux pour les produits cosmétiques importés non destinés à un usage spécial afin d'accorder une égalité de traitement aux produits cosmétiques chinois et étrangers, et à ne pas créer plus de restrictions au commerce qu'il n'était nécessaire. L'Australie a demandé à la Chine des renseignements actualisés concernant son approche des prescriptions relatives aux essais sur les animaux pour les produits cosmétiques importés non destinés à un usage spécial, sur l'état d'avancement de ce projet de règlement et sur le calendrier de sa mise en œuvre. L'Australie s'est réjouie des occasions de

dialoguer avec la Chine sur un plan bilatéral concernant le règlement relatif aux cosmétiques et les solutions alternatives aux essais sur les animaux.

2.124. La représentante de la Chine a remercié les Membres des échanges de vues bilatéraux utiles qui s'étaient tenus en marge de la réunion du Comité OTC. La Chine avait notifié le CSAR en décembre 2018. L'intervenante a expliqué que l'objectif de ce règlement consistait à réglementer la production et le commerce de produits cosmétiques de manière plus efficace et scientifique, à renforcer la gestion, à améliorer la qualité et la sécurité des produits cosmétiques, à protéger la santé des consommateurs et à promouvoir l'innovation dans le secteur des cosmétiques. Le règlement était encore en cours de rédaction et les préoccupations et observations des Membres avaient été pleinement prises en considération. Le règlement relatif à l'inspection des cosmétiques lors de l'enregistrement et de la demande d'agrément avait été notifié le 21 février 2019 et était lui aussi en cours de rédaction. Les autres règlements et règles d'application étaient en cours de rédaction et un délai suffisant serait accordé pour que les Membres présentent leurs observations.

2.125. Selon l'autorité de réglementation, certains ajustements avaient été apportés en incorporant des observations de Membres dans la dernière version du projet de CSAR et de Règlement relatif à l'inspection des cosmétiques lors de l'enregistrement et de la demande d'agrément. Par exemple, s'agissant des prescriptions relatives aux impuretés et aux agents de conservation sur lesquelles le Japon avait soulevé des préoccupations, l'intervenante a expliqué que la nouvelle version avait supprimé les prescriptions relatives aux essais des agents de conservation. En outre, les éléments constitutifs des essais de toxicologie avaient été ajustés et optimisés. S'agissant de la préoccupation relative aux solutions alternatives concernant les essais sur les animaux qu'avaient soulevée les États-Unis, la Chine avait déjà incorporé plusieurs méthodes alternatives d'essai dans la Spécification technique de 2015 concernant la sécurité des produits cosmétiques. Dans le même temps, elle avait aussi accéléré la mise au point d'un système de recherche et de vérification concernant les méthodes alternatives de vérification des essais de produits cosmétiques sur les animaux en Chine, ainsi que d'un système de recherche et de vérification de méthodes alternatives d'essais toxicologiques des produits cosmétiques. Quant à la préoccupation relative au traitement national, l'intervenante a estimé qu'il s'agissait peut-être d'un malentendu lié à la traduction du projet notifié. Le CSAR nouvellement révisé et les documents connexes précisaient clairement que les produits fabriqués en Chine et les produits importés seraient traités à égalité en termes de gestion, de prescriptions relatives à la sécurité et d'autres aspects.

2.126. Enfin, pour ce qui était de la reconnaissance et de l'acceptation des résultats des essais, la Chine était d'avis qu'il fallait se fonder sur une reconnaissance mutuelle s'appuyant sur les mêmes normes et le même système de gestion des laboratoires, plutôt que de se contenter de demander à un Membre d'accepter les rapports d'essais émanant d'agences étrangères d'inspection et d'essai. La Chine avait entamé un premier échange de renseignements avec l'OCDE afin de promouvoir la reconnaissance mutuelle des résultats des expériences cosmétiques et se tenait disposée à poursuivre la coopération et les communications techniques avec les Membres afin d'aboutir à la reconnaissance mutuelle des données entre la Chine et ses partenaires commerciaux en matière d'inspection des produits cosmétiques.

2.2.4.18 République de Corée – Texte de mise en garde et mises en garde sanitaires explicites sur les boissons alcooliques [G/TBT/N/KOR/817](#) (IMS ID 577³¹)

2.127. La représentante des États-Unis a réaffirmé que son pays soutenait pleinement l'objectif de la Corée consistant à gérer les problèmes de santé publique liés à la conduite en état d'ivresse. En mars 2019, la Corée avait notifié à l'OMC ses nouvelles propositions de règles d'étiquetage des boissons alcooliques, sur lesquelles les États-Unis avaient formulé des observations. Lors de la réunion du Comité OTC en juin 2019, la Corée avait indiqué qu'elle répondrait à ces observations et les États-Unis demandaient quand cette réponse serait communiquée.

2.128. Les États-Unis croyaient comprendre que la proposition de la Corée incluait entre autres exigences: i) une mise en garde sur l'étiquette indiquant que la conduite sous l'emprise de l'alcool était "équivalente à un meurtre"; et ii) une image apposée sur l'étiquette représentant un accident de la circulation ou d'autres conséquences préjudiciables de la conduite sous l'emprise de l'alcool (y compris une photographie de mise en garde). Pour réitérer les observations qu'ils avaient déjà

³¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 577](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

formulées sur cette mesure, les États-Unis ont dit soutenir pleinement l'objectif de la Corée consistant à atténuer les problèmes de santé publique liés à la conduite en état d'ivresse mais craignaient que la règle imposant une étiquette qui comprenait une mise en garde graphique produise plus d'effets restrictifs pour le commerce qu'il n'était nécessaire pour atteindre l'objectif légitime de la Corée. L'intervenante a demandé quelles étaient les données factuelles que la Corée avait examinées avant d'aboutir à la rédaction exigée sur l'étiquette et d'imposer la représentation graphique d'un accident de la circulation en complément d'un texte de mise en garde. Les États-Unis ont demandé si la Corée envisageait de notifier les règlements d'application présentant les détails de sa proposition avant sa mise en œuvre, et si les Membres de l'OMC auraient la possibilité de formuler des observations.

2.129. Les États-Unis ont décrit leurs exigences fédérales obligatoires en matière de mise en garde sanitaire pour les boissons alcooliques, les prescriptions fédérales imposant un texte de mise en garde sanitaire sur toute boisson alcoolique contenant 0,5% d'alcool ou plus. La réglementation américaine comprenait également plusieurs prescriptions relatives à la police de style et à l'apparence du texte de mise en garde, imposant notamment qu'il soit lisible, qu'il apparaisse sur un fond contrastant et qu'il soit distinct et séparé des autres renseignements figurant sur l'étiquette. Il n'existait pas de prescription fédérale aux États-Unis concernant une mise en garde explicite (autrement dit une image) sur les étiquettes de boissons alcooliques. Les États-Unis apportaient leur soutien à diverses initiatives dans le cadre de partenariats public-privé en matière de lutte contre la consommation nocive d'alcool et la conduite sous l'emprise de l'alcool. Les directives nutritionnelles 2015-2020 des États-Unis ne recommandaient pas que les individus commencent à boire ou augmentent leur consommation pour une quelconque raison et, en cas de consommation d'alcool, elles établissaient qu'il devait être consommé avec modération – jusqu'à un verre par jour pour les femmes et deux verres par jour pour les hommes – et uniquement par des adultes ayant atteint l'âge minimum légal.

2.130. La représentante de l'Union européenne était également préoccupée par cette mesure et a invité la Corée à fournir des détails complémentaires sur les textes de mise en garde sanitaire, et à répondre aux observations que l'UE avait adressées à son point d'information OTC en juin.

2.131. Le représentant du Japon s'est fait l'écho des préoccupations soulevées par les États-Unis. La Corée n'avait fourni aucun renseignement détaillé concernant les textes et images de mise en garde montrant les dangers liés à la consommation d'alcool et à la conduite en état d'ivresse, ainsi que la date d'entrée en vigueur de cette modification. Le Japon a demandé à la Corée de fournir dans les meilleurs délais une explication globale de la modification en y incluant les renseignements détaillés susmentionnés. D'autre part, la Corée n'avait pas précisé la durée de la période de transition liée à cette modification. Le Japon a demandé à la Corée de tenir le Comité informé de la période de transition et de prévoir une période adéquate pour éviter toute confusion. Enfin, le Japon a demandé à la Corée de tenir compte des normes internationales pertinentes concernant cette modification, notamment les "DIRECTIVES GÉNÉRALES DU CODEX CONCERNANT LES ALLÉGATIONS" (CAC/GL1-1979).

2.132. Le représentant de l'Australie a reconnu le droit des Membres à prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique. À cet égard, l'Australie saluait les efforts déployés par la Corée pour répondre à une préoccupation légitime en matière de santé publique. Elle a demandé à la Corée de fournir des éclaircissements concernant le libellé définitif des textes et images de mise en garde devant apparaître sur les boissons alcooliques, ainsi que les spécifications, telles que la taille et l'emplacement, requises pour les textes et images de mise en garde. L'Australie a également demandé à la République de Corée de préciser le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de ces mesures, et d'indiquer si des exemptions ou une période de transition s'appliqueraient aux produits déjà présents sur le marché ou en transit lors de la mise en œuvre des nouvelles mesures.

2.133. Le représentant du Canada a déclaré qu'en tant que pays exportateur de boissons alcooliques, le Canada continuait de s'intéresser à la mise en œuvre de cette réglementation en raison de ses incidences possibles sur le commerce, en particulier pour les petits producteurs. Lors de la précédente réunion du Comité OTC, la Corée avait indiqué que les détails relatifs à la mise en œuvre (tels que son contrôle éventuel, le contenu détaillé de la mesure et sa date de mise en œuvre) n'avaient pas encore été arrêtés. La Corée avait également déclaré qu'elle envisagerait une nouvelle notification au Comité OTC une fois que la date précise de mise en œuvre et le projet révisé auraient été confirmés. La Canada a demandé à la Corée de tenir le Comité informé de cette proposition de mesure, notamment en ce qui concernait le calendrier de la nouvelle notification programmée afin d'éviter toute perturbation non nécessaire du commerce.

2.134. Le représentant du Mexique a de nouveau fait part des préoccupations déjà soulevées lors des réunions précédentes. Le Mexique partageait également les préoccupations soulevées par les États-Unis et par d'autres Membres et a demandé à la Corée de fournir des renseignements complémentaires et actualisés concernant la description des photographies d'accidents ainsi que la question de la nouvelle notification de cette mesure.

2.135. La représentante de la République de Corée a expliqué que le Ministère de la santé et de la protection sociale, qui était l'autorité compétente en Corée, avait élaboré un projet de modification partielle de la loi nationale de promotion de la santé et l'avait notifié au Comité OTC, étant entendu qu'il tenait compte des observations formulées par les Membres à la réunion du Comité OTC de mars 2019. À la réunion de juin 2019, la Corée avait indiqué que les discussions et procédures relatives au projet n'avaient pas encore débuté sur le plan national. Les ministères compétents procédaient actuellement au recueil des points de vue de chaque Membre mais les discussions et procédures n'avaient pas encore débuté. De surcroît, il n'était même pas certain que le projet soit mis en œuvre car le débat sur les détails et la date de mise en œuvre n'avait pas encore commencé. La Corée avait pleinement conscience de l'intérêt que ce projet suscitait parmi les Membres. C'est pourquoi elle notifierait de nouveau le projet une fois son contenu détaillé et sa date de mise en œuvre confirmés. Une discussion complète se tiendrait avec les Membres sur ces questions, sur la base d'un projet confirmé. Les autres demandes soulevées par les Membres seraient transmises aux ministères compétents et sur cette question, la Corée poursuivrait en toute transparence les consultations avec les Membres intéressés.

2.2.4.19 Uruguay – Étiquetage des aliments emballés (IMS ID 578³²)

2.136. La représentante des États-Unis a dit soutenir les objectifs de santé publique de l'Uruguay consistant à réduire les facteurs de risque comportementaux modifiables liés aux maladies non transmissibles. Toutefois, dans le contexte des négociations de l'Accord-cadre États-Unis-Uruguay de juin 2019 sur le commerce et l'investissement, plusieurs préoccupations en suspens étaient soulevées concernant le décret définitif du 29 août 2018 qui avait été notifié au Comité OTC. En particulier, l'intervenante a indiqué que le décret pourrait contribuer à la confusion des consommateurs et que l'Uruguay ne semblait pas avoir envisagé d'autres solutions moins restrictives pour le commerce. Les États-Unis ont réitéré leur demande que l'Uruguay examine si les symboles octogonaux requis, en noir et blanc et représentant un "signe stop", ainsi que la nouvelle prescription figurant dans le décret selon laquelle ces symboles devaient contenir les initiales "MPH", en plus de la déclaration selon laquelle le produit contenait une quantité "excessive" d'un élément nutritif donné, pouvaient conduire les consommateurs à éviter des produits susceptibles de faire partie d'un régime alimentaire sain, tels que les denrées alimentaires et les boissons sucrées à teneur en calories faible ou nulle. Une fois de plus, les États-Unis demandaient que soit examinée la possibilité que d'autres systèmes d'étiquetage ou une approche volontaire permettent de fournir aux consommateurs des renseignements similaires de manière moins contraignante et onéreuse pour les producteurs, tout en réalisant l'objectif sanitaire légitime de l'Uruguay. Enfin, les États-Unis ont instamment prié l'Uruguay de prévoir une période de transition d'au moins deux ans, compte tenu de la complexité des mesures que les fabricants devraient prendre pour s'adapter aux nouvelles règles d'étiquetage des produits alimentaires.

2.137. Le représentant du Costa Rica s'est joint aux préoccupations soulevées par les États-Unis. Le Costa Rica s'interrogeait sur le fondement scientifique du système d'étiquetage de l'Uruguay et craignait qu'il ne s'écarte des normes du Codex. L'intervenant a demandé à l'Uruguay de fournir des renseignements et a renvoyé à la déclaration que son pays avait faite à la réunion du Comité de mars 2019, qui figurait dans le document [G/TBT/W/613](#).

2.138. Le représentant de l'Uruguay a dit que lors des deux précédentes réunions du Comité OTC et dans un cadre bilatéral, son pays avait fourni aux délégations intéressées une grande quantité de renseignements concernant les questions soulevées, y compris en établissant un lien entre la mesure et l'évolution réglementaire au sein du Codex Alimentarius. L'Uruguay a également expliqué quels étaient le fondement et les critères scientifiques correspondants qui avaient été utilisés, ainsi que les raisons qui justifiaient le choix d'un système d'étiquetage sur la face principale de l'emballage étant donné les avantages qu'il présentait par rapport aux autres systèmes. L'intervenant a renvoyé aux déclarations que l'Uruguay avait faites aux réunions du Comité de mars et juin 2019.³³

³² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 578](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

³³ [G/TBT/W/614](#), [G/TBT/W/677](#)

2.139. Comme l'Uruguay l'avait déjà indiqué, l'introduction d'une étiquette relative au niveau de teneur en nutriments ne soulevait aucunement de questions concernant la sécurité du produit, et rien ne prouvait qu'elle suscitait la crainte parmi les consommateurs. L'objectif de la mesure consistait à informer clairement le public et à faciliter l'identification des denrées alimentaires présentant une teneur excessive en nutriments essentiels, de sorte que les consommateurs puissent prendre des décisions éclairées au sujet de leur consommation. S'agissant des périodes de mise en œuvre, le Décret n° 272/018 était entré en vigueur à compter de sa publication le 29 août 2018 et une période de 18 mois avait été accordée pour s'adapter à ses dispositions. De ce fait, depuis le 1^{er} mars 2020, toutes les denrées alimentaires produites après la date d'entrée en vigueur de la mesure devaient comporter un étiquetage sur la face principale de l'emballage si elles dépassaient les critères fixés dans la mesure. L'Uruguay se tenait prêt à poursuivre l'échange de renseignements avec les Membres intéressés par les canaux appropriés, tout en réaffirmant son droit à mettre en œuvre, en conformité avec les règles de l'OMC, des politiques adéquates pour protéger la santé publique et lutter contre l'obésité et les maladies non transmissibles, conformément à l'ODD 3.4 du Programme des Nations Unies à l'horizon 2030.

2.2.4.20 Union européenne – Chlorothalonil (substance active de pesticide) G/TBT/N/EU/625 (IMS ID 579)³⁴

2.140. Les représentants de la Colombie, des États-Unis, de l'Équateur et du Panama ont fait part de leurs préoccupations concernant cette mesure. Le texte intégral de leurs déclarations figure dans les documents [G/TBT/W/696](#), [G/TBT/W/703](#), [G/TBT/W/688](#) et [G/TBT/W/692](#).

2.141. Le représentant du Paraguay demeurait préoccupé par cette mesure et a réitéré les craintes formulées à la précédente réunion.³⁵

2.142. Le représentant du Guatemala a souligné les craintes que suscitait le non-renouvellement de la substance active chlorothalonil. Il n'existait pas à ce stade de substituts ni de produits phytosanitaires similaires pouvant être utilisés. Le chlorothalonil était employé pour diverses cultures, y compris les légumes, et le Guatemala était déçu que l'UE ait pris cette décision sans conduire une analyse des risques adéquate et reposant sur des données scientifiques à long terme.

2.143. Le représentant du Brésil restait préoccupé par cette mesure car il n'était pas approprié que l'UE fonde des mesures sur une approche ne reposant que sur les dangers sans procéder à une analyse complète des risques ni se conformer à des principes scientifiques solidement établis. Le non-renouvellement de l'approbation du chlorothalonil n'avait pas tenu compte de son autorisation en vigueur dans 109 pays, ni du fait que les LMR autorisées par le Codex pouvaient aller jusqu'à 70 mg/kg selon les produits. Dans ces conditions, le Brésil a de nouveau fait part de ses préoccupations concernant le fait que certaines des analyses fondées sur les dangers qu'avait réalisées l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) avaient conduit au non-renouvellement de certificats et, par la suite, à la réduction des LMR. La question du chlorothalonil avait des répercussions négatives sur les exportations brésiliennes de produits agricoles tels que les bananes, le café, les agrumes, les papayes et les pastèques, entre autres, pour lesquels on avait recours à cette substance afin de lutter contre les parasites. Pour toutes ces marchandises, le Brésil adoptait des LMR inférieures à celles qui avaient été établies par le Codex, en réponse aux inquiétudes liées à la sécurité des consommateurs. Le Brésil a de nouveau fait part de sa préoccupation systémique concernant le fait que les questions liées au non-renouvellement des pesticides agricoles étaient traitées en premier lieu au Comité OTC. Dans bien des cas, le non-renouvellement de l'approbation de substances importantes pour le commerce de marchandises agricoles était notifié au Comité OTC sous la forme d'une annonce de réduction à venir des LMR au Comité SPS. Compte tenu de cette situation, le Brésil continuerait de soulever le problème et de partager ces préoccupations dans l'un et l'autre comités.

2.144. Le représentant du Costa Rica a partagé la préoccupation soulevée par d'autres Membres concernant la mesure proposée par l'UE. Comme indiqué précédemment, l'emploi de cet ingrédient actif était essentiel pour l'agriculture au Costa Rica et son non-renouvellement créerait des problèmes dans les secteurs productifs car il n'existait aucun produit de remplacement. Cette substance était utilisée pour lutter contre des parasites qui affectaient particulièrement les bananes.

³⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 579](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

³⁵ [G/TBT/M/78](#), paragraphe 3.79.

Les exportations du Costa Rica, cinquième exportateur mondial de bananes, représentaient plusieurs milliards de dollars, 2% du PIB et 38% du PIB agricole, et créaient des emplois directs et indirects. L'UE absorbait 50% des exportations de bananes du Costa Rica, et cette mesure aurait donc des effets considérables sur le commerce.

2.145. La mesure proposée par l'UE insistait sur le risque que le chlorothalonil pouvait présenter pour la santé des personnes et pour l'environnement. Le Costa Rica a assuré le Comité qu'il respectait les bonnes pratiques en matière de certification, telles que les normes Fair Trade et Rainforest Alliance. Les centres d'analyse des résidus agrochimiques avaient démontré l'absence de résidus de chlorothalonil dans les productions costaricaines. Cela confirmait l'emploi de bonnes pratiques et l'absence de risque pour la santé des personnes et l'environnement. Enfin, le Costa Rica soulignait que le non-renouvellement du chlorothalonil projeté par l'UE n'était pas fondé sur une évaluation des risques et, de ce fait, qu'il n'était pas conforme à l'article 2.2 de l'Accord OTC. Le non-renouvellement se faisait sur la base de préoccupations et de questions pour lesquelles il n'avait pas été possible de parvenir à des résultats concluants. Le Costa Rica demandait donc à l'UE de ne pas adopter cette mesure sans avoir conduit une analyse des risques adéquate, y compris concernant les incidences possibles sur la santé publique, et qu'elle soit adoptée dans le cadre multilatéral en conformité avec le Codex Alimentarius où avaient été établis les niveaux de tolérance du chlorothalonil.

2.146. Le représentant de l'Union européenne a réaffirmé que l'UE proposait de ne pas renouveler l'approbation du chlorothalonil et qu'elle avait notifié le projet de règlement à l'OMC. La mesure ne provoquerait pas de perturbations immédiates du commerce, de même qu'elle ne modifiait pas les LMR et qu'une période de grâce était accordée. La possibilité d'accorder des mesures transitoires serait envisagée lorsque des modifications des LMR en vigueur seraient proposées, ce qui n'aurait pas lieu avant l'expiration de la période de grâce. En outre, l'UE réaffirmait que toute mesure ultérieure visant à réduire les LMR serait notifiée au Comité SPS.

2.147. Comme expliqué précédemment, le chlorothalonil était évalué conformément au Règlement (CE) n° 1107/2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques.³⁶ Les conclusions³⁷ de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) sur le chlorothalonil, à l'issue d'une évaluation par l'État membre rapporteur et d'un vaste processus d'examen par des pairs, avaient été publiées en janvier 2018. Au cours de ce processus d'examen par des pairs, il n'avait pas été établi que les critères d'approbation prévus à l'article 4 de ce Règlement étaient remplis concernant une ou plusieurs utilisations représentatives d'au moins un produit phytopharmaceutique. Au cours de l'évaluation: i) l'Autorité avait mis en évidence un sujet de préoccupation particulièrement important relatif à la pollution des eaux souterraines par certains métabolites du chlorothalonil; ii) l'Autorité n'avait pas pu exclure un risque de génotoxicité concernant les résidus auxquels les consommateurs seraient exposés et avait identifié un risque élevé pour les amphibiens et les poissons concernant toutes les utilisations évaluées; iii) plusieurs autres points de l'évaluation des risques n'avaient pas pu être finalisés en raison de données manquantes dans le dossier; et iv) il avait été relevé que le chlorothalonil était classé comme agent cancérigène de la catégorie 2 selon le Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil, alors qu'il était indiqué dans la conclusion de l'Autorité européenne de sécurité des aliments que le chlorothalonil devrait être classé comme agent cancérigène de la catégorie 1B.

2.148. Au regard de ce qui précédait, l'UE a proposé de ne pas renouveler l'approbation du chlorothalonil, conformément à l'article 20, paragraphe 1 b) dudit Règlement. Le 29 avril 2019, la Commission avait adopté le Règlement d'exécution (UE) n° 2019/677 concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil. Le délai de grâce expirerait le 20 mai 2020 au plus tard. L'UE a indiqué que les demandes de tolérance à l'importation restaient toutefois possibles et qu'elles seraient évaluées au cas par cas par l'État membre rapporteur et par l'Autorité européenne de sécurité des aliments. Ces demandes devraient être étayées par des nouvelles données conséquentes répondant aux préoccupations.

³⁶ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1489747880535&uri=CELEX:32009R1107>

³⁷ EFSA 2018 *Conclusion on the peer review of the pesticide risk assessment of the active substance chlorothalonil*. Journal de l'EFSA 2018; 16(1):5126. <http://www.efsa.europa.eu/en/efsajournal/pub/5126>.

2.2.4.21 Union européenne – Périodes de transition pour les LMR et les consultations internationales (IMS ID 580³⁸)

2.149. Le représentant de la Colombie a fait part de ses préoccupations concernant cette mesure. Le texte intégral de la déclaration figure dans le document [G/TBT/W/695](#).

2.150. La représentante des États-Unis s'est jointe aux préoccupations soulevées par la Colombie et par sept autres Membres concernant les mesures de transition de l'UE. L'UE affirmait que la date à partir de laquelle les LMR nouvelles/inférieures seraient mises en œuvre était reportée six mois après l'entrée en vigueur dans la grande majorité des cas. Au contraire, les États-Unis étaient d'avis que cette date de mise en œuvre ne donnait pas aux pays tiers et aux opérateurs du secteur alimentaire une possibilité suffisante de se mettre en conformité avec les nouvelles prescriptions résultant de la modification des LMR. Pour aggraver le problème, l'UE appliquait la transition à la date d'importation dans l'UE plutôt qu'à la date de production. De ce fait, les produits ayant une longue durée de conservation comme les fruits secs, les fruits à coque ou certains produits transformés pouvaient être produits selon une LMR antérieure mais exclus du marché de l'UE en raison des contraintes de temps liées à la transaction commerciale visant à importer des marchandises agricoles. L'incertitude résultant de cette période de transition trop brève imposait une charge aux cultivateurs qui devaient savoir quels outils phytopharmaceutiques étaient autorisés pour lutter contre les parasites bien avant une saison de croissance.

2.151. L'UE avait laissé entendre que les producteurs de pays tiers devaient ajuster leurs méthodes de production en fonction de la notification OTC concernant l'approbation ou la non-approbation des substances dans l'UE. Les États-Unis estimaient que cela revenait à transférer injustement la charge de la période de transition s'agissant de ce qui devait être un règlement propre à l'UE. Étant donné que l'UE déterminait les LMR et les tolérances à l'importation en fonction des risques, les producteurs des pays tiers étaient soumis à une forte incertitude concernant le retrait de l'approbation d'une substance aux fins de son utilisation dans l'UE. Les décisions de l'UE concernant les LMR imposaient des périodes de transition irréalistes qui empêchaient l'accès de cultures produites hors de l'UE. Les États-Unis ont demandé à l'UE de ne pas appliquer ses décisions de non-renouvellement des substances concernant ses LMR ou ses dispositions transitoires relatives aux LMR. En outre, l'UE était instamment priée de proroger ses mesures transitoires relatives aux LMR afin de prévoir des délais réalistes de production et de transformation des produits alimentaires et agricoles. Les États-Unis reconnaissaient et convenaient avec l'UE que la santé des consommateurs demeurait primordiale dans ses décisions relatives aux produits visant à protéger les cultures; toutefois, à poursuivi l'intervenante, la politique la plus efficace pour protéger la santé des consommateurs consistait en systèmes de gestion des produits phytopharmaceutiques fondés sur les risques et alimentant des décisions relatives aux LMR fondées sur les risques, d'où un abondant marché des produits alimentaires.

2.152. Le représentant du Panama a renvoyé le Comité à la déclaration faite au titre de la PCS n° 20. Il a souligné que lorsqu'ils adoptaient des mesures, tous les Membres devaient les respecter et disposer de suffisamment de temps pour s'adapter.

2.153. Le représentant de l'Équateur a déclaré que cette mesure affectait particulièrement les pays en développement et s'est joint aux préoccupations soulevées. L'Équateur était d'avis qu'avant l'entrée en vigueur d'une norme réduisant les LMR, l'UE devait envisager ses incidences sur la production agricole et tenir compte du fait que l'enregistrement d'une nouvelle substance de remplacement nécessiterait une nouvelle période de transition de 24 mois afin d'en vérifier l'efficacité. Étant donné qu'une période d'au moins 12 mois serait nécessaire pour ce nouvel enregistrement, l'approbation d'une nouvelle substance prendrait donc 36 mois au total. Ces délais étaient bien trop courts et affectaient les producteurs des pays en développement, dont bon nombre étaient des producteurs à faibles revenus et sans autres sources possibles de revenus.

2.154. Le représentant d'El Salvador s'est joint aux autres délégations pour exhorter l'UE à réexaminer ses périodes de transition pour les LMR compte tenu de leurs incidences potentielles sur les exportations de produits agricoles en provenance d'El Salvador. Cette mesure ne reposait sur aucune base scientifique et la période de transition de six mois ne reflétait pas les réalités de la production ni la possibilité de remplacer cet ingrédient actif. Le commerce avec l'UE s'en trouverait affecté.

³⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 580](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.155. La représentante du Guatemala a de nouveau fait part de préoccupations déjà soulevées, en particulier s'agissant des effets sur les exportations agricoles à destination de l'UE qui, a-t-elle averti, se répercuteraient négativement dans toute la chaîne ainsi que sur la sécurité alimentaire et le développement rural. Il s'agissait de questions essentielles pour la coopération du Guatemala avec l'UE. La période de transition de six mois établie par l'UE ne correspondait pas aux délais réels qui permettraient aux agriculteurs de continuer de respecter les contrats en vigueur. L'intervenante a prié instamment l'UE de tenir compte de la moisson et d'autres périodes afin de ne pas restreindre le commerce plus que nécessaire. Enfin, le Guatemala encourageait l'UE à envisager une période de transition supplémentaire de 24 mois aux fins de l'adaptation à ces mesures et afin de donner aux agriculteurs assez de temps pour conduire les études visant à identifier les substances alternatives qui garantiraient un niveau adéquat de protection et permettraient le développement rural des pays en développement.

2.156. Le représentant du Canada a reconnu et soutenu le droit de tous les Membres à appliquer les mesures de sécurité sanitaire des produits alimentaires qu'ils jugeaient nécessaires pour protéger la santé des personnes sans pour autant entraîner des restrictions injustifiables du commerce international. Il était essentiel que les périodes de transition de l'UE concernant les LMR tiennent compte de la nécessité pour les exportateurs de s'adapter aux nouvelles prescriptions et qu'il soit assuré que les conditions et prescriptions soient les mêmes pour les producteurs nationaux et étrangers. Cette approche permettrait de tenir compte des réalités de la chaîne d'approvisionnement agricole telles que l'inventaire pluriannuel et la durée de conservation extensive, y compris dans les pays tiers.

2.157. Le représentant du Brésil s'est de nouveau joint aux préoccupations soulevées par la Colombie et par les États-Unis et a rappelé l'importance de l'article 2:12 de l'Accord OTC, qui avait trait à l'instauration d'un intervalle raisonnable entre la publication de règlements techniques et leur entrée en vigueur, sauf cas de problèmes urgents concernant la sécurité, la santé, la protection de l'environnement ou la sécurité nationale. Il a souligné qu'il était primordial de garantir des périodes adéquates de transition, surtout dans les cas où les avis scientifiques de l'Autorité européenne de sécurité des aliments sur la toxicité des substances étaient "non concluants" ou n'indiquaient que l'existence d'une "suspicion de risque". Il a exposé à nouveau la préoccupation de son pays concernant le fait que dans certains de ces cas dans lesquels une approche fondée sur les dangers était adoptée, l'UE décidait de réduire les LMR de certaines substances.

2.158. Autre préoccupation: la période de transition de trois mois pour l'acceptation de la présence de LMR concernant le chlorpyrifos prévue dans la récente notification de l'UE parue sous la cote [G/TBT/N/EU/682](#). Une telle période était incompatible avec la période de production d'une culture d'oranges, dont les plants avaient déjà été aspergés de chlorpyrifos. Elle était également incompatible avec le processus de production, car une part importante du jus était exportée congelée. Cette question était particulièrement importante pour les petits agriculteurs qui utilisaient déjà le chlorpyrifos intégralement dans le cadre de la législation actuelle. L'intervenant a prévenu que si le délai d'adaptation n'était pas étendu, les petits agriculteurs seraient empêchés de commercialiser leur production et, dans la plupart des cas, ne pourraient pas supporter la perte financière.

2.159. Le représentant du Costa Rica a prié instamment l'UE d'allonger le délai prescrit pour éviter de graves incidences sur les exportations costaricaines à destination du marché de l'UE. Il a dit que la révision de l'UE et les LMR concernant diverses substances utilisées dans la production agricole étaient extrêmement préoccupantes. Il a réaffirmé qu'il était impossible pour les producteurs agricoles de s'adapter à de nouvelles tolérances en à peine six mois en raison de la complexité de l'évaluation qui augmentait le temps nécessaire. Le Costa Rica a également demandé à l'UE de nouer un dialogue avec les pays exportateurs de produits agricoles car ils seraient profondément affectés par la modification de LMR utilisées à titre commercial. Le Costa Rica accueillerait favorablement les études et décisions adoptées sur un plan multilatéral dans le cadre du Codex et dans l'esprit de l'OMC.

2.160. Le représentant de l'Uruguay s'est joint aux préoccupations exprimées par les Membres précédents: compte tenu de la période de récolte et de l'époque à laquelle les produits phytosanitaires étaient appliqués, ainsi que du temps nécessaire pour mettre au point et enregistrer des substituts, la période de transition décidée par l'UE concernant les LMR de ces ingrédients actifs était insuffisante pour procéder aux modifications nécessaires de la production et garantir la mise en conformité, en particulier dans le cas des produits transformés ou congelés. L'Uruguay a de

nouveau demandé à l'UE de prendre des mesures réglementaires fondées sur les normes internationales ou de fournir des justifications scientifiques lorsqu'il était indispensable de s'écarter de ces normes pour atteindre des objectifs légitimes. L'intervenant a dit que s'il était jugé nécessaire d'abaisser les LMR en vigueur dans l'agriculture dans d'autres pays en se fondant sur une analyse complète des risques, l'UE était instamment priée de tenir compte des préoccupations exprimées concernant la brièveté des périodes de transition accordées pour procéder à un tel ajustement.

2.161. Le représentant de l'Union européenne a répété les réponses fournies lors des précédentes réunions du Comité OTC.³⁹

2.2.4.22 Union européenne – Exposé des motifs relatifs aux systèmes d'aéronefs sans équipage à bord et aux exploitants, issus de pays tiers, de systèmes d'aéronefs sans équipage à bord, [G/TBT/N/EU/628](#) (ID 585⁴⁰)

2.162. Le représentant de la Chine a fait part de sa préoccupation liée au fait que dans la prescription relative à la résistance mécanique du câble d'attache des systèmes d'aéronefs sans équipage à bord (UAS), l'UE avait repris le facteur de 10 figurant dans les spécifications de certification des ballons à gaz captifs pour l'appliquer aux autres UAS captifs, et il estimait qu'une telle approche ne tenait pas compte de la différence de nature entre les drones à air et les systèmes modernes de drones. Il a expliqué que dans le cas de drones à air captifs et sans équipage, qui étaient grands et légers, l'action du vent était considérable et, de ce fait, un facteur de 10 pour le câble était raisonnable. En revanche, les drones reposant sur un système moderne étaient petits mais lourds et le vent n'exerçait qu'une action réduite; de ce fait, il n'était pas nécessaire d'appliquer le facteur 10 au câble, car cela empêcherait de trouver les matériaux adaptés à sa fabrication dans l'état actuel des technologies. Dans ces conditions, la Chine a demandé à l'UE de réexaminer cette prescription sur la base de recherches scientifiques.

2.163. La Chine a également suggéré à l'UE d'étendre de 50 à 120 mètres la longueur maximale du câble d'attache des UAS de catégorie C3. Avec l'évolution de la technologie, la stabilité et la résistance au vent des UAS captifs de catégorie C3 étaient bonnes. La longueur de câble de 50 mètres, a poursuivi l'intervenant, ne pouvait pas répondre à la demande du marché et freinait le développement industriel. En outre, le Règlement de l'UE limitait la hauteur de vol de "drones de catégorie ouverte" à 120 mètres, et les UAS captifs ayant le même poids au décollage ne présentaient pas davantage de risque que les UAS non captifs. La Chine a donc suggéré à l'UE d'utiliser le même critère pour les drones de catégorie ouverte et pour les UAS captifs de catégorie C3.

2.164. La représentante de l'Union européenne a rappelé que le Règlement délégué (UE) n° 2019/945 de la Commission sur les systèmes d'aéronefs sans équipage à bord et sur les exploitants, issus de pays tiers, de systèmes d'aéronefs sans équipage à bord et le Règlement d'exécution (UE) n° 2019/947 de la Commission concernant les règles et procédures applicables à l'exploitation d'aéronefs sans équipage à bord avaient été publiés en juin 2019. Toutes les parties prenantes avaient été consultées. De fait, la Chine avait eu la possibilité d'adresser ses observations sur le projet, observations qui avaient été dûment prises en compte et auxquelles il avait été répondu en avril 2019. À cet égard, l'UE avait adapté le libellé de sa prescription relative au dispositif d'identification légère ainsi que la définition du mode "suivez-moi" de telle sorte que l'aéronef sans équipage à bord (UAS) ne suive que le pilote et non d'autres personnes ou appareils, comme l'avait suggéré la Chine.

2.165. S'agissant de la limitation de la portée imposée aux aéronefs sans équipage à bord (UAS) lorsque le mode "suivez-moi" était activé, l'UE estimait néanmoins qu'elle devait être maintenue à 50 mètres pour des raisons de sécurité, en attendant que des UAS autonomes fiables soient disponibles. En effet, l'UAS devait demeurer à proximité du pilote à distance afin que celui-ci reste conscient de l'environnement de vol de son UAS et qu'il puisse intervenir rapidement et reprendre le contrôle de son aéronef en cas de besoin. S'agissant du numéro de série apposé physiquement sur l'équipement, en vertu de la législation applicable de l'UE, le numéro de série n'était pas utilisé pour l'enregistrement de l'UAS. Une approche simple avait été adoptée: seul le code du fabricant serait attribué sur le plan international par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et les fabricants seraient chargés de la définition et de l'entretien de la numérotation de leurs produits.

³⁹ [G/TBT/M/78](#), paragraphe 3.97 et [G/TBT/M/77](#), paragraphes 3.47 et 3.48.

⁴⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 585](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.166. Quant au fait que la prescription selon laquelle la résistance mécanique du câble d'attache des UAS serait plus stricte que nécessaire, le facteur de 10 provenait de spécifications relatives à la certification de ballons à air captifs et tenait compte des accélérations des aéronefs sans équipage à bord, de la variabilité des matériels d'attache et du critère de sécurité. Enfin, s'agissant des critères d'essai acoustique, dans la mesure où aucune limite sonore n'était imposée aux aéronefs sans équipage à bord de classe C3, des écarts documentés par rapport au code d'essai pouvaient être acceptables lorsqu'il était impossible de respecter strictement le code en question, à condition que les conditions établies dans la norme EN ISO 3744:2010 soient remplies (à savoir que le rayon de mesure soit égal ou supérieur à deux fois la dimension caractéristique de la source).

2.2.4.23 République de Corée – Règlement sur la classification des emballages recyclés, G/TBT/N/KOR/843, G/TBT/N/KOR/844, G/TBT/N/KOR/857 (ID 588⁴¹)

2.167. La représentante des États-Unis s'est félicitée de la place prépondérante que la Corée avait prise dans la promotion du recyclage et de la réduction des déchets non nécessaires. Toutefois, il était demandé à la Corée d'examiner comment ses critères d'emballage pourraient assurer la souplesse nécessaire à la variété des fonctions de l'emballage et permettre l'innovation en matière de technologies de recyclage. Les États-Unis ont remercié la Corée d'avoir adressé de récentes notifications et ménagé des périodes pour la présentation d'observations, et ont dit espérer que toutes les observations transmises seraient prises en considération lors de l'élaboration des mesures définitives. Étant donné que la période de présentation des observations relatives à la récente notification contenue dans le document [G/TBT/N/KOR/857](#) avait pris fin le 8 novembre 2019 et que le règlement devait être mis en œuvre le 25 décembre 2019, il était demandé à la Corée de confirmer si les observations des États-Unis seraient intégralement examinées et prises en compte avant cette date de mise en œuvre. La notification du Règlement sur la classification des emballages recyclés, que le Ministère de l'environnement avait finalisé le 17 avril, était de nouveau demandée. La Corée pouvait-elle fournir davantage de détails concernant les critères qu'elle utiliserait afin d'évaluer la recyclabilité et la capacité à produire des ressources des emballage de produits? Aux États-Unis, la branche de production avait fait remarquer dans ses observations qu'elle se réjouissait de la possibilité d'un dialogue avec le Ministère de l'environnement sur les critères; la délégation américaine serait heureuse d'aider à faciliter cette discussion. L'intervenante a demandé davantage de transparence et de détails quant à la manière dont la Corée organiserait ses consultations avec les entreprises afin d'évaluer l'emballage de leur produits et les seuils que les produits devaient respecter pour éviter une interdiction ou une amende.

2.168. Le règlement coréen sur la classification ne semblait pas à la hauteur des efforts en cours dans d'autres pays en vue d'encourager la généralisation de la classification, de l'étiquetage et de l'utilisation des matières recyclables. En ne tenant pas compte de ces efforts dans ses règlements, la Corée risquait de ne pas atteindre son objectif consistant à promouvoir le recyclage et à réduire les déchets non nécessaires. Les États-Unis voulaient s'assurer qu'il ne s'agirait pas d'une prescription relative à l'emballage qui serait propre à la Corée car elle risquerait de provoquer des perturbations non nécessaires du commerce. La Corée avait-elle envisagé des discussions ou des partenariats avec des entreprises de recyclage des déchets et des produits de consommation afin d'identifier les meilleures pratiques et perspectives mondiales en la matière? Enfin, les États-Unis ont demandé à la Corée d'envisager de porter à deux ans la période de grâce actuellement proposée pour que l'emballage des produits soit noté, évalué et étiqueté, compte tenu de la nécessité pour les entreprises d'adapter leurs chaînes d'approvisionnement.

2.169. Le représentant de l'Australie a reconnu le droit qu'avait la Corée de mettre en œuvre des règlements qui favorisaient la réduction des déchets et la production de matériaux d'emballage aisément recyclables. Il a remercié la Corée d'avoir notifié cette proposition de mesure et a renvoyé aux observations transmises par le point d'information. L'Australie souhaitait mieux comprendre les différents traitements proposés pour le verre incolore, brun ou vert "favorisant le recyclage" et pour le verre d'autres couleurs "ne favorisant pas le recyclage". Plus de renseignements étaient notamment demandés concernant le fondement scientifique et technologique de cette mesure et de la classification des différentes couleurs de bouteilles en verre selon cette méthode, ainsi que sur les incidences de la couleur sur la recyclabilité de ces matériaux d'emballage. L'Australie serait préoccupée si ce règlement limitait la gamme des couleurs de contenants en verre jugés favorables au recyclage sans fondement scientifique. Elle a fait observer que selon les Normes détaillées,

⁴¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 588](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

certaines bouteilles colorées telles que celles qui servaient pour le vin pouvaient être considérées comme "ne favorisant pas le recyclage". L'utilisation d'un verre de couleur plus sombre pour certains produits sensibles à la lumière, comme le vin rouge et l'huile d'olive, répondait à un objectif technologique légitime car elle contribuait à empêcher l'oxydation et à préserver la qualité du produit jusqu'à sa consommation finale.

2.170. L'Australie a également demandé des précisions concernant le processus relatif aux exceptions, en particulier comment et pourquoi une exemption pouvait être sollicitée. L'intervenant a dit que les matériaux d'emballage, notamment ceux qui servaient pour les produits alimentaires et les boissons, pouvaient répondre à un objectif technologique et le fait de limiter indûment leur utilisation pourrait avoir des incidences sur la sécurité et la qualité des produits. Des renseignements supplémentaires sur le processus relatif aux exceptions figurant dans le règlement proposé étaient demandés. L'Australie a également demandé à la Corée d'envisager le report de la date de mise en œuvre actuelle. Dans l'état actuel du texte, la période de mise en œuvre était jugée trop brève étant donné les longs délais de production de certains produits. Les entreprises alimentaires internationales avaient besoin de 18 mois à 2 ans pour créer et appliquer de nouveaux modèles d'emballage et d'étiquetage, et pour écouler le stock existant de matériaux d'emballage. En outre, certains produits, en particulier le vin, ne pouvaient parfois pas être exportés pendant un certain temps après leur production.

2.171. La représentante de l'Afrique du Sud a remercié la Corée d'avoir adressé ses notifications respectives concernant le projet de règlements imposant que les matériaux et structures d'emballage soient notés et évalués en fonction de leur recyclabilité. L'Afrique du Sud soutenait les efforts de recyclage que la Corée déployait à des fins de protection de l'environnement mais partageait également certaines des préoccupations formulées par les précédentes délégations. Tous les matériaux d'emballage, y compris pour les boissons alcooliques, devraient être évalués en fonction de la facilité ou de la difficulté de les recycler, et quatre notes seraient prévues: excellent, satisfaisant, ordinaire, difficile. Si un produit contenait plusieurs pièces ou composants, il serait évalué à l'aune du composant le plus difficile à recycler; pour les bouteilles de vin, par exemple, l'évaluation porterait sur le verre, le bouchon ou le liège et l'étiquette. Les critères utilisés pour noter la facilité à recycler semblaient impliquer que certains éléments de l'emballage du vin seraient jugés "difficiles".

2.172. Afin de répondre aux préoccupations de l'Afrique du Sud et pour mieux comprendre les règlements, il était demandé qu'il soit répondu aux questions suivantes:

- a. Sur quelle base allait-on déterminer quels emballages étaient difficiles à recycler – sur la base de preuves ou de recherches scientifiques internationales conduites et publiées?
- b. Pourquoi le verre de couleur autre que le brun ou le vert était-il difficile à recycler?
- c. La Corée était priée de préciser les exemples d'une étiquette imprimée directement sur le corps de la bouteille, et d'expliquer pourquoi elle serait plus difficile à recycler?
- d. Bien que nous soutenions pleinement la protection de l'environnement non restrictive pour le commerce, l'Afrique du Sud doute néanmoins qu'il soit acceptable que des produits moins favorables à l'environnement fassent l'objet d'une "amende" ou soient frappés de droits de douane plus élevés. Une telle mesure peut être considérée comme un obstacle non tarifaire, surtout si elle n'est pas fondée sur de solides données scientifiques?
- e. Le processus de vérification de chaque ensemble d'emballages par un centre public de recherches approuvé par le Ministère de l'environnement est jugé non nécessaire et fastidieux, et peut devenir très coûteux. La période limitée de mise en conformité avec cette prescription est également préoccupante.

2.173. L'Afrique du Sud a également demandé si les règlements affectant les matériaux d'emballage importés en Corée s'appliquaient aussi, dans les mêmes conditions, aux matériaux d'emballage provenant de Corée.

2.174. Le représentant du Canada a remercié la Corée d'avoir notifié la mesure, sur laquelle le Canada envisageait actuellement de présenter des observations. Comme précédemment indiqué, le Canada saluait les efforts et les mesures que déployait la Corée pour protéger l'environnement, en particulier dans le domaine de la gestion des déchets et des matériaux recyclables. Toutefois, a dit

l'intervenant, la mesure élaborée risquait d'affecter un grand nombre de produits et pourrait avoir de fortes incidences sur le commerce. Le Canada était d'avis que la Corée pouvait s'appuyer sur les normes internationales pour atteindre le même objectif et minimiser les distorsions du commerce. Avait-elle tenu compte des normes internationales lors de l'élaboration de la mesure, en l'occurrence la distinction entre les produits "faciles" et "difficiles" à recycler? L'intervenant a souligné que le fait d'utiliser une classification acceptée sur le plan international faciliterait le commerce.

2.175. D'autre part, le fait de fixer un point de départ reconnaissable (par exemple une norme internationale) aiderait les fabricants à élaborer les renseignements requis au titre du "Règlement d'application de la Loi sur la promotion de l'utilisation économe et du recyclage des ressources" dès lors qu'ils pourraient se référer à une classification existante qu'ils connaissent et qu'ils comprennent. Comment la Corée allait-elle assurer en pratique le respect de ces règles et contrôler leur application? Enfin, compte tenu du temps qu'il faudrait aux parties prenantes pour se mettre en conformité avec les nouvelles règles, le Canada a prié instamment la Corée de reporter la mise en œuvre au-delà de décembre 2019 pour leur donner le temps d'évaluer les emballages existants et d'examiner si des améliorations étaient possibles.

2.176. Le représentant de la République de Corée a rappelé que le Règlement avait été officiellement notifié à l'OMC le 9 septembre 2019 avec une période pour la présentation d'observations, qui avait ensuite été prolongée de deux semaines. Il a expliqué que les détails de l'interdiction, par exemple les PVC et les bouteilles en PET colorées, figuraient dans le règlement intitulé "Matériaux d'emballage, critères structurels", qui faisait partie de la loi subsidiaire notifiée le 9 septembre. D'autre part, le règlement intitulé "Réglementation relative aux matériaux de revêtement des sols, amélioration structurelle", publié le 17 avril, classait et définissait les notes en fonction du degré de facilité du recyclage. Ces règlements avaient été élaborés en faisant référence aux conditions nationales de recyclage et aux normes de recyclage à l'étranger, et la Corée poursuivait leur examen régulier pour se tenir à jour de l'innovation et du développement des technologies de recyclage. L'intervenant a indiqué que les autres questions soulevées au cours de la réunion seraient adressées aux ministères compétents et que sur ce sujet, la Corée poursuivait les consultations avec les parties intéressées de manière transparente.

2.2.4.24 Royaume d'Arabie saoudite – Limite supérieure relative au sucre ajouté dans certains produits alimentaires, [G/TBT/N/SAU/1108](#), [G/TBT/N/SAU/1108/Add.1](#) (ID 589)⁴²

2.177. La représentante des États-Unis a réaffirmé que cette mesure perturberait les exportations d'un grand nombre de boissons et de produits alimentaires appréciés vers le Royaume d'Arabie saoudite. Tout en saluant le souhait de l'Arabie saoudite de lutter contre l'obésité et les maladies non transmissibles (MNT) comme le diabète, dans le cadre de sa stratégie pour une alimentation saine, et comme ils l'avaient fait observer dans leurs observations en date du 14 juin 2019, les États-Unis s'interrogeaient sur le caractère suffisant des preuves scientifiques utilisées pour justifier le règlement, les limites prescrites, les objectifs spécifiques du texte et le processus par lequel ce projet les atteindrait. Les États-Unis se félicitaient que la mise en œuvre du projet de règlement ait été suspendue mais priaient instamment l'Arabie saoudite de faire preuve de transparence et de travailler en lien étroit avec les parties prenantes et les partenaires commerciaux pour veiller à ce que les mesures tiennent compte des renseignements scientifiques et techniques afin d'atteindre les objectifs sanitaires fixés tout en réduisant au minimum les répercussions négatives potentielles sur le plan économique. Les États-Unis étaient également préoccupés par l'effet cumulatif du projet de règlement sur les limites supérieures relatives au sucre ajouté et des autres mesures proposées par l'Arabie saoudite concernant l'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage et les limites maximales de teneur en sel. L'état d'avancement de ces mesures n'était pas clair, ce qui aggravait l'incertitude et l'imprévisibilité pour de nombreuses entreprises américaines. Il était demandé à l'Arabie saoudite de fournir des renseignements actualisés sur l'état d'avancement de la mesure relative à l'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage, notifiée dans le document [G/TBT/N/SAU/1105](#).

2.178. Le représentant de la Suisse s'est joint aux États-Unis pour soulever des préoccupations concernant les limites supérieures relatives au sucre ajouté dans les produits alimentaires et a rappelé sa position exposée à la précédente réunion du Comité OTC. La Suisse restait préoccupée

⁴² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 589](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

par les incidences sur le commerce qu'entraînerait la mise en œuvre du règlement et demandait à l'Arabie saoudite de poursuivre le dialogue avec ses partenaires commerciaux et avec le secteur privé dans le cadre d'un processus transparent afin de veiller à ce que la mesure ne soit pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'était nécessaire, et de tenir compte de ces consultations avec les parties prenantes. Autre préoccupation: le projet de règlement en général et les quantités de sucre ajouté dans les produits alimentaires en particulier n'étaient pas fondés sur des données scientifiques; il était donc demandé que soient fournis davantage de renseignements sur le fondement scientifique de cette mesure. La Suisse a encouragé l'Arabie saoudite à envisager d'autres solutions moins restrictives pour le commerce, y compris en dialoguant avec les producteurs et fournisseurs de denrées alimentaires, en améliorant les renseignements fournis aux consommateurs, en faisant la promotion d'un régime varié et équilibré comportant moins de sucre, et en prévoyant une période de transition raisonnable tenant compte des difficultés techniques dues aux prescriptions. La mise en œuvre du projet de règlement avait certes été reportée et les limites supérieures relatives au sucre semblaient à ce stade être facultatives, mais l'état d'avancement du processus réglementaire n'était toujours pas clair. La Suisse a demandé des renseignements actualisés sur l'élaboration de cette mesure réglementaire et sur son calendrier.

2.179. Le représentant de la Fédération de Russie a partagé les préoccupations soulevées par les États-Unis et a rappelé la déclaration faite lors de la précédente réunion du Comité OTC. Il a demandé des renseignements sur l'état d'avancement de la révision ainsi que sur la nature des modifications proposées. La Russie restait disposée à conduire des travaux bilatéraux avec l'Arabie saoudite sur cette question.

2.180. La représentante de l'Union européenne a de nouveau fait part de son intérêt pour le projet de règlement technique concernant la limite supérieure relative au sucre ajouté dans certains produits alimentaires, notifié dans le document [G/TBT/N/SAU/1108](#), et a renvoyé à ses observations écrites détaillées. Tout en partageant pleinement l'objectif légitime de protection de la santé publique, l'UE encourageait l'Arabie saoudite à envisager d'autres mesures moins restrictives pour le commerce afin de réduire la teneur en sucre des produits alimentaires présents sur le marché national. S'agissant du processus de révision du projet annoncé à la précédente réunion du Comité OTC, l'Arabie saoudite était invitée à tenir dûment compte dans ce processus des observations et déclarations de l'UE et d'autres Membres de l'OMC. Surtout, la mise en conformité avec les limites relatives au sucre qui étaient proposées entraînerait de graves difficultés techniques pour les entreprises produisant certains des produits couverts par le projet de mesure, en particulier dans les brefs délais proposés. En conséquence, certaines des principales catégories de produits actuellement exportés de l'UE vers le Royaume d'Arabie saoudite ne pourraient plus accéder au marché. Enfin, l'UE a demandé des renseignements actualisés sur l'état d'avancement du projet notifié.

2.181. Le représentant du Royaume d'Arabie saoudite a dit qu'ayant notifié le règlement technique dans le document [G/TBT/N/SAU/1108](#), en réponse aux utiles observations de nombreuses délégations, l'Arabie saoudite avait conduit plusieurs réunions bilatérales et publié l'addendum [G/TBT/N/SAU/1108/Add.2](#) le 12 juin 2019. En conséquence, le projet de règlement technique n'entrerait pas en vigueur jusqu'à nouvel ordre. L'intervenant s'est dit prêt à un dialogue bilatéral avec toutes les délégations intéressées.

2.2.4.25 Uruguay – Analyse de produits importés – Décision du Conseil d'administration de l'Institut national de la viticulture (INAVI) du 14 février 2019. (Décision du Conseil d'administration de l'INAVI prolongeant l'application jusqu'au 1^{er} mai 2019) – eau exogène dans le vin, [G/TBT/N/URY/27](#), [G/TBT/N/URY/27/Rev.1](#) (ID 590⁴³)

2.182. La représentante des États-Unis a remercié l'Uruguay d'avoir participé à des échanges techniques bilatéraux et accepté de ne pas imposer aux vins américains le certificat établi par la Décision, ni aucune déclaration de preuve concernant l'eau exogène. Les utilisations techniques de l'eau autorisées dans la viticulture par les États-Unis et par d'autres pays n'avaient pas pour effet d'induire le consommateur en erreur ni de nuire à sa protection. L'intervenante a instamment prié l'Uruguay de reconnaître que ces pays ne permettaient pas l'ajout d'eau pour diluer ou accroître le volume de vin et de ne pas imposer de prescriptions relatives à l'eau exogène aux importations provenant des pays en question. En tant que partie à l'Accord d'acceptation mutuelle du Groupe

⁴³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 590](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

mondial du commerce du vin, l'Uruguay était tenu d'autoriser les importations de vin produit par une autre partie en conformité avec les lois, règlements et prescriptions de la partie productrice concernant les pratiques œnologiques et les mécanismes visant à les réglementer.

2.183. Le représentant de l'Australie a renvoyé aux préoccupations soulevées à la réunion du Comité en juin et s'est joint aux préoccupations formulées par d'autres Membres concernant la mise en œuvre par l'Uruguay de nouvelles prescriptions relatives à la certification pour l'eau exogène dans le vin. L'Australie a insisté sur l'importance du respect des obligations faites dans le cadre de l'OMC, en particulier les prescriptions imposant que les mesures soient mises en œuvre de manière non discriminatoire et sans être plus restrictives pour le commerce qu'il n'était nécessaire. L'intervenant a indiqué qu'en Australie, les viticulteurs étaient autorisés, en vertu du Code australo-néo-zélandais des normes alimentaires, à ajouter de l'eau pour diluer la forte teneur en sucre des moûts afin de favoriser la fermentation. L'ajout d'eau se faisait dans des circonstances très rares, en raison d'impératifs techniques et en faibles volumes pour favoriser la fermentation.

2.184. La représentante de la Nouvelle-Zélande s'est dite préoccupée par le fait que la mesure de l'Uruguay pourrait être plus restrictive pour le commerce qu'il n'était nécessaire pour réaliser un objectif légitime. Elle a indiqué que comme l'Uruguay, son pays connaissait un climat plus doux, affirmant que l'ajout d'eau exogène aux moûts à forte teneur en sucre pour faciliter la fermentation n'était pas à ce stade nécessaire pour les viticulteurs néo-zélandais, même si les changements climatiques pourraient *in fine* exiger de revoir cette décision. Bien que la Nouvelle-Zélande n'autorise pas cette pratique dans son propre processus de fabrication du vin, il était admis que d'autres pays pouvaient avoir besoin de ce processus en raison de différences climatiques. La Nouvelle-Zélande n'appliquait aucune restriction aux vins importés en fonction de cette pratique et reconnaissait que les pays l'autorisant en raison d'impératifs climatiques contrôlaient strictement son utilisation. Dans ces conditions, il était demandé à l'Uruguay de réexaminer son règlement de sorte qu'il ne constitue pas un obstacle non nécessaire au commerce, conformément à l'article 2:2 de l'Accord OTC.

2.185. Le représentant de l'Uruguay a renvoyé à l'explication fournie à la précédente réunion du Comité sur les raisons pour lesquelles les pratiques œnologiques acceptées ne justifiaient pas la fixation d'un pourcentage généralisé de tolérance dans les processus de fabrication du vin. D'autre part, il a indiqué que certains Membres exportaient déjà des vins vers l'Uruguay en utilisant le certificat d'absence d'eau exogène. Enfin, s'agissant des questions relatives à la participation de l'Uruguay au Groupe mondial du commerce du vin, l'intervenant a indiqué que le mandat de l'Uruguay n'était pas le même que celui du Comité OTC, et que son pays ferait son possible par les canaux appropriés au sein de cette instance.

2.2.4.26 Inde – Nouvelles règles liées aux télécommunications (Département des télécommunications, n° 842-725/2005-VAS/Vol. III (3 décembre 2009); n° 10-15/2009-AS-III/193 (18 mars 2010); et n° 10-15/2009-AS.III/Vol. II/(Pt.)/(25-29) (28 juillet 2010); Département des télécommunications, n° 10-15/2009-AS.III/Vol. II/(Pt.)/(30) (28 juillet 2010) et modèle de "contrat de sécurité et de continuité d'exploitation") (IMS ID 274⁴⁴)

2.186. La représentante de l'Union européenne a remercié l'Inde des précisions et des explications qu'elle avait fournies lors des précédentes réunions. Elle a fait observer que les essais et la certification des équipements de télécommunications dans le pays étaient obligatoires depuis le 1^{er} octobre 2019 pour un ensemble limité de produits ainsi qu'un ensemble limité d'essais et qu'une exemption de présentation des rapports d'essai pour certains paramètres spécifiques avait été accordée pour une année. L'Inde pouvait-elle fournir des renseignements supplémentaires sur les étapes suivantes? L'intervenante a rappelé que l'Inde avait publié plusieurs notifications spécifiant les produits pour lesquels les essais et la certification dans le pays seraient rendus obligatoires et, à cet égard, elle a insisté sur la nécessité de prévoir une période adéquate avant l'entrée en vigueur de ces prescriptions afin que les parties prenantes affectées aient la possibilité d'examiner la version définitive des prescriptions, y compris les normes, spécifications, méthodes et procédures d'essai applicables.

2.187. S'agissant de la reconnaissance des essais conduits hors d'Inde, l'UE a de nouveau fait part de ses préoccupations concernant le fait que l'obligation de conduire des essais dans le pays revenait à dupliquer les processus d'essai et de certification des produits. D'autres Membres de l'OMC

⁴⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 274](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

acceptaient les produits dans le cadre de mécanismes tels que la Déclaration de conformité ou les laboratoires accrédités par l'ILAC, comme l'avait fait l'Inde jusqu'à présent. Ces mécanismes, a poursuivi l'intervenante, constituaient des méthodes moins restrictives pour atteindre les objectifs légitimes de l'Inde en matière de sûreté et de sécurité – objectifs que partageait l'UE. L'intervenante a souligné que tous les équipements donnant lieu à des essais dans l'UE étaient conformes aux normes les plus élevées en termes de sûreté et de rayonnements électromagnétiques, conformément au cadre juridique en vigueur dans l'UE. Si elle se réjouissait que l'Inde ait récemment annoncé qu'elle continuerait de reconnaître les résultats provenant de laboratoires étrangers accrédités par l'ILAC, elle a signalé que ce ne serait le cas que jusqu'à la fin mars 2020. Elle a demandé à l'Inde pourquoi cette reconnaissance ne pouvait pas être prorogée et a insisté sur l'importance d'une reconnaissance permanente ou, au moins, d'une prorogation bien plus longue de cette reconnaissance.

2.188. La représentante des États-Unis s'est jointe aux observations formulées par l'UE et a renvoyé le Comité à ses précédentes interventions sur le sujet.

2.189. Le représentant du Japon a fait part de son soutien aux positions des États-Unis et de l'UE. Le Japon restait préoccupé par l'Accord de licence de service d'accès unique et demandait que l'Inde fasse en sorte que les règlements dans le domaine des télécommunications n'entravent pas l'accès aux marchés pour les entreprises étrangères. Il a réitéré la demande du Japon que ces règlements soient mis en œuvre de manière transparente en ce qui concernait les méthodes d'essai et les prescriptions en matière de certification.

2.190. Le représentant du Canada a pris note des arguments présentés par les États-Unis, l'UE et le Japon et a déclaré que son pays restait préoccupé par les prescriptions indiennes relatives aux essais dans le pays des équipements de télécommunications, qui risquaient d'entraver l'accès des exportateurs canadiens au marché indien voire de les en exclure.

2.191. La représentante de l'Inde a rappelé les arguments exposés lors des précédentes réunions. Elle a réaffirmé que les réseaux de télécommunications faisaient partie de l'infrastructure critique dont dépendaient d'autres infrastructures importantes comme l'électricité, les transports ou encore la défense. Comme il avait été précisé précédemment, l'Inde s'appuierait autant que possible sur les normes internationales. Pour les produits de TI, les résultats des essais réalisés suivant les critères communs dans le cadre de l'Accord sur la reconnaissance de critères communs (CCRA) seraient exploités. Les critères communs de certification ne permettaient pas de répondre aux préoccupations nationales relatives aux prescriptions en matière de sécurité des réseaux de télécommunications, ce qui justifiait que des essais supplémentaires puissent être effectués si nécessaire, dans l'intérêt de la sécurité nationale et de l'intérêt public.

2.192. L'intervenante a indiqué que les essais étaient effectués dans le but de garantir que les émissions de radiofréquence des équipements se situent dans les limites prescrites, que les équipements ne détériorent pas les performances du réseau auquel ils sont connectés et qu'ils soient conformes aux réglementations nationales pertinentes. La qualité et la performance ne faisaient pas l'objet d'essais et d'une certification en vertu de la procédure d'essai et de certification obligatoire des équipements de télécommunications (MTCTE). Les prescriptions essentielles étaient basées sur les normes internationales auxquelles les modifications appropriées avaient été apportées afin qu'elles soient conformes aux exigences et réglementations indiennes. Compte tenu des préoccupations de la branche de production, le programme de MTCTE était mis en œuvre de manière progressive. La notification concernant les équipements de télécommunications couverts par la Phase 1 avait été publiée le 4 juillet 2019, la certification de ces produits devenant obligatoire à compter du 1^{er} octobre 2019, date d'entrée en vigueur de la phase 1 de la MTCTE. Le programme était mis en œuvre de manière transparente en ce qui concernait les méthodes d'essai et les prescriptions relatives à la certification. Il ne limitait pas les essais aux organismes d'évaluation de la conformité situés en Inde et autorisait les essais effectués par des organismes d'évaluation de la conformité internationaux reconnus et situés dans des pays partenaires de l'ARM. Le système était non discriminatoire à l'égard des fabricants d'équipements d'origine (FEO) et concernant la localisation des OEC, qu'il s'agisse d'un laboratoire désigné par le TEC en Inde ou d'un laboratoire reconnu dans un pays partenaire de l'ARM n'importe où dans le monde. L'intervenante a indiqué que les résultats des essais provenant de laboratoires accrédités par l'ILAC seraient acceptés jusqu'au 31 mars 2020, en guise de mesure d'assouplissement tenant compte de la demande de la branche de production. L'Inde restait disposée à discuter de ces questions dans un cadre bilatéral.

2.2.4.27 Fédération de Russie – Projet de règlement technique sur la sécurité sanitaire de boissons alcooliques (publié le 24 octobre 2011), [G/TBT/N/RUS/2](#) (IMS ID 332⁴⁵)

2.193. La représentante de l'Union européenne a fait remarquer que des observations détaillées avaient été soumises à la Russie et que l'UE avait demandé que des renseignements actualisés soient fournis concernant l'état d'avancement de la mesure et que soit confirmée la prise en compte de ses observations. Malgré ces demandes, la Russie n'avait informé l'UE d'aucun fait nouveau concernant la mesure, jusqu'à ce qu'elle annonce officiellement en décembre 2018 qu'une nouvelle version de la mesure avait été adoptée. Le texte révisé n'avait pas été renotifié; compte tenu des incidences commerciales de la réglementation, l'UE demandait à la Russie de se mettre en conformité avec les dispositions de l'OMC relatives à la transparence et de notifier le texte révisé au Comité OTC. L'intervenante a poursuivi en indiquant que le règlement technique contenait également des dispositions couvertes par l'Accord sur les ADPIC imposant à la Russie de le notifier au Conseil des ADPIC, conformément à l'article 63:2 de l'Accord en question, de sorte que la discussion puisse avoir lieu dans cette enceinte, car certaines des dispositions, en particulier celles qui avaient des incidences sur les indications géographiques, soulevaient de graves préoccupations pour l'UE.

2.194. L'UE a fait part des préoccupations ci-après concernant la nouvelle version de la mesure. Tout d'abord, les exigences physiques et chimiques énoncées dans le règlement étaient assorties, dans certains cas, de limites plus strictes que celles fixées dans l'UE, qui étaient conformes aux recommandations de l'OIV, dont la Russie était membre. L'application de ces prescriptions, de l'avis de l'UE, constituerait un obstacle à l'importation de ces produits. Deuxièmement, les prescriptions obligatoires en matière d'étiquetage énoncées dans le règlement préoccupaient l'UE parce qu'elles n'étaient pas conformes à la pratique internationale en ce qu'elles exigeaient par exemple l'inscription de renseignements tels que les dates pertinentes et les conditions d'entreposage. L'UE a prié instamment la Russie de se référer aux normes du Codex concernant l'indication des dates pertinentes et des conditions d'entreposage, qui étaient strictement liées les unes aux autres. La Russie pouvait-elle confirmer que l'utilisation d'autocollants était autorisée, conformément à la norme STAN 1-1985 du Codex? Enfin, la conformité des boissons alcooliques avec la règle énoncée dans le règlement devait être prouvée pour que les produits soient commercialisés sur le territoire de l'UE. L'évaluation de la conformité était menée par une entité publique et portait sur un large éventail de prescriptions, incluant notamment des analyses de documents et des analyses en laboratoire, ce qui supposait des contraintes et des coûts disproportionnés pour les producteurs. Il était demandé à la Russie de confirmer que la procédure d'évaluation de la conformité s'appliquerait aux produits importés et que les documents d'accompagnement de l'UE seraient considérés comme suffisants pour établir la conformité des produits de l'UE avec le règlement technique notifié. L'UE a demandé à la Russie de prendre en considération ses observations et de renotifier la nouvelle version de la mesure au titre de l'Accord OTC et de l'Accord sur les ADPIC.

2.195. Le représentant de l'Ukraine s'est joint aux préoccupations soulevées par l'UE concernant l'application des procédures d'évaluation de la conformité et l'examen d'un délai suffisant pour la mise en conformité documentaire d'une entreprise. L'Ukraine continuerait de suivre les discussions sur ce sujet.

2.196. Le représentant de la Fédération de Russie a rappelé que le Règlement technique de l'Union économique eurasiennne sur la sécurité des boissons alcooliques avait été adopté le 5 décembre 2018 et entrerait en vigueur le 9 janvier 2021. Un délai de grâce aussi long donnerait largement la possibilité aux entreprises de s'adapter au nouveau règlement. Pour mettre en œuvre le règlement technique, la Commission économique eurasiennne avait adopté la décision n° 61 datée du 6 avril 2019 fixant les dispositions transitoires et prévoyant que les documents relatifs à l'évaluation de conformité qui avaient été délivrés avant l'entrée en vigueur du règlement technique resteraient valides jusqu'à leur expiration, mais pas au-delà du 9 janvier 2024.

2.197. S'agissant des *indications géographiques*, la législation en vigueur n'interdisait pas l'utilisation des termes "cognac", "calvados" et "champagne". Ce point avait été souligné à de nombreuses reprises lors des réunions avec l'UE et la France. En Russie, ces désignations étaient transformées en appellations génériques et n'étaient pas associées aux indications géographiques en raison de l'ancienneté de l'emploi de ces termes en URSS et même avant. En vertu des arrangements conclus entre la Fédération de Russie et la France, les appellations "cognac",

⁴⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 332](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

"champagne" et "calvados", écrites en caractères cyrilliques, pouvaient désigner des produits originaires de Russie et commercialisés dans le pays. L'intervenant a ajouté que cette disposition figurait également dans le Règlement technique sur la sécurité des boissons alcooliques, au chapitre 8 intitulé "Prescriptions relatives à l'étiquetage des boissons alcooliques". Elle prévoyait que seules les boissons originaires des régions concernées de France pouvaient porter l'étiquette "cognac", "champagne" et "calvados" en caractères romains, tandis que les produits fabriqués en Russie à des fins de consommation intérieure pouvaient les porter en caractères cyrilliques. D'autre part, a-t-il dit, les producteurs de l'UE disposaient d'une gamme complète de droits qui ne se limitaient pas au Règlement technique afin d'enregistrer leurs indications géographiques auprès du Service fédéral de la propriété intellectuelle, et il a souligné qu'ils y étaient toujours invités. C'est pourquoi le Règlement technique sur la sécurité des boissons alcoolique ne serait pas notifié au Conseil des ADPIC. La liste des documents requis aux fins des procédures d'évaluation de la conformité pouvait être consultée aux paragraphes 47 à 49 du Règlement technique.

2.198. S'agissant des *prescriptions relatives à l'étiquetage*, la Russie a expliqué que les prescriptions ordinaires fixées dans le Règlement technique de l'Union économique eurasiennne étaient fondées sur la norme pertinente de la Commission 1-1985 du Codex Alimentarius. Les prescriptions non prévues dans la norme telles que celles relatives à la teneur en alcool et aux conditions d'entreposage avaient été introduites pour protéger la sécurité des consommateurs et veiller à ce que les consommateurs adultes fassent des choix éclairés. L'intervenant a fait observer que des discussions étaient en cours à la Commission du Codex Alimentarius sur l'étiquetage des produits alcooliques car de nombreux pays estimaient que les normes applicables étaient insuffisantes ou manquaient de clarté pour les produits alcooliques. Il a également fait remarquer que l'approche de l'étiquetage adoptée dans le Règlement technique de l'Union économique eurasiennne n'était pas totalement nouvelle et que les mêmes prescriptions relatives à l'étiquetage de l'alcool étaient déjà appliquées en Russie. La Russie a assuré les Membres qu'elle restait ouverte à des discussions globales sur cette question, dans un cadre bilatéral ou dans celui de l'OMC.

2.2.4.28 Chine – Droits d'enregistrement des médicaments et des dispositifs médicaux (IMS ID 466⁴⁶)

2.199. La représentante de la République de Corée a renvoyé les Membres aux préoccupations soulevées à la précédente réunion du Comité OTC. Elle a demandé à la Chine, au cas où la réglementation actuelle serait révisée, de la partager et de la notifier à l'OMC.

2.200. Le représentant de l'Australie a rappelé les préoccupations soulevées à la précédente réunion du Comité OTC et l'intérêt que suscitait toujours l'évolution de la réglementation de la Chine relative aux médicaments et aux dispositifs médicaux. L'Australie continuait d'espérer que des discussions bilatérales constructives se tiendraient avec la Chine sur une série de sujets relatifs aux technologies de la santé, et que la coopération et les échanges de renseignements s'approfondiraient.

2.201. La représentante de la Chine a indiqué que les préoccupations de la Corée avaient été transmises à l'autorité de réglementation compétente. Elle a précisé que les droits d'enregistrement pour les médicaments et les dispositifs médicaux étaient fixés principalement en fonction du coût de l'évaluation de conformité. La différence mineure qui distinguait les droits d'enregistrement des médicaments et dispositifs médicaux importés de ceux qui étaient fabriqués en Chine s'expliquait par l'écart de coûts de fabrication et de charges de travail ainsi que par les différences de niveau prix, qui étaient dues à l'écart entre les niveaux de développement.

2.2.4.29 Chine – Mesures provisoires pour la gestion de la qualité du charbon commercial, G/TBT/N/CHN/1057 (IMS ID 477⁴⁷)

2.202. Le représentant de l'Australie a de nouveau fait part des préoccupations soulevées lors de précédentes réunions du Comité OTC, la dernière fois en juin, s'agissant notamment de la nécessité de processus d'essai du charbon transparents et conformes aux normes internationales. L'Australie respectait le droit de la Chine à s'assurer que l'utilisation de charbon sur son territoire respecte les normes environnementales. En tant que fournisseur fiable et à long terme de charbon de qualité à

⁴⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 466](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

⁴⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 477](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

la Chine, l'Australie notait une fois de plus qu'il était fait état de délais de traitement plus longs qu'à l'ordinaire pour les importations de charbon australien dans les ports chinois. Elle encourageait la fluidification des flux commerciaux et du traitement des marchandises dans les ports.

2.203. La représentante de la Chine a répété la déclaration qu'elle avait faite à la précédente réunion du Comité OTC, selon laquelle aucun ajustement n'avait été apporté aux Mesures provisoires pour la gestion de la qualité du charbon commercial. Les mesures concernées s'appliquaient au charbon national comme au charbon importé. Au cours des décennies précédentes, l'Australie n'avait jamais cessé d'être l'une des principales sources d'importation de charbon en Chine. En particulier, depuis la conclusion de l'ALE Chine-Australie, les importations de charbon en provenance d'Australie n'avaient cessé d'augmenter grâce à un traitement en franchise de droits. Les importations de charbon provenant d'Australie avaient atteint 80 millions de tonnes en 2018, soit 29% du total des importations de charbon. S'agissant de l'inspection des charbons, en vertu de la Loi sur l'inspection des produits d'importation et d'exportation et de ses règlements d'application connexes, toutes les marchandises importées devaient être inspectées par le Bureau d'inspection et de quarantaine à l'entrée et à la sortie du territoire de la Chine. Les méthodes chinoises comme les méthodes internationales étaient acceptées. Toutefois, a poursuivi l'intervenante, l'inspection par une tierce partie ne pouvait pas remplacer l'inspection réglementaire. Dans le même esprit, l'inspection préalable à l'expédition ne pouvait pas remplacer l'inspection conduite au port de déchargement pour ces marchandises en vrac.

2.2.4.30 Inde – Projet de règlement de 2015 sur l'innocuité des aliments et les normes alimentaires (Normes pour les boissons alcooliques), [G/TBT/N/IND/51](#) (IMS ID 494⁴⁸)

2.204. La représentante de l'Union européenne a de nouveau fait part de ses préoccupations concernant cette mesure. L'UE saluait la publication du règlement relatif aux additifs pour les boissons alcooliques au Journal officiel en août 2017, bien que toutes les préoccupations de l'UE n'aient pas été prises en considération. L'intervenante a rappelé que le règlement relatif aux normes pour les boissons alcooliques avait été publié en avril 2018 et qu'il s'appliquait depuis avril 2019, à l'exception du paramètre de la levure dans différentes catégories de bières et de la modification de certaines dispositions particulières, pour lesquelles une prorogation de six mois avait été annoncée. L'UE saluait également la notification à l'OMC, en juillet 2019, de plusieurs modifications des normes. L'intervenante a remercié l'Inde d'avoir tenu compte de la plupart des observations de l'UE et d'avoir prorogé de six mois le délai d'entrée en vigueur de certaines dispositions. Toutefois, le règlement continuait de soulever des préoccupations. L'intervenante a demandé aux autorités indiennes d'envisager la mise en conformité avec les normes de l'OIV.

2.205. L'UE demandait en particulier à l'Inde de tenir compte des préoccupations suivantes: i) l'absence de clause d'épuisement des stocks (afin de permettre la vente de produits déjà présents sur le marché indien jusqu'à épuisement des stocks pour minimiser les incidences pour les opérateurs économiques) et de période de transition; ii) la présence de certaines spécifications techniques (teneur maximale en alcool, teneur en sucre, certaines définitions des vins) susceptibles de ne pas être conformes aux normes internationales ou aux pratiques couramment acceptées sur le plan international et de se traduire par des effets néfastes sur le commerce international; iii) certaines prescriptions relatives à l'étiquetage étaient jugées excessives (résidus d'additifs dans le produit final) et pourraient déclencher des contrôles techniques supplémentaires susceptibles de se traduire par des obstacles injustifiés au commerce; iv) le Règlement prévoyait également la nécessité de répondre à des paramètres d'analyse excessifs qui se traduiraient par des contrôles techniques supplémentaires (extraits de résidus, teneur plus forte en alcool, fer). Ces contrôles techniques supplémentaires étaient susceptibles de créer des obstacles injustifiés au commerce.

2.206. Le Groupe scientifique de l'Autorité indienne de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes (FSSAI) s'était réuni en mars 2019 pour examiner les principales préoccupations de l'UE encore en suspens, mais l'Inde avait rejeté la plupart des demandes. En mai, l'UE avait de nouveau expliqué ses préoccupations aux autorités indiennes, en l'espèce au président-directeur général de la FSSAI. Elle espérait que les discussions se poursuivraient afin de trouver une solution acceptable à ces questions en suspens.

⁴⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 494](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.207. La représentante des États-Unis approuvait le point de vue de l'Inde selon lequel l'exactitude des renseignements figurant sur les étiquettes des produits alimentaires était indispensable pour que les consommateurs fassent des choix alimentaires éclairés, sains et nutritifs, et elle s'est dite favorable à l'objectif indien de santé publique consistant à réduire les facteurs comportementaux de risque réel pouvant être modifiés, y compris les facteurs de risque liés au régime alimentaire et concernant les maladies non transmissibles. Toutefois, les États-Unis étaient déçus que l'Inde n'ait pas semblé avoir tenu compte de la plupart des observations qu'ils avaient formulées au sujet du texte révisé et notifié en juillet 2019. L'Inde avait-elle estimé que si les renseignements nutritionnels figuraient sur fond rouge, les consommateurs éviteraient certains produits alimentaires contenant des nutriments utiles? Certaines des questions spécifiques figurant dans les observations des États-Unis du 6 septembre 2019, et auparavant dans celles du 5 juillet 2018, portaient sur l'absence de classe d'âge correspondant à la définition du terme "enfants" et de définition de la publicité pour enfants sous quelque forme que ce soit. Les États-Unis doutaient également de la justification scientifique utilisée par l'Inde pour fixer le seuil de nutriments applicable à telle et telle catégorie de produits alimentaires dans la liste 1, seuil qui serait utilisé pour déterminer les produits alimentaires figurant sur la liste qui comportaient une quantité totale "élevée" de gras ou de sodium, obligeant ainsi à faire figurer les renseignements nutritionnels sur fond rouge sur l'étiquette principale, et à ajouter les termes "par portion" aux renseignements figurant sur l'étiquette apposée sur la face principale du paquet, sans qu'il soit aucunement précisé si les volumes de 100g-100ml correspondaient à une portion.

2.208. S'agissant des boissons alcooliques, la prescription indienne relative à une déclaration de mise en garde était particulièrement préoccupante. Comme ils l'avaient indiqué dans leurs observations de septembre 2019, les États-Unis demandaient à l'Inde quelles données factuelles elle avait examiné pour libeller le texte de mise en garde "La consommation d'alcool nuit à la santé". L'intervenante a déclaré que dans son pays, la déclaration de mise en garde du TTB figurant sur les boissons alcooliques était ainsi rédigée: "La consommation de boissons alcooliques nuit à votre capacité à conduire ou à faire fonctionner des machines et peut causer des problèmes de santé." L'Inde avait-elle envisagé la possibilité qu'une mise en garde moins précise constitue une approche moins restrictive pour le commerce afin d'atteindre son objectif légitime?

2.209. L'intervenante a déclaré que son pays jugeait encourageant le fait que l'Inde tienne des consultations de parties prenantes avec des représentants de la branche de production et des groupes de consommateurs, et a espéré que les renseignements ainsi collectés seraient incorporés dans la réglementation. Il était également demandé à l'Inde d'examiner toutes les observations que les États-Unis avaient formulées sur la notification du 28 mai 2018 et sur le texte révisé notifié en juillet 2019 avant d'achever la révision du règlement. Les États-Unis saluaient la poursuite des discussions sur ce projet entre l'autorité indienne de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes et le Département de l'agriculture et les représentants de la FDA à l'Ambassade américaine à Delhi; ils espéraient que le dialogue bilatéral se poursuivrait et que l'Inde continuerait d'échanger avec les parties prenantes du secteur à mesure que l'élaboration de ces prescriptions se poursuivait. L'intervenante a rappelé que son pays avait formulé des observations sur une autre proposition de règlement modificatif de 2019 sur l'innocuité des aliments et les normes alimentaires (boissons alcooliques) notifiée dans le document [G/TBT/N/IND/104](#) et s'est enquis de la date à laquelle une réponse pouvait être espérée.

2.210. La représentante de l'Australie a reconnu le droit du gouvernement indien à prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique mais a souligné l'importance du respect des obligations dans le cadre de l'OMC, en particulier les règles selon lesquelles les mesures devaient être mises en œuvre de manière non discriminatoire et sans produire plus d'effets restrictifs pour le commerce qu'il n'était nécessaire. L'Australie était d'avis que les modifications que l'Inde projetait d'apporter à sa réglementation sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires concernant les boissons alcooliques restreindraient la capacité des viticulteurs à s'adapter au réchauffement du climat, tant en Australie qu'en Inde. L'intervenante a expliqué qu'en Australie, les viticulteurs étaient autorisés, en vertu du Code australo-néo-zélandais des normes alimentaires, à ajouter de l'eau pour diluer la forte teneur en sucre des moûts afin de favoriser la fermentation. L'ajout d'eau se faisait dans des circonstances très rares, en raison d'impératifs techniques, en faibles volumes pour favoriser la fermentation.

2.211. L'Australie a encouragé l'Inde à envisager d'autoriser l'ajout de quantités d'eau limitées pour faciliter la fermentation et permettre aux viticulteurs de répondre efficacement au problème des "fermentations bloquées". L'intervenante a remercié l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits

alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde d'avoir invité l'Australie à proposer un autre libellé du règlement afin de parvenir à ce résultat. Étant donné que les règlements australiens autorisaient l'ajout d'eau pour diluer les moûts à forte teneur en sucre afin de favoriser la fermentation, les prescriptions relatives aux essais pouvaient avoir de fortes incidences sur le commerce entre les deux pays. Des éclaircissements étaient souhaités sur les essais auxquels, si les modifications de l'Inde étaient mises en œuvre, le vin serait soumis pour déterminer si de l'eau avait été ajoutée afin de diluer les moûts de raisin à forte teneur en sucre. D'autre part, des précisions étaient demandées concernant le libellé modificatif proposé pour 'déclarer la gamme de sucre comme spécifié dans les présents règlements'. L'Australie estimait qu'un tel libellé pouvait susciter la confusion: les viticulteurs devraient-ils déclarer la teneur en sucre ou apposer une mention telle que "brut", "sec" or "doux", comme il était proposé dans une autre section du règlement? L'Australie a demandé comment et quand le règlement serait mis en œuvre, notant que la notification ne comportait pas de proposition de date d'adoption et d'entrée en vigueur. Il était également demandé à l'Inde d'accorder une période de transition aux entreprises, en particulier les importateurs, afin qu'elles s'adaptent aux nouvelles prescriptions, et de tenir compte des produits déjà en transit.

2.212. La représentante de l'Inde a rappelé les déclarations faites lors des précédentes réunions du Comité OTC qui précisaient ces points. Elle a déclaré que ces règlements avaient été élaborés en tenant compte des observations des parties prenantes, y compris celles des Membres de l'OMC, et en gardant à l'esprit les circonstances et les pratiques qui prévalaient en Inde. Les observations adressées par l'UE et par les États-Unis avaient été dûment prises en considération et, le cas échéant, des modifications appropriées avaient été apportées au Règlement. Certaines questions concernant les prescriptions relatives à l'étiquetage avaient également été abordées lors de précédentes interventions. L'intervenante a indiqué que les questions additionnelles soulevées pendant la réunion seraient transmises à la capitale pour qu'il y soit dûment répondu et, en outre, que les Membres souhaitant soulever des questions en la matière étaient invités à se rapprocher de la FSSAI, l'autorité de réglementation concernée pour les délibérations à venir au sein de son groupe scientifique.

2.2.4.31 Fédération de Russie – Règles relatives à la certification du ciment, [G/TBT/N/RUS/48](#), [G/TBT/N/RUS/49](#) (IMS ID 497⁴⁹)

2.213. La représentante de l'Union européenne a renvoyé le Comité aux déclarations faites lors de plusieurs réunions précédentes du Comité OTC. Les notifications russes figurant dans les documents [G/TBT/N/RUS/48](#) et [G/TBT/N/RUS/49](#) renvoyaient l'une et l'autre à des mesures qui avaient déjà été adoptées et qui étaient entrées en vigueur lors de leur notification. Ce n'était pas conforme à l'article 2:9 de l'Accord OTC. Les observations sur ces deux mesures avaient été adressées à la Russie en mai et en juin 2016 mais il n'y avait jamais été répondu. L'UE regrettait profondément que la Russie continue d'adopter dans le domaine de la certification du ciment des mesures restrictives qui étaient disproportionnées, injustifiées et non notifiées à l'OMC avant leur entrée en vigueur. Depuis l'introduction de la certification obligatoire du ciment, les exportations de ciment de l'UE vers la Fédération de Russie étaient pratiquement bloquées – à l'exception du ciment blanc, nécessaire à l'industrie russe. L'UE se félicitait de l'annonce selon laquelle une nouvelle norme relative à la certification du ciment serait révisée et a demandé des renseignements actualisés sur le calendrier prévu pour son adoption et, en particulier, sa notification au titre de l'Accord OTC, ainsi que des renseignements plus détaillés sur son contenu. L'UE accueillait favorablement l'échange bilatéral qui avait eu lieu entre les autorités russes et celles de l'Union en octobre 2019, lors duquel les autorités russes avaient confirmé que la nouvelle norme sur le ciment serait notifiée au stade du projet, conformément à l'Accord OTC. De plus, l'UE croyait comprendre que cette mesure serait notifiée avant mars 2020. Elle a demandé que ces points soient confirmés.

2.214. La représentante de l'Ukraine a dit suivre avec grand intérêt l'évolution des nouvelles modifications de la norme de certification du ciment et a demandé à la Russie d'informer le Comité du contenu des modifications qu'il était prévu d'adopter et de leur état d'avancement. Elle a demandé que la Russie élabore et mette en œuvre ces modifications en respectant pleinement les principes de l'OMC tels que la transparence, la non-discrimination et la pertinence, et qu'elle tienne compte des normes et meilleures pratiques internationales existantes.

⁴⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 497](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.215. Le représentant de la Fédération de Russie a répondu que la disposition relative à la norme GOST R en question consistait à assurer la sécurité du ciment importé en Russie. Le 3 septembre 2019, les modifications de la norme GOST R supprimant les procédures d'inspection additionnelles avaient été approuvées par l'organisme de normalisation. Ces modifications seraient notifiées à l'OMC conformément à la disposition pertinente de l'Accord OTC.

2.2.4.32 Égypte – Système d'enregistrement du fabricant (Décret n° 43/2016 et Décret n° 992/2015), [G/TBT/N/EGY/114](#), [G/TBT/N/EGY/115](#) (IMS ID 505⁵⁰)

2.216. Le représentant de la Fédération de Russie a remercié l'Égypte pour les réunions bilatérales fructueuses et les échanges exhaustifs qui s'étaient tenus sur cette question. Des préoccupations persistaient concernant l'enregistrement des entreprises et des exportateurs autorisés à fournir des produits à l'Égypte. La Russie a réitéré les déclarations faites lors des précédentes réunions du Comité OTC et au Conseil du commerce des marchandises. Les procédures d'évaluation de la conformité prescrites dans la mesure n° 43 et notifiées dans le document [G/TBT/N/EGY/114](#) étaient discriminatoires et plus restrictives pour le commerce qu'il n'était nécessaire. L'incidence économique de cette mesure sur les exportateurs russes enregistrés en 2016 s'élevait à environ 100 millions de dollars USD par an et les exportateurs futurs se heurteraient aux mêmes difficultés. Le processus était complexe et redondant, et sans lien avec la sécurité des produits. Les exportateurs russes rencontraient des difficultés liées au fait que la procédure comportait plusieurs étapes: une fois rédigés et traduits, les documents étaient transmis à un cabinet d'avocats égyptien pour vérification. Puis ils étaient vérifiés par un notaire et transmis à l'Organisation générale du contrôle des exportations et des importations. La documentation relative aux exportateurs russes était actuellement au Ministère du commerce et de l'industrie de l'Égypte et il n'y avait donc aucune raison pour que les entreprises n'aient pas été enregistrées dans le système depuis 2016. En tant que partenaire commercial majeur, la Russie demandait à l'Égypte de réexaminer cette mesure car il était très important que le commerce bilatéral se fasse dans des conditions prévisibles, transparentes et mutuellement bénéfiques, conformément aux principes établis dans les Accords de l'OMC. Il était également demandé à l'Égypte de fournir des renseignements pertinents sur l'état de l'enregistrement des fabricants d'acier russes.

2.217. La représentante de l'Union européenne a de nouveau fait part de ses préoccupations concernant les prescriptions égyptiennes relatives à l'enregistrement des fabricants et des importateurs. Elle a remercié les autorités égyptiennes pour les échanges bilatéraux sur l'état d'avancement de l'enregistrement des entreprises de l'UE. Les autorités égyptiennes avaient informé l'UE que le comité nouvellement créé au sein du Ministère du commerce avait permis des progrès substantiels en matière d'enregistrement, conformément au Décret n° 43/2016. Toutefois, les branches de production de l'UE, en particulier le secteur de la céramique, continuaient de faire état de longs retards dans le processus d'enregistrement et de graves difficultés pour obtenir des renseignements sur l'état d'avancement de leur enregistrement. L'UE a demandé que toutes les entreprises ayant transmis un dossier complet soient enregistrées sans délai; que les autorités égyptiennes fournissent des statistiques actualisées sur l'enregistrement des entreprises de l'UE, en particulier sur le nombre de demandes d'enregistrement en attente par État membre; et que le dialogue se poursuive sur la manière de faciliter la mise en conformité avec les prescriptions relatives à l'enregistrement. Enfin, l'UE a de nouveau invité l'Égypte à suspendre ou à améliorer profondément le processus d'enregistrement en vue de libéraliser les échanges. Les précédentes déclarations faites au Comité OTC contenaient des détails sur cette question.

2.218. Le représentant du Brésil a remercié l'Égypte d'avoir créé un nouveau comité chargé d'examiner toutes les demandes en attente afin de faciliter et d'accélérer le processus d'enregistrement. Des progrès avaient été accomplis avec l'enregistrement très récent d'entreprises brésiliennes. Toutefois, l'enregistrement d'au moins un grand producteur d'articles de table était encore en suspens. Cette entreprise avait déjà engagé des dépenses importantes pour obtenir les certificats de qualité mais n'était toujours pas enregistrée du fait de la courte période de validité de ces certificats et des procédures définies dans le Système d'enregistrement des fabricants de l'Égypte avant la création du comité susmentionné. Le Brésil espérait que le nouveau comité agirait rapidement pour lever cette préoccupation.

⁵⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 505](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.219. La représentante de l'Égypte a remercié les Membres avec lesquels des réunions bilatérales s'étaient tenues en marge du Comité. Elle a renvoyé à la déclaration que l'Égypte avait faite à la précédente réunion du Comité OTC en juin: dans le cadre de ses efforts pour répondre aux préoccupations formulées par plusieurs partenaires commerciaux, l'Égypte avait créé un nouveau comité chargé d'examiner toutes les demandes en attente pour faciliter et accélérer la finalisation du processus d'enregistrement. Depuis la création du comité susmentionné et jusqu'à la fin septembre 2019, 158 demandes en attente provenant de 17 partenaires commerciaux majeurs avaient été traitées et approuvées, et 2 216 entreprises étaient enregistrées à la fin septembre 2019. Le comité poursuivrait l'examen des demandes en attente comme le demandaient les partenaires commerciaux. L'Égypte a demandé à nouveau aux Membres dont des entreprises faisaient face à des problèmes spécifiques ou à des retards d'enregistrement de transmettre la liste des entreprises concernées afin qu'elle soit communiquée au comité de révision.

2.2.4.33 Chine – Normes nationales relatives aux limites concernant les composés organiques volatils applicables aux meubles, [G/TBT/N/CHN/1094](#), [G/TBT/N/CHN/1095](#), [G/TBT/N/CHN/1096](#) (IMS ID 509⁵¹)

2.220. Le représentant de l'Union européenne a renvoyé aux préoccupations soulevées lors de plusieurs des précédentes réunions du Comité OTC. L'UE croyait comprendre que quatre normes obligatoires pour les meubles seraient élaborées dans les années suivantes et l'intervenant a demandé si la Chine envisageait de notifier ces normes conformément à l'Accord OTC. L'UE a demandé confirmation que la norme "Limites applicables aux substances dangereuses pour les meubles" remplacerait les normes précédemment notifiées. Pour aider à faciliter la mise en œuvre, l'UE demandait les renseignements suivants concernant la portée de ces nouvelles normes proposées:

- Concerneraient-elles les mêmes catégories de meubles que dans les normes précédemment envisagées, et si oui, lesquelles?
- Engloberaient-elles davantage de catégories de meubles et si oui, lesquelles?
- Quelles limites de quelles substances dangereuses seraient couvertes par les normes obligatoires – en particulier les "Limites applicables aux substances dangereuses pour les meubles"?
- Dans la mesure où il pouvait être utile d'envisager l'utilisation éventuelle des normes ISO, qu'elles existent déjà ou qu'elles soient en cours d'élaboration – la Chine serait-elle prête, le cas échéant, à participer à un travail collaboratif de la sorte?
- Quelle autorité chinoise serait chargée de l'élaboration de la nouvelle norme? S'agirait-il du Comité national de normalisation ou d'un autre organisme et, dans ce cas, lequel?

2.221. Suite à sa précédente offre de tenir des réunions techniques, l'UE demeurait disposée à organiser des discussions techniques à Bruxelles sur les questions relatives à ces normes et à toute autre norme pertinente concernant les meubles, comme l'avait initialement proposé la Chine en juin 2017. À ces fins, l'UE a réitéré sa demande que la Chine désigne son point de contact pour l'organisation d'une telle réunion. Elle a proposé d'associer la branche de production au processus d'élaboration de ces normes. Une fois de plus, elle a demandé à la Chine de notifier les normes annoncées conformément à l'Accord OTC.

2.222. La représentante de la Chine a informé le Comité qu'en mai 2019, l'Administration chinoise de normalisation (SAC) avait publié un plan visant à réviser la norme nationale obligatoire des Limites applicables aux substances dangereuses pour les meubles, qui relevait du Ministère de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT). Ce projet devait intégrer trois projets de normes nationales obligatoires, ainsi que le contenu pertinent des limites applicables aux substances dangereuses dans la norme nationale obligatoire des Limites applicables aux substances dangereuses dans les matières plastiques (GB 28481-2012). Une fois intégrée, la norme nationale obligatoire relative aux Limites applicables aux substances dangereuses pour les meubles couvrirait des produits allant des meubles en bois, des matelas et canapés d'ameublement rembourrés et des

⁵¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 509](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

meubles en matières plastiques aux meubles en pierre, etc. Les substances dangereuses étaient les suivantes: le formaldéhyde, les composés organiques volatils, la migration de métaux lourds, les amines aromatiques décomposées, les retardateurs de flamme, le phtalate, les éléments radioactifs, etc. La norme était encore en cours d'élaboration et le MIIT espérait achever la préparation du projet de norme au premier semestre 2021, puis le soumettre à l'Administration chinoise de normalisation pour approbation. Pendant le processus d'élaboration de la norme, la Chine respecterait les principes d'ouverture et de transparence, solliciterait les points de vue de tous les acteurs, tiendrait dûment compte des normes ISO connexes et intégrerait activement les observations des entreprises à participation étrangère et des experts dans l'élaboration et dans la révision de la norme.

2.2.4.34 Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu – Projet de loi sur l'agriculture biologique, [G/TBT/N/TPKM/225](#), [G/TBT/N/TPKM/225/Add.1](#), [G/TBT/N/TPKM/225/Add.2](#) (IMS ID 511⁵²)

2.223. Le représentant de l'Union européenne a remercié le Taipei chinois pour le dialogue bilatéral sur la réforme de son règlement concernant les produits biologiques. La nouvelle Loi sur l'agriculture biologique avait été promulguée le 30 mai 2018. Le projet de règlement d'application de la nouvelle loi avait été notifié le 7 janvier 2019. L'Union européenne avait adressé ses observations sur le règlement d'application le 14 mars 2019 et le Taipei chinois y avait répondu le 22 mars 2019. Des échanges bilatéraux s'étaient récemment tenus avec le Taipei chinois. L'UE regrettait profondément que la nouvelle loi n'accorde qu'une période de transition de 2 ans, après quoi la reconnaissance unilatérale de 16 États membres expirerait. Les conséquences seraient disproportionnées pour les partenaires commerciaux et un arrangement de transition plus flexible devrait être examiné à l'avenir. La principale préoccupation de l'UE concernait la manière dont la Loi sur l'agriculture biologique serait mise en œuvre. L'UE étant le deuxième exportateur de produits biologiques vers le Taipei chinois, ce système devait être efficace et éviter toute perturbation des échanges commerciaux, qui pénaliseraient les détaillants et les consommateurs du Taipei chinois. L'UE a demandé au Taipei chinois de mettre rapidement au point un outil de renseignement précis afin de permettre aux opérateurs européens et aux organes de contrôle de se familiariser avec les nouvelles procédures d'importation, ainsi qu'une reconnaissance rapide des organes de contrôle européens par les autorités compétentes du Taipei chinois. L'intervenant a également demandé au Taipei chinois de reconnaître les normes européennes pour les produits provenant de l'Union. Ce n'était pas encore le cas puisqu'en pratique, la conformité avec les normes du Taipei chinois restait soumise à vérification. Il en résultait d'énormes problèmes pour le commerce et, compte tenu du niveau élevé des normes européennes, le Taipei chinois pouvait avoir pleinement confiance: en respectant les normes européennes, les produits provenant de l'UE étaient sûrs. L'UE étant un marché unique appliquant une seule et même norme de production, cette reconnaissance devrait englober les 28 États membres.

2.224. Le représentant du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a indiqué que la loi était entrée en vigueur le 30 mai 2018 et que toutes ses dispositions étaient uniformément applicables à chacun des Membres de l'OMC. La loi offrait deux options aux partenaires commerciaux pour exporter leurs produits biologiques vers le Taipei chinois. Elles consistaient soit à signer un traité de reconnaissance mutuelle de l'équivalence des normes dans l'agriculture biologique ou d'autres documents avec le Taipei chinois, soit, pour les organismes de certification des Membres, à solliciter une accréditation directe auprès du Taipei chinois. Cette pratique était conforme à celle de l'UE et ne constituait aucunement un obstacle au commerce. Le Taipei chinois dialoguait avec l'UE depuis 2010 concernant l'équivalence des normes biologiques et avait fait part à de nombreuses reprises de son intention d'entamer des consultations en vue d'aboutir à une équivalence des normes dans l'agriculture biologique. Ce n'est qu'en septembre 2018 qu'à l'occasion d'une visite dans l'UE, une délégation du Taipei chinois a été informée que l'examen de la demande d'équivalence et la signature subséquente d'un accord bilatéral de reconnaissance ne pourraient pas avoir lieu avant la date fixée dans la loi de promotion de l'agriculture biologique. Pour faciliter les échanges, les deux parties avaient organisé une visioconférence bilatérale le 14 décembre 2018 afin de discuter des questions relatives à l'agriculture biologique à un niveau technique. Elles avaient abordé les règlements relatifs à l'accréditation des organismes de certification, et il était apparu clairement que si l'accord de reconnaissance mutuelle de l'équivalence des normes dans l'agriculture biologique n'était pas conclu avant la fin de la période de grâce, les produits agricoles biologiques certifiés par les organismes de certification de l'UE accrédités par le Taipei chinois pourraient continuer d'être exportés.

⁵² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 511](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.225. Neuf ans s'étaient écoulés depuis que le Taipei chinois avait entrepris de nouer un lien bilatéral avec l'UE en matière d'équivalence des normes dans l'agriculture biologique. Le Taipei chinois a demandé à l'UE de prêter attention à l'importance de cette équivalence et se tenait prêt à poursuivre le dialogue bilatéral sur cette question.

2.2.4.35 Union européenne – Production biologique et étiquetage – Maté (erva mate) (IMS ID 524⁵³)

2.226. Le représentant du Brésil a rappelé ses préoccupations concernant l'étiquetage de l'erva mate biologique dans l'UE. Tout en se félicitant des éclaircissements et des modifications réglementaires apportés par le Règlement (UE) n° 848/2018, le Brésil restait d'avis que le refus injustifiable de prévoir une solution de transition constituait un obstacle non nécessaire au commerce. Comme indiqué lors de précédentes réunions, cette mesure, parce qu'elle n'incluait pas l'"erva-mate" dans la liste des produits biologiques sans aucun fondement technique ou scientifique, était discriminatoire et plus restrictive pour le commerce que nécessaire. Les producteurs brésiliens se verraient refuser un accès équitable aux marchés de l'UE jusqu'en janvier 2021, sans aucune espèce de compensation.

2.227. Le représentant de l'Union européenne a fait observer que des réponses avaient été apportées à cette question lors de précédentes réunions du Comité OTC, ainsi que dans un cadre bilatéral. L'erva-mate ne relevait pas du champ actuel du Règlement sur la production biologique (Règlement (CE) n° 834/2007) et il était impossible de le modifier. Toutefois, l'UE a fait remarquer que comme l'avait proposé la Commission européenne, le nouveau Règlement (UE) n° 2018/848 sur la production biologique et l'étiquetage adopté le 30 mai 2018 par le Parlement européen et le Conseil incluait le Maté dans son champ d'application. Le nouveau Règlement entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

2.2.4.36 Chine – Loi sur la cybersécurité (IMS ID 526⁵⁴)

2.228. La représentante du Japon a indiqué que des préoccupations persistaient quant à la "Loi sur la cybersécurité" de la Chine qui était entrée en vigueur le 1^{er} juin 2017. Elle a renvoyé le Comité à la déclaration faite lors de la réunion du Comité OTC de juin 2019. D'autre part, le Japon était préoccupé par le règlement d'application connexe et a demandé à la Chine de notifier les règlements d'application au Comité OTC et de tenir compte des observations émanant des parties prenantes. Le Japon a également demandé à la Chine d'accorder des délais d'adaptation suffisants entre leur finalisation et leur mise en œuvre, afin d'appliquer ces mesures de manière transparente.

2.229. La représentante de la République de Corée a soulevé des préoccupations relatives à l'article 31 de la loi qui fixait les critères de désignation des infrastructures d'information essentielles, et à l'article 35 qui établissait les normes et procédures relatives à un examen de sécurité des produits et services de TI qui étaient utilisés pour les infrastructures d'information essentielles. Le champ de la désignation des infrastructures d'information essentielles était trop général, et il était difficile de savoir si les produits et services de TI devaient ou non être soumis à l'examen de sécurité nationale. En outre, la procédure d'évaluation pour l'examen de sécurité nationale n'avait pas été clarifiée, ce qui pourrait se traduire par un mésusage non nécessaire du règlement et par une atteinte aux droits de propriété intellectuelle. La Corée a demandé des éclaircissements concernant les critères de désignation des infrastructures d'information essentielles et la portée de l'examen de sécurité nationale. D'autre part, elle a demandé qu'une clause soit ajoutée concernant les procédures empêchant les fuites de renseignements commerciaux confidentiels pendant l'examen de sécurité nationale. Enfin, la Corée a demandé que toutes les lois subsidiaires et autres mesures d'application liées aux lois sur la cybersécurité qui étaient en cours d'élaboration ou de révision soient notifiées à l'OMC afin de permettre aux parties prenantes internationales de présenter leurs observations.

2.230. Le représentant de l'Union européenne a renvoyé aux observations formulées lors des précédentes réunions du Comité OTC et a de nouveau fait part de ses préoccupations concernant l'entrée en vigueur de la Loi sur la cybersécurité le 1^{er} juin 2017. La portée des prescriptions n'était pas claire car les termes clés n'avaient pas été définis de manière suffisamment précise. Des

⁵³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 524](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

⁵⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 526](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

concepts tels qu'"infrastructures essentielles de l'information" et "produits sûrs et fiables" n'étaient pas assez clairement définis. L'UE avait des préoccupations au sujet de la norme elle-même. Elle maintenait ses préoccupations concernant la méthodologie révisée. Les références au code source avaient certes été retirées, mais la simple obligation de fournir les "documents pertinents" pour que soient vérifiées la sécurité et la contrôlabilité des produits pouvait tout à fait entraîner la divulgation du code source. L'UE a rappelé l'importance des normes internationales et a noté que la loi se référait uniquement aux normes nationales. Cela pouvait empêcher l'interopérabilité avec les normes internationales. Lors de l'élaboration de normes nationales, il serait approprié de se baser sur les normes internationales existantes et d'inviter toutes les parties prenantes concernées, y compris les entreprises à participation étrangère et les entreprises à capital entièrement étranger, à participer aux comités techniques pertinents de manière non discriminatoire. L'UE a demandé des éclaircissements concernant plusieurs des mesures d'application prévues par la Loi sur la cybersécurité de la Chine. Par exemple, l'Administration du cyberspace présentée dans les Règles de transfert de données transfrontières de la Chine continuait de susciter des inquiétudes quant à l'étendue du champ d'application de ces règlements en ce qui concernait ce que l'on considérerait comme constituant une infrastructure d'information essentielle et les types de transferts de données transfrontières touchés. Il apparaissait que la définition des renseignements essentiels couvrirait de nombreuses activités commerciales et des secteurs entiers qui n'avaient aucune influence sur la sécurité nationale. En outre, la liste des données considérées comme importantes n'était pas exhaustive. Du fait des prescriptions en matière de localisation des données et d'évaluation de la sécurité, les entreprises étrangères opérant en Chine pourraient se retrouver dans une position *de facto* moins compétitive par rapport aux opérateurs chinois.

2.231. En ce qui concernait les prescriptions en matière de certification et de sécurité applicables aux infrastructures d'information essentielles, l'UE craignait qu'elles ne conduisent à l'interdiction *de facto* des produits et services des entreprises à participation étrangère qui fournissaient des produits et des services aux entreprises relevant de la notion d'"infrastructures essentielles de l'information". L'UE demandait à la Chine d'appliquer ces dispositions de manière non discriminatoire en respectant les principes de proportionnalité, de nécessité et de neutralité technologique et en garantissant une protection adéquate de la propriété intellectuelle. En outre, l'UE tenait à réitérer ses précédentes demandes d'éclaircissements sur la relation avec les systèmes de protection multiniveaux (MLPS) existants et sur le calendrier prévu pour la mise en œuvre. Elle notait avec préoccupation que la Loi sur la cybersécurité s'appliquait déjà et était exécutoire (avec des amendes et des sanctions possibles), alors que les mesures d'application qui en clarifieraient la mise en œuvre n'étaient pas encore en place. La situation actuelle créait une forte incertitude pour les opérateurs économiques. L'intervenant a demandé à la Chine de préciser au Comité quand les mesures d'application seraient adoptées. Il a également demandé à la Chine de notifier au Comité OTC les projets de mesures concernant toute mise en œuvre sectorielle afin de permettre aux Membres de l'OMC et à leurs parties prenantes de présenter des observations sur tout développement ultérieur.

2.232. La représentante des États-Unis a répété la déclaration faite à la précédente réunion du Comité OTC.⁵⁵

2.233. Le représentant de l'Australie s'est joint aux préoccupations soulevées par d'autres Membres et a rappelé sa position antérieure concernant la Loi chinoise sur la cybersécurité et les lois connexes. L'Australie croyait comprendre que la Loi sur la cybersécurité avait été adoptée récemment. Compte tenu des préoccupations précédemment soulevées devant ce Comité et d'autres concernant le manque de précision de ladite loi, l'Australie a demandé à la Chine de notifier la version définitive du texte adopté. Les mesures devaient être mises en œuvre de manière non discriminatoire et sans être plus restrictives que nécessaire pour le commerce. L'Australie a exhorté la Chine à tenir compte des préoccupations des entreprises et des Membres de l'OMC concernant la mise en œuvre de ces mesures et l'élaboration de mesures futures, et espérait avoir la possibilité de travailler avec la Chine sur les projets de mesures relatives à la cybersécurité.

2.234. Le représentant du Canada a dit que dans le sillage des autres interventions de son pays concernant les PCS qui avaient trait aux mesures de la Chine en matière de cybersécurité et de cryptographie, la Canada réaffirmait sa préoccupation au sujet de cette loi. L'évolution de la mise en œuvre de la loi sur la cybersécurité était suivie de près et tout renseignement supplémentaire que la Chine pourrait fournir serait le bienvenu.

⁵⁵ [G/TBT/M/78](#), paragraphes 3.245 à 3.248.

2.235. La représentante de la Chine a dit que des échanges de vues bilatéraux constructifs avaient eu lieu avec certains partenaires commerciaux. La Loi sur la cybersécurité était la loi fondamentale dans le domaine de la cybersécurité en Chine. L'élaboration et la mise en œuvre de la loi constituaient un processus d'apprentissage en marchant. Certaines dispositions et pratiques avaient été directement empruntées aux pratiques internationales, en particulier dans les Membres en développement. La loi visait à protéger la souveraineté nationale et les intérêts publics de la Chine. Elle n'avait pas pour objectif d'empêcher les entreprises, technologies et produits étrangers d'entrer sur le marché chinois. La Chine estimait que la préoccupation relative à l'examen de sécurité nationale avait déjà été abordée.⁵⁶

2.2.4.37 Union européenne – Règlement (CE) n° 1107/2009 – non-renouvellement de l'approbation de la substance active picoxystrobine [G/TBT/N/EU/437](#) (IMS ID 535⁵⁷)

2.236. Le représentant du Brésil a fait part de ses préoccupations concernant cette mesure. Le texte intégral de la déclaration figure dans le document [G/TBT/W/681](#).

2.237. Le représentant du Paraguay a renvoyé le Comité aux déclarations faites lors de précédentes réunions du Comité OTC.

2.238. La représentante de l'Union européenne a dit que comme il avait été expliqué en détail lors des précédentes réunions du Comité OTC, la Commission européenne avait décidé de ne pas renouveler l'approbation de la picoxystrobine par le Règlement d'exécution (UE) 2017/1455 de la Commission. Les autorisations relatives aux produits phytosanitaires contenant de la picoxystrobine dans l'UE devaient être révoquées avant le 30 novembre 2017. Il était permis aux États Membres d'octroyer une période de grâce jusqu'au 30 novembre 2018 au plus tard. L'Union européenne avait notifié les pays tiers du projet de Règlement par la procédure OTC. La mesure ne provoquerait pas de perturbations immédiates du commerce puisqu'elle ne modifiait pas en tant que telle les LMR et qu'elle prévoyait une période de grâce pour l'utilisation de produits contenant de la picoxystrobine.

2.239. Compte tenu des problèmes identifiés par l'EFSA, les LMR existantes étaient examinées dans le cadre d'une mesure distincte en vue d'assurer leur innocuité pour les consommateurs. Un projet de mesure abaissant les LMR pour la picoxystrobine à la limite de quantification avait été préparé et présenté au Comité permanent sur les végétaux, les animaux, les denrées alimentaires et les aliments pour animaux. L'Union européenne avait notifié les pays tiers du projet de Règlement dans le cadre de la procédure SPS. Les observations reçues des pays et des parties prenantes hors UE étaient à la disposition du Comité permanent, auquel un résumé des points essentiels soulevés avait été présenté. Le Comité permanent avait émis un avis favorable concernant le projet. La Commission européenne avait adopté formellement les LMR révisées en janvier 2019. Il était prévu que ces LMR s'appliqueraient à partir du 13 août 2019. Toutefois, il était encore possible de présenter des demandes de tolérance à l'importation et celles-ci seraient évaluées au cas par cas par l'EFSA. Ces demandes devraient être étayées par de nouvelles données substantielles répondant aux préoccupations.

2.2.4.38 Viet Nam – Mesures concernant la cybersécurité (IMS ID 544⁵⁸)

2.240. La représentante du Japon a fait part de ses préoccupations concernant la Loi sur la cybersécurité du Viet Nam, qui avait été adoptée par l'Assemblée nationale vietnamienne en juin 2018 et qui comprenait des dispositions susceptibles de nuire à la libre circulation de l'information et à la participation des entreprises étrangères sur le marché du Viet Nam. Lors de la dernière réunion, le Viet Nam avait expliqué que le projet de Décret était en cours d'approbation par le gouvernement. Le Viet Nam avait également expliqué que les dispositions de l'article 25 relatives à la portée de l'obligation de stocker les données localement et de se doter de bureaux de représentation ou de succursales avaient été élaborées en tenant compte des principes d'ouverture et de flexibilité. Le Japon a demandé au Viet Nam de l'informer de toute modification apportée au projet précédemment publié, et de fournir des renseignements sur l'état du projet de Décret et les

⁵⁶ Chine — Administration chinoise du cyberespace – Projet de mesures d'application de l'examen de la cybersécurité des produits et services de réseaux (IMS ID 533)

⁵⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 535](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

⁵⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 544](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

mesures à venir. Le Japon souhaitait savoir si le projet de Décret dans son ensemble inclurait ou non des prescriptions techniques pour les produits et appareils de TI, et a demandé que la deuxième version du projet soit notifiée au Comité OTC. Le Viet Nam devait appliquer la loi et le Décret connexe de manière transparente et éviter qu'ils ne soient plus restrictifs que nécessaire pour le commerce, et tenir compte des observations formulées par les Membres.

2.241. La représentante des États-Unis a déclaré que la Loi sur la cybersécurité du Viet Nam suscitait de graves préoccupations et s'est dite déçue que cette loi n'ait pas été notifiée à l'OMC alors qu'elle était encore à l'état de projet. Elle a instamment prié le Viet Nam de notifier la loi et le projet de mesures d'application qui avait été publié le 2 novembre 2018 afin de permettre à toutes les parties intéressées de faire part de leurs points de vue. Le Viet Nam devrait examiner attentivement les observations formulées par les parties prenantes et en tenir compte lors de la finalisation de ces mesures. L'intervenante a invité le Viet Nam à travailler avec les États-Unis et les autres parties prenantes pour lever les préoccupations liées à la Loi sur la cybersécurité et l'a encouragé à envisager l'adoption d'une approche de la cybersécurité fondée sur les risques et s'inspirant sur les meilleures pratiques du secteur, sur des définitions largement acceptées, et sur les normes internationales. Le Viet Nam devrait tenir compte du processus de certification prévu par l'Accord sur la reconnaissance de critères communs (CCRA) lors de la finalisation du projet de mesures d'application de la Loi.

2.242. La représentante de l'Australie a indiqué que des observations sur le projet de décret d'application de la nouvelle loi avaient été communiquées. Elle a insisté sur le fait qu'il était important que la loi préserve l'esprit d'entreprise et l'adoption de plates-formes numériques au Viet Nam, favorisant ainsi la participation accrue au commerce électronique mondial, et améliorant le climat des affaires dans le pays, y compris en étant transparente, claire et conforme aux engagements en matière de commerce international et aux accords commerciaux régionaux. L'Australie partageait le point de vue selon lequel la préservation de la cybersécurité constituait un objectif politique légitime des gouvernements, mais elle s'est interrogée sur le caractère nécessaire des prescriptions figurant dans la loi et dans le projet de décret d'application pour atteindre les objectifs du Viet Nam en matière de cybersécurité. Les lois actuelles ne constituaient pas la manière la moins restrictive pour le commerce de les atteindre. L'Australie a vivement encouragé le Viet Nam à notifier les projets de décret au Comité OTC. Elle a remercié le Viet Nam pour son engagement et a dit espérer poursuivre les travaux relatifs à la mise en œuvre de la Loi sur la cybersécurité.

2.243. Le représentant de l'Union européenne a indiqué que la Loi sur la cybersécurité, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019, continuait de soulever des préoccupations. Comme lors de précédentes réunions du Comité OTC, l'UE était préoccupée par les incidences économiques potentielles de cette législation et par sa compatibilité avec les engagements du Viet Nam dans le cadre de l'OMC. L'UE s'est réjouie de la consultation publique sur le projet de Décret d'application sur la cybersécurité qui comprenait des détails complémentaires pour certains articles de la Loi sur la cybersécurité, et sur lequel l'Union européenne et le Service européen pour l'action extérieure avaient formulé des observations en décembre 2018. L'UE espérait que le Viet Nam examinerait avec sérieux les préoccupations exprimées et poursuivrait le dialogue avec elle sur cette question, afin de s'assurer de la compatibilité du projet avec les meilleures pratiques internationales. L'UE a demandé au Viet Nam de notifier ce projet de Décret d'application au Comité OTC à des fins de transparence générale et conformément à l'article 2:9 de l'Accord OTC afin de permettre une analyse approfondie du projet de décret et la présentation d'observations dans un délai raisonnable.

2.244. L'UE a invité le Viet Nam à fournir des renseignements actualisés sur tout plan visant à tenir compte des observations émanant des parties intéressées, y compris la branche de production et les parties prenantes, ainsi que sur le calendrier d'adoption du Décret d'application. L'intervenant a également demandé si le Viet Nam envisageait d'élaborer d'autres mesures d'application. L'UE a encouragé le Viet Nam à élaborer et à mettre en œuvre la Loi sur la cybersécurité et toutes les mesures d'application en respectant pleinement les principes de l'OMC tels que la non-discrimination et la proportionnalité, et à prendre en considération les normes et meilleures pratiques internationales disponibles.

2.245. Le représentant du Canada a renvoyé le Comité à la déclaration faite à la précédente réunion du Comité OTC.⁵⁹

⁵⁹ [G/TBT/M/79](#), paragraphe 3.276.

2.246. Le représentant du Viet Nam a indiqué que la Loi sur la cybersécurité et le projet de Décret d'application pour certains articles de ladite Loi n'avaient pas réglementé les prescriptions techniques relatives aux produits et appareils de technologies de l'information. La loi avait pour objectif de garantir la sécurité nationale, l'ordre social et la protection des droits et intérêts légitimes des organisations et des personnes. Le processus d'élaboration et/ou de promulgation de la loi et de son projet de décret avait été très ouvert et transparent, et pleinement conforme aux prescriptions figurant dans la Loi sur la promulgation de documents juridiques au Viet Nam. De fait, le Viet Nam publiait tous les projets de textes législatifs sur les portails gouvernementaux concernés afin de permettre aux personnes, aux organisations, aux parties prenantes vietnamiennes et étrangères d'y accéder et de présenter leurs observations. Des réunions et ateliers nombreux étaient organisés et des consultations intensives étaient conduites de sorte que le Viet Nam puisse prendre attentivement connaissance des observations et fournir aux parties intéressées des explications sur ses objectifs politiques légitimes.

2.2.4.39 Chine – Catalogue des déchets solides dont l'importation en Chine est interdite (ID 545⁶⁰)

2.247. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit reconnaître et soutenir le droit de chaque Membre de l'OMC à réglementer pour atteindre de légitimes objectifs sanitaires et environnementaux nationaux. La Nouvelle-Zélande félicitait la Chine pour les objectifs affichés et le dynamisme de sa stratégie en matière de développement durable et encourageait les mesures valables visant à limiter les effets environnementaux nocifs des déchets contaminés à l'intérieur de ses frontières. La Nouvelle-Zélande n'entendait pas remettre en cause le droit de la Chine à réglementer pour protéger son environnement. Toutefois, la Nouvelle-Zélande restait préoccupée par l'inclusion des scories de vanadium dans le catalogue chinois des importations interdites au titre de cette mesure, et réaffirmait son point de vue selon lequel les scories de vanadium étaient un coproduit fabriqué à dessein aux fins d'une utilisation finale dans la production de formes spécifiques d'acier. Les scories de vanadium n'étaient pas des déchets et ne devaient pas tomber sous le coup de mesures relatives aux déchets solides. La Nouvelle-Zélande a rappelé que la Chine était elle-même le premier producteur mondial de scories de vanadium, avec environ 500 000 tonnes de production annuelle générée en tant que coproduit des aciéries. La Nouvelle-Zélande a demandé à la Chine de préciser comment elle s'était assurée que les règles appliquées aux produits étrangers n'étaient pas moins favorables que celles qui s'appliquaient aux produits nationaux. Des explications supplémentaires étaient demandées sur la manière dont la Chine avait veillé à ce que l'interdiction d'importer des scories de vanadium ne soit pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'était nécessaire pour atteindre ses objectifs en matière de protection de la santé et de l'environnement. La Nouvelle-Zélande a remercié la Chine d'avoir participé à une discussion récente sur cette question et espérait poursuivre ce dialogue constructif pour mieux comprendre l'interprétation que faisait la Chine de la distinction entre déchets et matières autres que les déchets.

2.248. La représentante des États-Unis a renvoyé aux préoccupations soulevées à la réunion du Comité OTC de mars 2019 concernant les conséquences commerciales et environnementales négatives de l'interdiction d'importer certaines matières récupérées et des mesures d'accompagnement. La Chine avait évoqué certaines préoccupations environnementales et invoqué l'objectif légitime de la protection de l'environnement comme raison d'être de ces mesures. Pourtant, la Chine n'avait donné aucun détail sur les préoccupations environnementales spécifiques auxquelles elle espérait remédier, et encore moins sur la façon dont ces mesures restrictives – y compris une interdiction totale – étaient censées répondre à ces préoccupations environnementales. L'approche actuelle de la Chine semblait avoir l'effet inverse. Il était fort probable que l'interdiction de la Chine aurait pour effet de détourner les matières plastiques réutilisables de leurs utilisations productives comme le recyclage, pour les orienter vers le flux de déchets. Les États-Unis reconnaissaient et appréciaient l'intérêt que la Chine portait au traitement des questions environnementales légitimes. À maintes reprises, il avait été demandé de rencontrer des experts du Ministère chinois de la protection de l'environnement afin de comprendre quelles étaient les préoccupations environnementales de la Chine et pourquoi ces mesures étaient nécessaires pour y répondre, et de coopérer pour faire en sorte que les préoccupations environnementales légitimes soient traitées de la manière la moins restrictive possible pour le commerce. La Chine avait rejeté toutes ces demandes. Au lieu de tenter d'expliquer ses objectifs environnementaux et de travailler de manière constructive pour réduire au minimum les restrictions au commerce, la Chine avait poursuivi la mise en œuvre de ces mesures et même élargi le champ des matières soumises à restriction.

⁶⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 545](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.249. Les États-Unis demandaient à la Chine de suspendre immédiatement la mise en œuvre de son interdiction d'importer et de ses normes relatives au contrôle à l'importation visant les matières récupérées. La Chine était instamment priée de rompre son silence si elle souhaitait véritablement traiter les préoccupations environnementales légitimes. Et, dans l'intervalle au moins, les États-Unis demandaient à la Chine de réexaminer ces mesures d'une manière compatible avec les normes internationales existantes concernant le commerce des produits recyclés. En juillet 2018, la Chine avait publié des projets de révision de la Loi sur la prévention et la limitation de la pollution de l'environnement par des déchets solides. Tel qu'il était actuellement rédigé, ce projet de loi semblait interdire l'importation de toutes les matières recyclables en Chine. Les États-Unis étaient vivement préoccupés par la portée excessivement large de l'expression "déchets solides", qui pourrait en pratique se traduire par une interdiction générale d'importer des matières recyclables. Or les matières recyclables avaient été séparées du flux de déchets pour être recyclées en matières premières; et étaient des produits commercialisables qui s'échangeaient sur un marché mondial distinct (en d'autres termes elles avaient une valeur économique sous-jacente); de ce fait, ces qualités rendaient erronée la classification des matières recyclables parmi les "déchets". Les États-Unis demandaient instamment à la Chine de prévoir des autorisations pour le commerce des matières recyclables, ainsi que de définir et distinguer de manière appropriée les "déchets" et les matières et débris recyclables avant de finaliser et de mettre en œuvre ce projet de loi.

2.250. Le représentant du Canada a réaffirmé son soutien à la détermination de la Chine à protéger l'environnement et à limiter les effets nocifs des déchets contaminés. Toutefois, les modifications réglementaires mises en œuvre par la Chine sous forme d'interdictions, de quotas et de normes révisées contribuaient à la complexité et à l'incertitude croissantes des conditions de l'activité commerciale pour les exportateurs de déchets et de débris. Par exemple, la quantité de "débris associés" – autrement dit, de "contamination" – autorisée en vertu des normes de qualité révisée de la Chine concernant plusieurs types de déchets était nettement inférieure aux normes internationales fixées par le Bureau international de la récupération et du recyclage et l'Institute of Scrap Recycling Industries. Certaines parties prenantes canadiennes avaient fait observer qu'il serait impossible d'appliquer ces normes. D'autre part, le Canada était particulièrement préoccupé par le traitement qui serait appliqué aux granulés de bois dans le cadre des règlements. Les granulés de bois canadiens n'étaient pas contaminés. Ils étaient fabriqués à partir de fibre pure de bois forestier – résidus de l'exploitation forestière (tiges et branches de faible diamètre) et résidus (sciure) de rondins convertis en bois d'œuvre dans des scieries. Les granulés de bois étaient avantageux pour l'environnement et pouvaient contribuer à atteindre l'objectif de la Chine de renforcer la protection de l'environnement. Ils constituaient une ressource renouvelable et sobre en carbone, et leur substitution au charbon entraînait une forte réduction des gaz à effet de serre. Dans ces conditions, il était demandé à la Chine d'expliquer comment l'interdiction des granulés de bois n'était pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'était nécessaire pour atteindre ses objectifs de protection de la santé et de l'environnement. Le Canada a félicité la Chine d'avoir pris des mesures pour protéger l'environnement et limiter les effets nocifs liés aux déchets contaminés mais l'exhortait à envisager des méthodes et mécanismes moins restrictifs pour le commerce.

2.251. La représentante de la Chine a réaffirmé la position exposée à la précédente réunion du Comité OTC et figurant dans le document [G/TBT/W/653](#). Après la publication du catalogue de déchets solides, il restait en 2018 plus de 22 millions de tonnes de déchets solides importés, qui présentaient un risque grave pour la santé des personnes et de la vie animale et végétale en Chine, et qui imposait une lourde charge sur l'environnement.

2.2.4.40 Inde - Règles modifiées pour les importations de jouets (ID 546⁶¹)

2.252. La représentante des États-Unis a demandé à l'Inde de préciser la manière dont elle envisageait de mettre en œuvre une Ordonnance relative au contrôle de qualité pour les jouets, et si le projet d'ordonnance (contrôle de qualité) relative aux jouets de 2019 serait notifiée à l'OMC. Les États-Unis encourageaient l'Inde à s'assurer qu'au moins 60 jours seraient accordés aux parties intéressées pour qu'elles adressent leurs observations et lui ont demandé si elle avait établi un calendrier prévisionnel de mise en œuvre du projet d'Ordonnance (contrôle de qualité) de 2019 relative aux jouets. L'Inde avait précédemment affirmé que des contrôles renforcés sur les jouets étaient nécessaires en raison de préoccupations relatives à la sécurité des enfants. Les États-Unis ont demandé à l'Inde de fournir des renseignements concernant l'évaluation des dangers liés à des

⁶¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 546](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

jouets spécifiques et de justifier pour quelle raison il était nécessaire d'imposer à la branche de production des charges supplémentaires inhérentes à une ordonnance sur le contrôle de qualité dans ce secteur. En 2017, les États-Unis étaient le septième exportateur de jouets à destination de l'Inde. Il s'agissait principalement de jouets spécialisés provenant de petits et moyens fabricants. Les États-Unis étaient également le pays d'origine de deux des plus grandes entreprises mondiales de jouets et pour elles, le marché indien des jouets représentait une valeur d'environ 75 à 100 millions de dollars USD en 2016. Les exportations américaines provenant de petites et moyennes entreprises avaient reculé depuis que l'Inde avait imposé en 2016 que les essais soient conduits sur son territoire. Le préjudice potentiel de cette modification des règles commerciales était très préoccupant. Avant les modifications réglementaires notifiées dans le document [G/TBT/N/IND/68](#), l'Inde employait ce que beaucoup considéraient comme la "norme d'or" des régimes de réglementation des jouets – les fabricants de jouets pouvaient soumettre leurs jouets à des essais selon les normes ASTM, ISO ou EN dans le pays de fabrication et dans des laboratoires accrédités par le système de l'ILAC. L'intervenante a demandé à l'Inde d'expliquer pour quelles raisons il n'était désormais plus approprié d'effectuer des essais selon ces normes internationales dans le pays de fabrication par des laboratoires étrangers accrédités pour garantir la sécurité des jouets.

2.253. Les représentants de l'[Union européenne](#) et du [Canada](#) se sont joints aux observations des États-Unis et ont renvoyé le Comité aux déclarations faites à la précédente réunion du Comité OTC.⁶²

2.254. La représentante de l'[Inde](#) a indiqué que les réponses aux demandes des Membres avaient été apportées lors de plusieurs réunions du Comité OTC. L'examen de l'Ordonnance de 2019 relative au contrôle de la qualité des jouets était à un stade avancé et le texte serait prochainement notifié à l'OMC afin que les Membres aient le temps de formuler des observations dans des délais raisonnables. L'Inde a dit espérer que cela clarifiait certaines des questions soulevées par les Membres. Pour toute autre préoccupation, l'intervenante a demandé aux Membres de transmettre leurs déclarations afin que la capitale puisse apporter des précisions complémentaires.

2.2.4.41 Viet Nam – Décret n° 116/2017/ND-CP réglementant les conditions de fabrication, d'assemblage et d'importation des véhicules automobiles, la garantie automobile et les services de maintenance (ID 549)⁶³

2.255. Le représentant de la [Fédération de Russie](#) a remercié le Viet Nam d'avoir tenu des consultations bilatérales mais s'est dit très préoccupé par les dispositions du Décret mentionné, en particulier l'article 6:2 qui imposait des essais supplémentaires pour chaque expédition de nouvelles voitures importées sur le territoire douanier du Viet Nam. Tout en saluant l'objectif du Viet Nam de protéger l'environnement, la Russie jugeait la mesure discriminatoire à l'égard des produits étrangers du fait de l'interprétation inappropriée des normes internationales, en l'espèce l'Accord CEE/ONU de 1958, des régimes de certification différents pour les voitures produites sur le territoire du Viet Nam, et de l'application de procédures d'évaluation de la conformité non nécessaires.

2.256. Un lot de voitures russes avait été retenu au port de Haiphong pendant cinq mois environ afin de procéder à la certification requise. La Russie avait été informée que pour accomplir toutes les procédures, les nouvelles automobiles devaient avoir effectué un essai de rodage de 3 000 kilomètres dans une zone spécifique et pour une valeur de 5 000 dollars USD. L'intervenante a indiqué qu'en raison de leur longue période d'entreposage dans le port d'entrée, dans des conditions humides, les nouvelles automobiles étaient généralement couvertes de rouille; de ce fait, leur mise sur le marché n'était ni pertinente ni profitable. Après l'essai de rodage, 10 000 dollars USD étaient facturés pour conduire des essais supplémentaires. Ces coûts supplémentaires, exigés afin d'accomplir les procédures d'évaluation obligatoires pour les voitures importées, étaient devenus une charge insurmontable qui empêchait les importateurs de livrer les produits appartenant à une certaine gamme de prix. La Russie a souligné que cette situation remettait en question la pertinence qu'aurait le développement futur des exportations de nouvelles voitures à destination du Viet Nam en raison des lourdes pertes de temps et d'argent qu'enregistraient les fournisseurs et les consommateurs. Les exportations vers le Viet Nam de nouvelles voitures provenant de la Fédération de Russie avaient reculé de 74% en 2018 par rapport au même indicateur en 2016, en dépit de la libéralisation des droits de douane conclue sur un plan

⁶² [G/TBT/M/78](#), paragraphes 3.286 et 3.287.

⁶³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 549](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

bilatéral pour cette catégorie de produits. En conclusion, la délégation de la Russie a demandé au Viet Nam de réexaminer cette mesure et de la mettre en conformité avec les règles de l'OMC, en particulier l'article 5:1:1 de l'Accord OTC et l'article III du GATT de 1994.

2.257. La représentante de la Thaïlande a de nouveau fait part de ses préoccupations concernant la mise en œuvre du Décret n° 116 et des circulaires connexes qui, du point de vue de son pays, n'étaient pas compatibles avec les obligations faites au titre de l'Accord OTC afin de veiller à ce que l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre de propositions de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité n'aient pas pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Elle a indiqué que la règle consistant à soumettre chaque lot de voitures importées à des essais et d'imposer les certificats d'homologation des véhicules par type exigés par le Décret n° 116 était plus stricte que nécessaire et non conforme aux pratiques internationales. De plus, les mesures entraînaient une hausse considérable des coûts supplémentaires et des délais de dédouanement pour les importateurs, sans renforcer la sécurité ni favoriser les objectifs environnementaux. De surcroît, les services techniques du Viet Nam étaient insuffisants, ce qui provoquait des retards d'importation et affectait profondément le commerce. La Thaïlande se réjouissait de la nouvelle selon laquelle le Viet Nam avait entrepris de réviser le règlement relatif à l'inspection des véhicules à moteur figurant dans la Circulaire 03/2018/TT BGTVT. Le Viet Nam était instamment prié d'accélérer le processus afin d'éliminer les effets néfastes pour le commerce, de notifier la révision à venir au Comité OTC pour permettre aux Membres de formuler des observations et d'accorder un délai raisonnable à la branche de production dans les pays exportateurs de sorte qu'elle se familiarise avec le règlement révisé.

2.258. La représentante des États-Unis a salué la révision par le Viet Nam du Décret n° 116 afin de répondre aux préoccupations soulevées depuis son introduction. Surtout, les États-Unis se réjouissaient des plans qu'avait le Viet Nam de supprimer la règle relative aux essais lot par lot et du fait que les prescriptions relatives aux importations autoriseraient spécifiquement les véhicules provenant de pays qui fournissaient une autocertification de conformité aux règlements relatifs à la sécurité et aux émissions. Cependant, l'intervenante a souligné que les révisions du Décret n° 116 ne devraient pas avoir pour effet de créer de nouveaux obstacles au commerce. À ces fins, le Viet Nam était instamment prié de consulter toutes les parties prenantes concernées lors de l'élaboration définitive du Décret et des circulaires d'application, et de tenir sérieusement compte de toutes les observations reçues. En outre, l'intervenante a demandé au Viet Nam de prévoir une période de transition substantielle en vue de la mise en œuvre efficace des révisions afin de donner aux importateurs assez de temps pour se mettre en conformité avec les nouvelles règles. Il était particulièrement important que le Décret et la ou les circulaires d'application entrent en vigueur simultanément afin d'éviter toute incertitude liée aux prescriptions et aux procédures de mise en conformité qu'elles contenaient. Enfin, il était demandé au Viet Nam de notifier le projet de révisions du Décret n° 116 et de circulaires d'application au Comité OTC avant d'en adopter la version définitive.

2.259. Le représentant de l'Union européenne a partagé les préoccupations formulées par la Fédération de Russie, la Thaïlande et les États-Unis au sujet du Décret n° 116/2017 du Viet Nam et réaffirmé sa position antérieure mettant en question la compatibilité de ce Décret avec les règles de l'OMC. L'UE regrettait, indépendamment du fait que la circulaire d'application avait été publiée en octobre 2017, que le Décret, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2018, n'ait pas été notifié à temps au Comité OTC. L'intervenant a rappelé que conformément à l'article 2:9 de l'Accord OTC, les notifications à l'OMC devaient être faites assez tôt, lorsque des modifications pouvaient encore être apportées et que, conformément à l'article 2:9:4 de l'Accord OTC, un délai raisonnable devait être ménagé afin que les observations présentées par les Membres de l'OMC puissent être prises en compte.

2.260. D'autre part, l'UE a fait observer que les nouvelles procédures d'essai ne suivaient pas celles fondées sur les homologations de la CEE/ONU reconnues au niveau international, et qu'elles étaient de surcroît systématiquement imposées pour chaque expédition. Tout cela entraînerait des retards en douane inutiles et imposerait des coûts additionnels aux exportateurs de pays tiers sans améliorer la sécurité ni profiter aux consommateurs. Cela nuirait à la compétitivité des véhicules importés par rapport aux marques locales et, dès lors, constituait par nature une discrimination. L'UE a rappelé que l'élaboration, l'adoption ou l'application des procédures d'évaluation de la conformité ne devraient avoir ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce. Dans le cadre du Décret n° 116, le Viet Nam avait également notifié une nouvelle circulaire ([G/TBT/N/VNM/140](#)) relative aux pièces automobiles qui n'autorisait plus la reconnaissance des

certificats de l'ONU et qui imposait de soumettre toutes les importations à des essais effectués localement. L'UE avait adressé des observations le 7 juin 2019 et attendait toujours une réponse officielle aux préoccupations spécifiques qui avaient été soulevées. Par exemple, l'UE invitait le Viet Nam à accepter les certificats de l'ONU, les marques, les rapports d'essai et les rapports d'évaluation de la conformité et à ne conduire des vérifications que sur la base d'un système raisonnable d'évaluation des risques qui tiendrait compte du très faible risque que présentaient les importations effectuées par l'importateur officiel des fabricants de véhicules ou de composants. À la lumière de toutes les considérations qui précédaient, l'UE a demandé au Viet Nam de suspendre l'application du Décret et de reconsidérer les observations formulées par les Membres de l'OMC dans différentes enceintes. Il était également demandé au Viet Nam de consulter à nouveau toutes les parties prenantes, en particulier les petits importateurs de voitures étrangères.

2.261. Le représentant du Japon a partagé les préoccupations que la Fédération de Russie, la Thaïlande, les États-Unis et l'UE avait soulevées au sujet du Décret n° 116. Au titre de ce décret, les véhicules automobiles importés devaient être accompagnés d'une copie de l'homologation du type de véhicule délivrée par un organisme étranger habilité. Il suffisait aux véhicules automobiles d'origine vietnamienne d'obtenir une homologation du type de véhicule délivrée par les autorités vietnamiennes. Quant à la fréquence des inspections et des essais, chaque expédition de véhicules automobiles importés faisait l'objet d'inspections. Le Japon a demandé au Viet Nam de traiter les véhicules automobiles importés et les automobiles d'origine nationale de manière équitable.

2.262. La représentante du Viet Nam a fait état de plans visant à modifier certaines des dispositions en question du Décret n° 116 afin de mieux tenir compte des réalités commerciales de façon à faciliter davantage les échanges. Elle a indiqué que ces modifications seraient incorporées dans un projet de décret qui serait publié prochainement, et qui modifierait et compléterait un certain nombre de décrets gouvernementaux portant sur les conditions relatives à l'investissement des entreprises, régies par le Ministère de l'industrie et du commerce. En conséquence, le Viet Nam procéderait à la révision de certaines dispositions de la Circulaire n° 3 qui était subordonnée au Décret n° 116. Le Viet Nam a invité tous les Membres à faire part de leurs observations sur le projet de révision.

2.2.4.42 Union européenne – Modifications de la Directive 2009/28/CE sur les sources d'énergie renouvelables (IMS ID 553⁶⁴)

2.263. Les représentants de l'Indonésie, de la Malaisie, de la Colombie et de l'Équateur ont de nouveau fait part de leurs préoccupations concernant cette mesure. Le texte intégral de leurs déclarations figure dans les documents [G/TBT/W/690](#), [G/TBT/W/691](#), [G/TBT/W/697](#) et [G/TBT/W/689](#).

2.264. La représentante du Guatemala a indiqué qu'en tant que pays producteur d'huile de palme, le Guatemala partageait ces préoccupations et comprenait que cette méthode ne limitait pas l'utilisation de l'huile de palme mais qu'elle la décourageait et, de ce fait, établissait à l'égard de cette huile une discrimination par rapport aux autres huiles végétales, en particulier les huiles produites dans l'UE, ce qui signifiait que ce type d'huile bénéficiait d'avantages moins nombreux. Affirmant qu'en 2017, l'huile de palme était le sixième des principaux produits d'exportation du Guatemala, l'intervenante a dit que les effets de ces nouvelles mesures affecteraient le commerce bilatéral car l'UE était l'un de ses principaux partenaires commerciaux. Le secteur de la production déployait les efforts nécessaires pour générer une production durable, en mettant en œuvre des politiques au niveau du secteur privé et en effectuant des estimations des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le cadre de la production d'huile de palme, démontrant ainsi l'importance prioritaire qu'il accordait à ces questions ainsi que son engagement en leur faveur. En outre, il était jugé nécessaire d'établir une distinction entre la production et les conditions de production dans le monde entier; on ne saurait condamner les nombreuses familles dont les moyens de subsistance quotidiens dépendaient de cette culture. Le Guatemala a réaffirmé sa détermination à atteindre les Objectifs de développement durable de l'ONU et son soutien en faveur de la certification de l'huile de palme durable en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire.

2.265. Le représentant du Costa Rica s'est joint aux préoccupations soulevées par d'autres Membres concernant les modifications apportées au texte de l'UE. Il s'est également dit préoccupé par les critères fixés pour déterminer les changements d'affectation des sols, mais aussi concernant les

⁶⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 553](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

biocarburants. Comme indiqué précédemment, le Costa Rica était résolument engagé en faveur de la protection de l'environnement et était l'un des rares pays ayant été capable d'inverser la tendance de la déforestation, ce qui lui permettait de bénéficier d'un système d'approvisionnement en carburants sobre en carbone. Le Costa Rica comprenait la nécessité pour l'UE de se doter d'une législation sur les énergies renouvelables, mais il estimait qu'il était important qu'une telle législation ne soit pas élaborée pour des motifs sans fondement scientifique. Il était donc demandé à l'UE de se pencher sur les biocarburants présentant un faible niveau de risque et, sur cette base, de reconnaître les avantages de l'huile de palme au Costa Rica et dans d'autres pays d'Amérique latine.

2.266. La représentante de l'Union européenne a répété la déclaration faite à la précédente réunion du Comité OTC.⁶⁵

2.2.4.43 Union européenne – Application du Règlement n° 1169/2011 et du Règlement (CE) n° 1924/2006 concernant l'étiquetage des denrées alimentaires, sans interdiction ni examen de l'usage des étiquettes "sans huile de palme" (IMS ID 555⁶⁶)

2.267. Le représentant de l'Indonésie a de nouveau fait part de ses préoccupations concernant l'usage d'étiquettes "sans huile de palme" par plusieurs entreprises produisant des denrées alimentaires dans l'UE et a renvoyé le Comité à la déclaration faite à la réunion précédente. L'Indonésie demeurait préoccupée par l'incohérence de l'UE avec son propre Règlement (UE) n° 1169/2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, en particulier les articles 7 et 36 sur l'étiquetage alimentaire, et avec le Règlement UE n° 1924/2006 concernant les allégations nutritionnelles et de santé. L'Indonésie a souligné que l'UE devait respecter l'article 2:1 de l'Accord OTC sur la non-discrimination ainsi que les articles 3:4 et 3:5 sur les mesures prises par les gouvernements locaux et les organes non gouvernementaux.

2.268. La représentante du Guatemala a partagé les préoccupations soulevées par d'autres Membres producteurs d'huile de palme. L'étiquetage "sans huile de palme" ou "ne contient pas d'huile de palme" se traduisait par une étiquette ayant des effets négatifs et décourageait la consommation d'huile de palme mais pas celle d'autres huiles végétales produites dans l'UE, ce qui constituait une discrimination. L'intervenante a déclaré que ce type d'étiquetage donnait des renseignements trompeurs et favorisait d'autres types d'huiles, ce qui créait des difficultés pour le secteur oléicole du Guatemala. Ces mesures ne tenaient pas compte des efforts consentis par l'agro-industrie de l'huile de palme au Guatemala pour assurer une production durable et se conformer aux normes internationales en matière de viabilité environnementale.

2.269. Le représentant de la Malaisie a fait part de son intérêt pour cette PCS et continuerait d'en suivre l'évolution au sein du Comité OTC.

2.270. Le représentant de la Colombie a de nouveau fait part de préoccupations déjà soulevées concernant les effets néfastes pour le commerce que la mesure pourrait produire sur le secteur de l'huile de palme en Colombie, notamment l'usage d'étiquettes négatives dont la Colombie estimait qu'elles n'étaient pas imposées aux fins de la protection des consommateurs. La Colombie espérait que l'UE lui fournirait des renseignements sur ce point.

2.271. Le représentant du Costa Rica a fait siennes les préoccupations de l'Indonésie concernant l'utilisation de l'étiquetage "sans huile de palme", dont le Costa Rica estimait qu'il ne reposait sur aucun fondement scientifique. Le Costa Rica affirmait de nouveau qu'il était injustifié d'apposer sur l'emballage un libellé indiquant que les denrées alimentaires produites avec de l'huile de palme nuisaient à la santé et que de ce fait, la mesure n'était pas conforme à l'Accord OTC.

2.272. La représentante de l'Union européenne a répété la réponse apportée à la précédente réunion du Comité OTC.⁶⁷

⁶⁵ [G/TBT/M/78](#), paragraphe 3.183.

⁶⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 555](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

⁶⁷ [G/TBT/M/78](#), paragraphes 3.297 à 3.298.

2.2.4.44 Thaïlande – Certificat d'analyse pour l'importation de boissons alcooliques G/TBT/N/THA/524 (ID 556⁶⁸)

2.273. La représentante des États-Unis a rappelé que le 18 juin 2019, la Thaïlande avait notifié son Règlement ministériel n° 2 de 2019 intitulé Autorisation d'importation d'alcool (B.E. 2562) modifiant le Règlement ministériel B.E. 2560 intitulé Autorisation d'importation d'alcool et la Notification du Département de l'accise sur la prescription des normes de qualité pour les boissons alcooliques importées au Comité OTC de l'OMC par les documents [G/TBT/N/THA/548](#) et [G/TBT/N/THA/549](#), respectivement. À compter du 5 juin 2019, toutes les importations de boissons alcooliques nécessitaient un certificat d'analyse confirmant la conformité du produit avec une série de limites maximales de contaminants, d'additifs alimentaires et de particularités chimiques. Les États-Unis remerciaient le gouvernement thaïlandais pour les discussions bilatérales tenues jusqu'à présent mais restaient préoccupés par la prescription relative au certificat d'analyse pour les boissons alcooliques, qui risquait d'être astreignante pour les exportateurs américains de boissons alcooliques. L'intervenante a fait observer que l'analyse de toutes les substances requises ne constituait pas une pratique courante aux États-Unis, et que les lois fédérales interdisaient l'utilisation de certaines substances comme le ferrocyanure. D'autre part, elle a noté que la mesure de la Thaïlande semblait avoir trait à la sécurité des produits alimentaires, compte tenu du fait qu'elle portait principalement sur les limites maximales d'additifs et de contaminants. Dans ces conditions, la Thaïlande était instamment priée de notifier également cette mesure au Comité SPS et de fournir les preuves scientifiques nécessaires concernant ses prescriptions en matière d'analyse et de certification. Les États-Unis espéraient avoir la possibilité de poursuivre leur dialogue avec le gouvernement thaïlandais sur cette question, au sein du Comité et sur un plan bilatéral, et de trouver une solution mutuellement acceptée pour satisfaire à cette prescription.

2.274. La représentante de l'Union européenne a fait part de ses préoccupations concernant la mesure. Le texte intégral de la déclaration figure dans le document [G/TBT/W/687](#).

2.275. La représentante du Japon a demandé à la Thaïlande de fournir les renseignements les plus récents sur cette question et d'amender avant son entrée en vigueur le Règlement ministériel de manière appropriée et suffisante en s'appuyant sur des données scientifiques et en tenant compte des observations présentées par les Membres.

2.276. Le représentant du Canada a apporté son soutien aux efforts que la Thaïlande déployait pour répondre à des préoccupations spécifiques de santé publique en lien avec l'importation de boissons alcooliques. La branche de production canadienne demeurerait intéressée par les prescriptions relatives au certificat d'analyse que la Thaïlande mettait en œuvre en raison des possibles incidences injustifiées sur le commerce des boissons alcooliques. Le Canada souhaitait recevoir des renseignements complémentaires concernant les travaux de l'organisme de réglementation visant à déterminer les normes et niveaux d'analyse qui devaient être introduits. D'autre part, le Canada souhaitait des éclaircissements concernant l'acceptation de certifications étrangères émises par des laboratoires accrédités, qui permettraient d'atteindre les objectifs de ces mesures. Le Canada espérait travailler avec la Thaïlande pour veiller à ce que la branche de production canadienne réponde aux objectifs que la Thaïlande avait fixés dans ces mesures en adoptant l'approche la moins restrictive pour le commerce.

2.277. Le représentant de l'Australie reconnaissait le droit des gouvernements de prendre les mesures nécessaires à la protection de la santé publique. Il était également important de respecter les obligations dans le cadre de l'OMC, en particulier les exigences selon lesquelles les mesures devaient être mises en œuvre de manière non discriminatoire et sans produire plus d'effets restrictifs pour le commerce qu'il n'était nécessaire. L'intervenante a expliqué que les exportateurs australiens faisaient face à des incertitudes continues concernant la mise en œuvre des prescriptions en matière de certification au titre des règlements. Il était entendu que les prescriptions avaient été modifiées et l'Australie a demandé que ces modifications soient notifiées au Comité OTC pour permettre aux partenaires commerciaux de participer. Les exportateurs australiens s'inquiétaient également de l'incidence de ces prescriptions sur leurs activités, en particulier des coûts associés aux essais additionnels et des retards potentiellement longs pour l'obtention des résultats. En Australie, la production de vin était régie par la Norme 4.5.1 du Code australo-néo-zélandais des normes alimentaires. L'intervenante a dit que l'Australie souhaitait avoir la possibilité de présenter son

⁶⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 556](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

approche en vertu de laquelle les prescriptions réglementaires imposées aux viticulteurs étaient proportionnées au faible risque que présentait le vin en matière de sécurité sanitaire. Elle se réjouissait également d'avoir la possibilité de débattre de méthodes alternatives pour répondre aux prescriptions figurant dans la réglementation thaïlandaise, notamment la reconnaissance et l'acceptation par la Thaïlande des techniques de production australiennes; l'acceptation des certificats émis par l'autorité australienne de réglementation du vin, Wine Australia, en lieu et place du certificat d'analyse; et la possibilité d'inclure les pratiques australiennes conformes au règlement thaïlandais dans un accord bilatéral. Enfin, l'intervenante a remercié la Thaïlande pour le dialogue constant qu'elle menait avec l'Australie sur cette question et a espéré que la coopération se poursuivrait.

2.278. La représentante du Chili a demandé à la Thaïlande d'envisager l'adoption du certificat de l'APEC afin de faciliter les échanges, expliquant qu'il s'agissait d'une mesure réglementaire qui garantissait la santé et la sécurité auxquelles chacun aspirait. Elle a ajouté que les mesures sanitaires dans le pays d'origine devaient être respectées et a reconnu que les conditions de production déterminant les limites acceptables pour les additifs étaient très différentes. Le Chili s'assurait que la sécurité et la santé des consommateurs serait garantie car les mesures étaient contrôlées dans les pays d'origine.

2.279. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a reconnu et soutenu le droit qu'avait la Thaïlande de répondre à des préoccupations de santé publique, en particulier la consommation nocive d'alcool, et dès lors il a déclaré que le règlement technique visait à atteindre un objectif légitime de santé publique. Toutefois, les exportateurs néo-zélandais continuaient de se heurter à une incertitude concernant les prescriptions relatives aux essais, et étaient préoccupés par les incidences qu'auraient des prescriptions supplémentaires en la matière sur leur aptitude à obtenir une certification en temps voulu pour les exportations. La Nouvelle-Zélande a demandé que soit précisé le fait que l'acceptation d'autres certifications sectorielles reconnues qui permettraient d'atteindre les objectifs de la Thaïlande étaient examinées. La Nouvelle-Zélande espérait vivement travailler avec le gouvernement thaïlandais pour s'assurer que les exportateurs néo-zélandais répondraient aux objectifs que la Thaïlande avait fixés dans ces règlements en utilisant les moyens les moins restrictifs pour le commerce.

2.280. La représentante de la Thaïlande a remercié l'UE et le Canada pour la réunion bilatérale. Toutes les préoccupations soulevées par les Membres seraient transmises aux autorités thaïlandaises compétentes pour examen et des renseignements actualisés seraient communiqués à la prochaine réunion du Comité OTC.

2.2.4.45 États-Unis – Certification TSA des appareils de contrôle de sécurité (IMS ID 559⁶⁹)

2.281. La représentante de la Chine s'est dite préoccupée par le fait que depuis plus de cinq ans, les entreprises chinoises avaient été traitées de manière inique et injuste dans les procédures d'évaluation de la conformité conduites par la TSA. Elle a fait observer que l'article 5:1:2 de l'Accord OTC disposait que les procédures d'évaluation de la conformité n'étaient ni préparées, ni adoptées ni mises en œuvre en vue ou avec effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Cependant, la Chine estimait que la certification TSA était élaborée sans clarté ni prévisibilité, ce qui produisait des effets néfastes sur le commerce. De surcroît, la TSA n'avait jamais informé précisément les entreprises chinoises des résultats et de la raison pour laquelle les produits et services des entreprises chinoises étaient refusés, les empêchant du même coup de procéder à des corrections et à des améliorations. Enfin, il était demandé aux États-Unis de notifier la certification TSA au Comité OTC afin de respecter son obligation de transparence telle qu'elle était stipulée dans l'Accord OTC.

2.282. La représentante des États-Unis a réaffirmé que les prescriptions de la certification TSA figuraient dans les prescriptions fédérales relatives aux marchés publics et que dès lors, elles ne constituaient pas un obstacle technique au commerce et ne devaient pas être soumise à l'examen du Comité OTC.

⁶⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 559](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.2.4.46 Fédération de Russie – Loi fédérale n° 487-FZ prévoyant un cadre pour l'utilisation globale d'un étiquetage spécial et la traçabilité des marchandises et Décision n° 792-r spécifiant les marchandises auxquelles l'étiquetage s'applique et les dates d'introduction de l'étiquetage obligatoire (IMS ID 567⁷⁰)

2.283. La représentante de l'Union européenne a de nouveau fait part de ses préoccupations concernant cette mesure. Le texte intégral de la déclaration figure dans le document [G/TBT/W/686](#).

2.284. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que l'étiquetage pour l'identification ne constituait pas un obstacle technique au commerce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les règlements techniques étaient adoptés pour assurer la protection de la santé et de la sécurité des personnes et de l'environnement et pour atteindre d'autres objectifs au titre de l'article 2:2 de l'Accord OTC. Ensuite, les prescriptions relatives à l'étiquetage figurant dans les règlements techniques impliquaient l'étiquetage obligatoire au moyen de marques de conformité telles que la marque EAC (dans l'UEE) ou CE (dans l'UE) et de renseignements destinés aux consommateurs sous la forme d'inscriptions et de graphiques figurant sur l'emballage ou tout autre type de renseignement. En troisième lieu, la mesure était applicable tant aux produits d'origine nationale qu'aux produits importés et ne contenait aucune mesure ou approche discriminatoire. Quatrièmement, les approches relatives au système de suivi et de traçage pour chaque type de produit avaient été élaborées en lien avec les producteurs et les importateurs dans le cadre de projets pilotes approuvés par le Ministère de l'industrie et du commerce et par le gouvernement de la Fédération de Russie. De plus, le système était mis au point en coopération avec la division compétente de la Commission européenne. Enfin, l'objectif de cet étiquetage était d'assurer la circulation légale des marchandises, leur traçabilité de la production à l'élimination, et l'identification de chaque élément des produits. Le système de suivi et de traçage ne fixait pas d'exigences relatives aux caractéristiques des produits ni à leur sécurité et n'imposait pas l'accomplissement de procédures d'évaluation de la conformité.

2.285. Étant donné les spécificités du concept, la Russie était d'avis que la mesure devait être examinée au titre de l'article XX d) du GATT de 1994, car il fallait garantir la conformité avec la législation relative à la prévention des pratiques de nature à induire en erreur, la protection des marques et l'application des mesures douanières.

2.2.4.47 Brésil – Règlement technique n° 14 du 8 février 2018, qui établit les normes officielles supplémentaires concernant l'identité et la qualité pour le vin et les dérivés du raisin et du vin, ainsi que les prescriptions applicables, et le Règlement technique n° 48 du 31 août 2018, publié au Journal officiel le 10 septembre 2018 (IMS ID 568⁷¹)

2.286. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que les prescriptions relatives au certificat d'analyse pour le vin exporté à destination du Brésil prévues dans l'Instruction normative n° 14 (IN14) de 2018 constituaient un important obstacle au commerce pour les exportateurs de vin néo-zélandais. Les laboratoires d'analyse du vin accrédités en Nouvelle-Zélande n'effectuaient pas d'essais concernant plusieurs paramètres requis. Les essais relatifs à ces paramètres devraient être externalisés dans des laboratoires étrangers, induisant un coût élevé pour les exportateurs; de ce fait, le commerce pourrait ne plus être viable. Les certificats d'origine émis par le Ministère du secteur primaire de Nouvelle-Zélande ne pouvaient pas référencer les certificats d'analyse fournis par un pays tiers, ce qui signifiait que du fait des exigences d'analyse supplémentaires, la Nouvelle-Zélande pourrait ne pas être en mesure de se conformer aux prescriptions relatives aux certificats d'origine figurant dans l'Instruction normative n° 67 (IN67). La Nouvelle-Zélande demandait au Brésil de préciser comment il avait veillé à ce que les prescriptions relatives aux certificats d'analyse mises en œuvre par l'Instruction normative n° 14 de 2018 ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'était nécessaire. Le Brésil était invité à expliquer les raisons pour lesquelles il s'était affranchi de la conformité aux résolutions adoptées dans le cadre de l'OIV et encouragé à mettre l'IN14 en conformité avec les recommandations de cette organisation. Alors que le Brésil compilait les prescriptions figurant dans l'IN14 dans le cadre de la Règle administrative opérationnelle (OAR) 01/2019, la Nouvelle-Zélande l'encourageait à notifier ce règlement révisé à l'OMC.

⁷⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 567](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

⁷¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 568](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.287. La représentante de l'Union européenne a rappelé ses préoccupations relatives au Règlement technique n° 14 du 8 février 2018 établissant les normes officielles concernant l'identité et la qualité pour le vin et les dérivés du raisin et du vin. Ce règlement technique contenait une longue liste de paramètres analytiques et de méthodes d'analyse qui divergeaient des méthodes en vigueur dans l'UE et qui n'étaient pas cohérentes avec les recommandations de l'OIV. Sa mise en œuvre entraînait des retards et des coûts financiers pour les importateurs de vin de l'UE, ainsi que des difficultés pour les laboratoires situés dans l'UE du fait de l'absence de méthodologie pour certains paramètres, en particulier ceux qui étaient interdits dans l'UE (comme les colorants et les édulcorants). Lors des précédentes réunions du Comité OTC, le Brésil avait indiqué que le Règlement technique n° 14 serait prochainement révisé, et l'UE a demandé davantage de renseignements sur le calendrier de la consultation publique et de la notification à l'OMC du projet de règlement révisé. L'UE a réitéré l'invitation faite aux autorités brésiliennes d'utiliser dans toute la mesure du possible les recommandations de l'OIV lors de la révision du Règlement technique n° 14 et d'envisager d'accepter les vins importés fabriqués selon des pratiques œnologiques autorisées par l'OIV. L'UE était prête à travailler dans un cadre bilatéral avec le Brésil sur ce sujet.

2.288. Le représentant du Brésil a remercié tous les Membres de l'OMC qui avaient pris part à la consultation publique en vue de modifier le Règlement technique n° 67. Les observations reçues avaient conduit à une réévaluation des solutions réglementaires alternatives afin de veiller à ce que les objectifs stratégiques du Brésil soient atteints concernant le vin et les produits dérivés du vin. La participation aux différentes instances internationales avait également permis d'améliorer la connaissance des meilleures pratiques afin de garantir la qualité dans ce secteur. Les autorités brésiliennes avaient scrupuleusement examiné les observations et suggestions provenant des partenaires et les avaient incorporées au processus réglementaire. Le Brésil a informé le Comité que le processus réglementaire entamé avec le projet de Règlement n° 79 serait interrompu et que ce renseignement serait officiellement communiqué aux points d'information OTC des Membres qui avaient pris part à la consultation publique. Dans ces conditions, le Brésil était d'avis que cette PCS pouvait être retirée. Dans le cas où il déciderait de se saisir de nouveau des points abordés dans ce projet, il soumettrait régulièrement les nouveaux projets à la consultation publique et les notifierait à l'OMC en conséquence.

2.2.4.48 Royaume d'Arabie saoudite – Règlement technique relative aux produits en matières plastiques oxobiodégradables, [G/TBT/N/SAU/947](#) (IMS ID 583⁷²)

2.289. La représentante de l'Union européenne a de nouveau fait part de son intérêt pour cette question. En 2016, le Royaume d'Arabie saoudite avait notifié au Comité OTC un Règlement technique de l'Organisation saoudienne de normalisation (SASO) relatif aux produits en matières plastiques dégradables qui imposait que certains types de plastiques jetables soient oxodégradables et portent une marque spécifique indiquant le respect de cette exigence. À l'automne 2018, l'Arabie saoudite avait annoncé que le champ d'application de cette mesure serait étendu aux emballages primaires et secondaires à compter de février 2019, date qui a ensuite été reportée au printemps 2020. L'UE a fait remarquer que si l'Arabie saoudite appliquait cette prescription relative aux emballages primaires et secondaires, elle constituerait un grave obstacle au commerce pour plusieurs secteurs d'activité de l'UE qui exportent des produits emballés sous film étirable et rétractable vers l'Arabie saoudite, y compris les secteurs des jouets, des cosmétiques, des textiles, des machines et des produits alimentaires et boissons. La SASO avait publié ce règlement plus de deux ans auparavant. De nombreuses recherches scientifiques internationales avaient été menées depuis sur les matières plastiques dites "oxobiodégradables", également appelés "matières plastiques oxodégradables", et les résultats de ces travaux mettaient en question leur avantages environnementaux réels. En conséquence, le 5 juin 2019, les législateurs de l'UE ont adopté la Directive visant à réduire l'impact de certains produits en matières plastiques sur l'environnement, que les États membres de l'UE étaient tenus d'appliquer deux ans après son entrée en vigueur. La Directive imposait aux États membres d'interdire la mise sur le marché de produits fabriqués à partir de plastiques oxodégradables. L'UE a interrogé l'Arabie saoudite sur les résultats des récentes études scientifiques évaluant les effets du plastique oxobiodégradable sur les conditions prévalant dans le pays et quelles étaient les mesures qu'elle envisageait de prendre en matière de réglementation des matières plastiques à la lumière de ces conclusions.

⁷² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 583](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.290. L'UE a invité l'Arabie saoudite à envisager de suspendre la mise en œuvre de la réglementation sur les matières plastiques, à l'examiner à la lumière des études scientifiques pertinentes afin de s'assurer que les objectifs environnementaux de l'UE et de l'Arabie saoudite soient harmonisés et de manière à ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce pour les opérateurs économiques, tout en respectant les obligations de notification OTC de l'OMC. L'UE a remercié la SASO d'avoir participé à un dialogue coopératif et a espéré qu'il se poursuivrait.

2.291. Le représentant de la Suisse a approuvé la déclaration de l'UE. La branche de production suisse était préoccupée par la prescription imposant à certains types d'emballages en plastique d'être oxodégradables et de porter une marque spécifique attestant de leur conformité. Le fait de devoir utiliser des emballages en matières plastiques oxodégradables certifiées par la SASO se traduisait par des coûts supplémentaires et créait des obstacles au commerce. L'incertitude entourant le processus réglementaire contribuait aux problèmes du secteur. La Suisse a demandé que l'Arabie saoudite fournisse des renseignements actualisés sur l'évolution réglementaire de cette mesure et sur son calendrier. Elle a encouragé l'Arabie saoudite à envisager des solutions alternatives moins restrictives en vue d'atteindre ses objectifs environnementaux et à tenir compte des études scientifiques internationales pertinentes sur les matières plastiques oxodégradables.

2.292. La représentante de la Chine s'est jointe aux préoccupations des autres Membres concernant ce règlement. Les efforts consentis par l'Arabie saoudite pour protéger l'environnement étaient certes dignes de respect mais la procédure d'évaluation de la conformité était complexe et non nécessaire. Le certificat complexe relatif aux matières oxodégradables n'était valable qu'un an et la Chine a suggéré de proroger cette durée à au moins trois ans.

2.293. Le représentant du Royaume d'Arabie saoudite a informé le Comité qu'une étude nationale avait été lancée pour enquêter sur l'allégation selon laquelle les matières oxodégradables produisaient des effets nocifs sur l'environnement en tenant compte des conditions climatiques. En conséquence, la mise en œuvre des phases 2 et 3 avait été reportée à avril 2020 en attendant que les conclusions de cette étude soient compilées et validées. L'Arabie saoudite se tenait disposée à poursuivre les discussions avec toutes les délégations intéressées par ce sujet.

2.2.4.49 Union européenne – Préoccupations concernant la réglementation relative aux exigences en matière d'écoconception pour divers produits dans l'UE, [G/TBT/N/EU/606](#), [G/TBT/N/EU/607](#), [G/TBT/N/EU/611](#), [G/TBT/N/EU/615](#) (ID 592)⁷³

2.294. La représentante de la Chine a de nouveau fait état de ses préoccupations concernant les prescriptions relatives à l'écoconception des sources lumineuses figurant dans les documents [G/TBT/N/EU/606](#) et [G/TBT/N/EU/607](#), des lave-vaisselle ménagers notifiées dans le document [G/TBT/N/EU/611](#) et des lave-linge à usage domestique notifiées dans le document [G/TBT/N/EU/615](#). S'agissant des prescriptions relatives à l'écoconception des sources lumineuses, conformément à l'article 2:4 de l'Accord OTC, la Chine recommandait d'utiliser les normes CEI pour assurer la cohérence des couleurs et calculer le taux de maintien du flux lumineux des éclairages à LED. Il était demandé à l'UE de préciser la méthode d'essai pour la mesure du papillotement lumineux (Pst LM) et pour la mesure de la visibilité stroboscopique (SVM). La Chine recommandait également à l'UE d'octroyer une période de transition afin d'éviter toute incidence non nécessaire sur le commerce.

2.295. La Chine a constaté que la comparaison entre les paramètres d'efficacité lumineuse établis dans les prescriptions relatives à l'écoconception et le règlement sur l'étiquetage énergétique ([G/TBT/N/EU/607](#)) faisait apparaître une différence importante. Les sources lumineuses équipées des meilleures technologies disponibles en termes d'efficacité selon les prescriptions relatives à l'écoconception ne pouvaient que relever de la classe D d'efficacité énergétique du règlement sur l'étiquetage énergétique. L'UE était instamment priée d'ajuster le classement de l'efficacité énergétique dans le règlement relatif à l'étiquetage énergétique. La Chine a également suggéré à l'UE de donner une définition plus claire des produits soumis aux prescriptions relatives à l'écoconception pour les lave-vaisselle et les lave-linge séchants, et de préciser si les lave-linge sans fonction de chauffage étaient soumis au règlement. Les prescriptions notifiées relatives à l'écoconception des lave-linge à usage domestique contenaient une disposition selon laquelle 'le fabricant ou l'importateur doit fournir les pièces de rechange nécessaires pour les lave-linge et les lave-linge séchants à usage domestique aux réparateurs professionnels dans un délai de 15 jours ouvrables suivant la date de réception de la demande'. Les prescriptions relatives à l'écoconception

⁷³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 592](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

pour les lave-vaisselle à usage domestique contenaient une disposition similaire. La livraison de pièces de rechange était une pratique purement commerciale et ces prescriptions seraient très difficiles à appliquer pour les fabricants étrangers; la Chine recommandait donc vivement à l'UE d'abroger ces prescriptions afin de ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce.

2.296. La représentante de l'Union européenne a fait observer que l'UE avait présenté les notifications au titre de l'Accord OTC dans l'ordre suivant: le 5 juillet 2018, exigences en matière d'écoconception applicables aux serveurs d'entreprises et aux produits de stockage des données; le 8 octobre 2019, exigences en matière d'écoconception pour les dispositifs d'affichage électronique et l'étiquetage énergétique des dispositifs d'affichage électronique ([G/TBT/N/EU/606](#) et [G/TBT/N/EU/607](#)); le 22 octobre 2019, exigences en matière d'écoconception applicables aux lave-linge et aux lave-linge séchants ([G/TBT/N/EU/615](#)); et le 15 octobre 2019, exigences en matière d'écoconception applicables aux lave-vaisselle ménagers ([G/TBT/N/EU/611](#)). Toutes les notifications avaient prévu un délai de 60 jours pour la présentation d'observations. Le Brésil, le Japon, la Chine, les États-Unis et la Corée avaient adressé des observations. Entre décembre 2018 et janvier 2019, le Comité de réglementation de l'écoconception s'était réuni pour examiner les projets de réglementations en matière d'écoconception. Chaque mesure proposée avait recueilli le vote favorable des États membres, parfois avec des amendements au texte. Ce processus était fondé sur le Règlement (UE) n° 182/2011, en vertu duquel les membres des comités représentant les États membres avaient la possibilité de proposer des amendements aux projets de textes d'application de la Commission et le président pouvait en présenter des versions amendées, car il s'efforçait de trouver des solutions recueillant le soutien le plus large au sein du comité. Après le vote, chaque réglementation relative à l'écoconception était soumise à une période d'examen de trois mois au Parlement européen et au Conseil. Cette période était désormais terminée sans qu'aucune objection n'ait été formulée, et les projets de mesures relatives à l'écoconception avaient été adoptés par la Commission le 1^{er} octobre.

2.297. La réglementation en matière d'écoconception applicable aux serveurs et aux produits de stockage des données avait été publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 15 mars 2019. Quatre autres mesures avaient été publiées le 25 octobre 2019 (sources d'alimentation externes, transformateurs électriques, matériel de soudage et moteurs électriques). La publication des mesures restantes concernant les lave-linge, les réfrigérateurs, les lave-vaisselle, les dispositifs d'affichage électronique, les sources lumineuses et les réfrigérateurs commerciaux (y compris les réglementations relatives à l'étiquetage énergétique) était prévue le 5 décembre. Les règlements auraient pour effet d'abroger la législation antérieure sur les mêmes groupes de produits. Les examens d'écoconception avaient été actualisés pour comprendre également, outre des prescriptions en matière d'efficacité énergétique, de nouvelles prescriptions relatives à "l'économie circulaire" qui visaient à accroître la durabilité et à améliorer la réparabilité des produits et l'efficacité du processus de recyclage en fin de vie.

2.2.4.50 Union européenne – Règlement relatif aux dispositifs médicaux (MDR) et Règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (IVDR) [G/TBT/N/EU/71/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/72](#), [G/TBT/N/EU/72/Add.1](#) (ID 594⁷⁴)

2.298. La représentante du Japon a fait part du soutien de son pays à l'élaboration de règlements relatifs aux dispositifs médicaux établissant des normes élevées de qualité et de sécurité des dispositifs médicaux. Toutefois, le Japon était très préoccupé par la mise en œuvre du Règlement relatif aux dispositifs médicaux (MDR) à compter de mai 2020. Tout d'abord, l'UE n'avait pas fourni les renseignements nécessaires et suffisants ni finalisé les textes d'application permettant aux fabricants de se mettre en conformité avec le nouveau système. Ensuite, le nombre d'organismes notifiés qui avaient été désignés (par les pays de l'UE) pour effectuer des activités de certification dans le cadre du MDR était insuffisant. Au 7 novembre, seuls sept organismes notifiés avaient été désignés. Leur nombre avait certes augmenté depuis juin 2019 mais il demeurait insuffisant pour certifier le volume de produits qui relèverait du MDR. De surcroît, les organismes notifiés déjà désignés n'avaient pas encore commencé d'accepter les demandes déposées au Japon au titre dudit Règlement pour de nouveaux produits. Troisièmement, la classification des dispositifs tels que les instruments chirurgicaux réutilisables avait été modifiée de sorte qu'ils relevaient désormais de la classe 1, ce qui signifiait que les fabricants devaient saisir les organismes notifiés pour l'évaluation de la conformité en plus de l'autocertification. Pourtant, aucune période de transition n'était prévue pour ces dispositifs.

⁷⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [IMS ID 594](#) (dans la rubrique "Dates auxquelles la préoccupation a été soulevée et documents de référence").

2.299. Puisque les textes d'application et les organismes notifiés restaient inadéquats, il ne serait pas possible pour les fabricants de ces dispositifs de se mettre en conformité avec le Règlement avant mai 2020, et les fabricants japonais ne pourraient plus exporter à destination de l'UE non seulement de nouveaux produits mais aussi les produits récemment reversés dans la classe 1, qui nécessiteraient un audit par les organismes notifiés. Ces problèmes pourraient créer un important obstacle au commerce. Le Japon a demandé à l'UE de reporter la date de mise en œuvre d'au moins deux ans et d'entreprendre des réformes permettant aux fabricants japonais de se mettre en conformité avec le Règlement relatif aux dispositifs médicaux.

2.300. La représentante de la Chine a déclaré qu'en raison du nombre insuffisant d'organismes de conformité pour effectuer les opérations de certification, il était très difficile aux entreprises d'obtenir des certificats à temps; de ce fait, l'UE devrait prolonger la période transitoire de deux ans. Puisque certains dispositifs médicaux figurant dans le catalogue de la Liste B disposaient déjà de la certification CE, des procédures simplifiées permettraient à ces produits d'éviter la duplication d'essais de certification.

2.301. La représentante des États-Unis a soutenu l'élaboration et la mise en œuvre d'un système réglementaire bien défini des dispositifs médicaux qui permettait de garantir la sécurité et l'efficacité des dispositifs en question. Toutefois, la mise en œuvre du MDR et de l'IVDR soulevait de graves préoccupations. La branche de production aux États-Unis s'inquiétait du maintien de son accès au marché européen des dispositifs médicaux dont la valeur atteignait 125 milliards de dollars EU, dont 20 milliards liés aux produits provenant des États-Unis. Le retard de mise en œuvre du MDR et de l'IVDR soulevait deux principales préoccupations. Tout d'abord, le nombre d'organismes notifiés désignés pour exercer les activités de certification dans le cadre du MDR et de l'IVDR était insuffisant. Étant donné que seuls cinq organismes notifiés étaient déjà désignés, dont un basé au Royaume-Uni, l'UE pouvait-elle donner une date estimative à laquelle les 58 organismes seraient opérationnels? Les États-Unis croyaient comprendre que la DG GROW s'attendait à ce que 20 organismes notifiés tout au plus soient désignés et opérationnels à la fin 2019. C'était insuffisant pour assurer la continuité des approbations réglementaires d'ici à mai 2020 et à mai 2022. Les plus petites entreprises semblaient affectées de manière disproportionnée par l'insuffisance du nombre d'organismes notifiés. Deuxièmement, l'UE avait élaboré en nombre insuffisant les textes d'application nécessaires pour fournir des détails sur la manière dont la branche de production pourrait mettre ses produits en conformité avec les nouvelles normes. Au 16 septembre 2019, seuls deux des 18 règlements d'application avaient été publiés et un tiers avait été rédigé. En conséquence, les organismes de normalisation de l'UE ne pouvaient pas entamer leurs travaux d'élaboration des normes que la branche de production pourrait utiliser pour se mettre en conformité avec le MDR et l'IVDR.

2.302. Les dispositions du MDR et de l'ICDR relatives à l'entreposage étaient insuffisantes pour octroyer une protection pendant la transition. Les acheteurs et les producteurs ne pouvaient pas prévoir la demande, de sorte qu'il était difficile d'entreposer le bon volume de produits pour répondre à cette demande en raison des retards de mise en œuvre. En outre, l'entreposage était coûteux, la dégradation était courante dans le domaine de la technologie médicale, et la technologie elle-même pouvait rapidement devenir obsolète. Par ailleurs, les dispositions du MDR et de l'IVDR relatives aux périodes de grâce visant à octroyer une protection pendant la transition étaient elles aussi insuffisantes. Les délais de grâce étaient insuffisants car il était possible que les registres de produits portant le marquage CE, conformes aux anciennes directives, arrivent à expiration avant la fin de la période de grâce, en 2024. En outre, des entreprises avaient appris au représentant des États-Unis que les organismes notifiés ne délivraient pas actuellement de marquage CE dans le cadre de l'ancien système, entravant leur capacité à tirer parti de la période de grâce. Compte tenu de ces préoccupations, il était instamment demandé à l'UE d'autoriser les produits admis jusqu'à présent, qui étaient actuellement considérés comme sûrs, à la vente sur le marché jusqu'en 2024, et de demander aux organismes notifiés d'accorder aux nouveaux produits, sur lesquels des essais devaient être effectués pour la première fois, un accès prioritaire aux essais des organismes notifiés. Les autres flexibilités qui fourniraient une protection aux entreprises cherchant à accéder au marché seraient également bienvenues.

2.303. La représentante de la République de Corée a soutenu l'objectif du Règlement relatif aux dispositifs médicaux et du Règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* consistant à améliorer la sécurité et le contrôle de qualité des dispositifs médicaux présents sur le marché de l'UE. Néanmoins, la mise en œuvre de ces règlements devant intervenir six mois plus tard seulement, la branche de production coréenne avait les préoccupations suivantes. Tout d'abord, le nombre

d'organismes notifiés était insuffisant puisqu'actuellement, seuls cinq organismes notifiés pouvaient exercer les activités de certification dans le cadre du MDR. Ce nombre était très insuffisant pour contrôler et certifier les produits au titre de toutes les directives. En second lieu, le nombre insuffisant de textes d'application des nouveaux règlements pourrait créer des difficultés empêchant les entreprises du secteur de se préparer au dépôt de leurs demandes CE dans le cadre des nouveaux règlements.

2.304. Dès lors, la Corée a demandé à l'UE de désigner un nombre suffisant d'organismes notifiés opérationnels et de fournir des renseignements sur l'état d'avancement de l'adoption des textes d'application et sur la date à laquelle tous ces textes seraient intégralement adoptés. Enfin, la Corée a demandé à l'UE d'accorder une période de grâce suffisante d'au moins un an à compter de l'adoption de l'ensemble des 18 textes d'application.

2.305. La représentante du Canada a repris à son compte les points soulevés par les États-Unis concernant la mise en œuvre de cette mesure, qui affectait un important marché d'exportation pour les fabricants canadiens de dispositifs médicaux. Il restait en particulier des préoccupations concernant le nombre insuffisant d'organismes notifiés pour mener les activités de certification et d'approbation prévues dans les règlements. Le Canada a également fait observer que la compétence de la mise en œuvre réglementaire au sein de la Commission était récemment passée de la DG GROW à la DG HEALTH. L'intervenante a demandé confirmation que cette situation ne se traduirait pas par de nouveaux retards et ne créerait aucun nouvel obstacle dans le processus de certification et d'approbation des organismes notifiés.

2.306. La représentante du Mexique s'est dite favorable à l'élaboration et à la mise en œuvre de cadres réglementaires ambitieux concernant la qualité des produits. Toutefois, il était important que ces nouvelles mesures ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce des dispositifs médicaux et des dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro*. Le Mexique se joignait aux préoccupations soulevées par les Membres. Ce nouveau système pourrait entrer en vigueur avant que l'UE ne dispose de l'infrastructure nécessaire d'évaluation de la conformité. Cela pourrait avoir une incidence directe sur les exportateurs mexicains, ainsi que sur la commercialisation et l'approvisionnement de ces produits. L'intervenante a demandé à l'UE de mettre à jour les renseignements communiqués lors de la réunion du Comité en juin, qui figuraient dans le document [G/TBT/W/654](#). La priorité du Mexique était de disposer de renseignements sur les actions et mesures prises pour garantir le fonctionnement de l'infrastructure qui appliquerait ce nouveau règlement, surtout en ce qui concernait les organismes d'évaluation de la conformité qui seraient chargés des dispositifs médicaux.

2.307. La représentante de l'Union européenne a répondu aux préoccupations soulevées. Le texte intégral de la déclaration figure dans le document [G/TBT/W/683](#).

2.2.5 Échange de données d'expérience

2.2.5.1 Normes

2.308. Le rapport du Modérateur figure dans le document [G/TBT/GEN/277](#).

2.2.5.2 Procédures d'évaluation de la conformité

2.309. Le rapport du Modérateur figure dans le document [G/TBT/GEN/278](#).

2.2.6 Suivi des décisions et recommandations du Comité

2.2.6.1 Procédures d'évaluation de la conformité: lignes directrices

2.310. Le texte intégral de la déclaration des États-Unis figure dans le document [G/TBT/GEN/280](#).

2.311. Le représentant de l'Union européenne a indiqué que sa délégation avait fait lors de la précédente réunion du Comité un exposé dans lequel elle avait examiné les meilleures pratiques d'évaluation de la conformité à partir de l'expérience de l'Union européenne. L'intervenant a estimé qu'il existait plusieurs points communs entre les communications de l'UE et des États-Unis, dont les suivants: la participation des parties prenantes; les questions de transparence; la coordination entre

organismes de réglementation; les décisions fondées sur les risques ou la nécessité d'assurer un niveau adéquat de surveillance des organes d'évaluation de la conformité; ainsi que les stratégies de gestion des questions de non-conformité. Il a souligné que selon l'UE, ces éléments étaient positifs et pourraient bénéficier de l'approfondissement du dialogue et de l'examen pour éventuellement aboutir à un résultat concernant les lignes directrices. Pour avancer dans ce sens, l'Union européenne a encouragé les autres Membres à faire part de leurs idées et propositions de sorte que le Comité puisse appuyer ses travaux sur un socle plus solide.

2.312. Le représentant de l'Australie s'est réjoui de la possibilité de contribuer à ce travail important du Comité. Comme d'autres Membres, l'Australie reconnaissait le mandat établi par le huitième examen triennal (G/TBT/41), en vertu duquel les Membres de l'OMC étaient convenus d'engager des travaux sur l'élaboration des lignes directrices pratiques non prescriptives destinées à aider les organismes de réglementation à choisir et à concevoir des procédures d'évaluation de la conformité appropriées. L'intervenant a également remercié les autres Membres d'avoir présenté des communications afin de contribuer à faire progresser ce débat important, y compris l'Union européenne, les États-Unis et le Japon. Toutes ces contributions avaient été d'un grand intérêt pour le gouvernement australien et l'organisme national d'infrastructure qualité (NQI). L'intervenant a indiqué que l'Australie avait fait part de ses points de vue sous la forme d'une communication présentée dans le document [JOB/TBT/347](#), distribué aux Membres le 8 novembre 2019. Cette communication avait été rédigée en consultation étroite avec les organismes australiens d'infrastructures techniques, entre autres. Elle présentait le point de vue australien concernant certains objectifs, principes et critères pratiques et non prescriptifs, susceptibles d'inspirer les lignes directrices à l'intention des organismes de réglementation, et conçus de manière générale autour des domaines déjà convenus dans le huitième examen triennal. Le document commençait par un bref aperçu des normes et du système de conformité de l'Australie, et faisait référence à plusieurs documents d'orientation australiens – librement accessibles en ligne – qui pourraient intéresser les Membres, dont L'infrastructure australienne en matière de normalisation et d'évaluation de la conformité: Un fondement essentiel.

2.313. Dans ce document, l'Australie entendait notamment mettre en exergue les éléments suivants: i) l'importance de collaborer avec les infrastructures qualité nationales en tant que systèmes pleinement intégrés plutôt que de traiter à part chaque thématique; ii) favoriser en matière d'élaboration des règlements une approche coordonnée et proactive, réunissant les instances gouvernementales, les secteurs d'activité, la collectivité et l'infrastructure qualité nationale, par la participation et la consultation; iii) tirer parti des accords d'acceptation et de reconnaissance multilatéraux/mutuels relatifs à l'infrastructure qualité, s'agissant de l'accréditation comme de la métrologie; iv) améliorer la transparence et les bonnes pratiques réglementaires concernant les procédures d'évaluation de la conformité en matière de réglementation; v) reconnaître l'importance des compétences techniques; et vi) proposer aux organismes de réglementation de s'appuyer sur des solutions souples (non prescriptives) et fondées sur leurs propres besoins et caractéristiques – étant entendu que les processus de réglementation et d'évaluation de la conformité ne sont ni homogènes ni hors sol.

2.314. À l'instar des communications présentées par d'autres Membres de l'OMC, l'Australie soutenait les lignes directrices qui consistaient en principes fondamentaux (ou généraux/de base) appropriés, en plus de certains principes et orientations plus détaillés pour la sélection, la conception et la mise en œuvre de l'évaluation réglementaire de la conformité. L'intervenant a fait remarquer que les procédures d'évaluation de la conformité étaient plus utiles et plus efficaces lorsqu'elles étaient fondées sur des éléments de preuve solides et tenaient dûment compte du contexte et des risques, tout en respectant les obligations internationales et en facilitant les échanges. Il convenait également de veiller à ce que l'élaboration des textes et les discussions relatives aux lignes directrices s'appuient effectivement sur les compétences techniques et l'expérience avérée des organismes nationaux d'infrastructure qualité des Membres de l'OMC. Cela contribuerait à faire en sorte que les lignes directrices demeurent pratiques, adaptées à l'objectif visé et qu'elles présentent une grande pertinence pour les autorités de réglementation et les responsables de l'élaboration des politiques des Membres de l'OMC.

2.315. La représentante du Japon a renvoyé à la communication de sa délégation figurant dans le document [JOB/TBT/349](#). Elle a rappelé que les séances thématiques avaient démontré combien l'infrastructure qualité destinée à l'évaluation de la conformité variait d'un Membre à l'autre. Le Japon était d'avis que les cadres réglementaires et les procédures d'évaluation de la conformité des Membres variaient selon les pays en fonction de leur situation, par exemple sur le plan historique,

culturel et économique. Le Japon a insisté sur le fait que sa communication soulignait que lorsqu'ils concevaient un système d'évaluation de la conformité, les organismes de réglementation devaient tenir compte de leur obligation d'éviter toute duplication non nécessaire des évaluations de la conformité et des mécanismes disponibles pour ce faire. Les lignes directrices devaient être pratiques à utiliser et prévoir un grand nombre de possibilités auxquelles les organismes de réglementation puissent se référer. Le Japon encourageait les Membres à participer activement au débat sur l'élaboration des lignes directrices et à renvoyer à des exemples de bonnes pratiques.

2.316. Le Président a suspendu la réunion formelle afin que le Comité ait une discussion informelle sur les lignes directrices. Puis, résumant la discussion, il a fait plusieurs observations:

- a. **Soutien.** Plusieurs Membres ont réaffirmé leur soutien à l'élaboration de lignes directrices sur les procédures d'évaluation de la conformité au sein du Comité OTC – il d'une priorité dans les suites à donner au huitième examen triennal;
- b. **Calendrier et processus.** S'il était important de tenir compte du calendrier – il avait également été noté que le processus ne devait pas être précipité et qu'un délai suffisant devait être accordé aux Membres afin qu'ils analysent les différentes propositions et qu'ils en débattent de manière informelle et formelle. Il n'était pas nécessaire, avait-on fait remarquer, de fixer comme limite la fin de la période du huitième examen triennal en cours (2019-2021). D'autre part, les discussions informelles – même entre les réunions du Comité – pourraient gagner en importance à mesure que le processus progresserait et que davantage de communications seraient présentées. Il avait également été indiqué que les renseignements présentés lors des séances thématiques pouvaient alimenter le processus.
- c. **Davantage de propositions.** Plusieurs Membres avaient souligné la nécessité d'augmenter le nombre de communications émanant d'autres Membres, en particulier ceux qui étaient actifs en matière d'évaluation de la conformité dans la communauté internationale, et qui examinaient actuellement des projets de révision de leurs programmes ou systèmes d'évaluation de la conformité.
- d. **Utilité pratique.** Il était important que les lignes directrices soient rédigées et élaborées par le Comité sous la forme la plus pratique qui soit afin de garantir leur appropriation la plus large possible. Les responsables en poste dans les capitales qui possédaient une expertise dans ce domaine devaient être associés au processus.

2.317. Après avoir résumé la discussion, le Président a rouvert la discussion formelle.

2.2.6.2 Transparence

2.2.6.2.1 Textes définitifs adoptés

2.318. Le Comité a adopté une recommandation révisée concernant l'utilisation cohérente des modes de présentation des notifications. La recommandation révisée a ensuite été distribuée sous la cote [G/TBT/35/Rev.1](#).

2.2.6.2.2 Renseignements actualisés communiqués par le Secrétariat

2.319. Le Secrétariat a fourni des renseignements actualisés sur les activités relatives à la transparence, y compris sur [ePing](#) et eAgenda. Les textes des déclarations figurent dans les documents [G/TBT/GEN/274](#) et [G/TBT/GEN/276](#).

2.320. Le représentant de la Suisse a remercié le Secrétariat de l'OMC d'avoir organisé la séance libre sur ePing et d'avoir présenté les améliorations apportées au système d'alerte. Elles étaient très utiles pour poursuivre l'amélioration de son fonctionnement. Par exemple, ePing facilitait le partage de renseignements relatifs aux observations sur les notifications et aux réponses qui y étaient apportées. De ce point de vue, il pouvait constituer un outil précieux pour mettre en œuvre certaines des recommandations issues du huitième examen triennal. La Suisse a rappelé que pendant le huitième examen triennal, le Comité avait adopté une recommandation afin d'encourager les Membres à publier leurs observations et les réponses qui y étaient apportées. La Suisse exhortait

tous les Membres à utiliser ePing dans ce but, et à partager des renseignements relatifs aux notifications et aux réponses qui leur étaient faites. L'intervenant a fait remarquer que les Membres pouvaient décider de publier l'observation ou la réponse dans son intégralité, ou seulement des extraits. De même, les Membres pouvaient simplement indiquer qu'ils avaient présenté des observations ou fourni des réponses. Les nouvelles fonctions d'ePing le permettaient désormais. La Suisse était d'avis que ces fonctions présentaient une valeur ajoutée car elles permettaient d'identifier: quels Membres avaient présenté des observations et sur quelles mesures spécifiques; et si les observations restaient sans réponse. Elles donnaient également une indication utile sur les observations qui suscitaient le plus d'attention parmi les Membres. Cette divulgation des problèmes et de leurs solutions renforçait la transparence du traitement des observations et l'efficacité des discussions et de la résolution des préoccupations commerciales spécifiques (PCS), ainsi que la coordination entre les Membres intéressés, et, du même coup, contribuait à éviter des obstacles non nécessaires au commerce. L'intervenant a dit espérer que l'utilisation de ces nouvelles fonctions deviendrait une pratique courante.

2.2.6.3 Séances thématiques en 2020⁷⁵

2.321. La représentante du Canada a renvoyé à l'examen triennal lors duquel le Comité était convenu d'organiser un atelier sur le rôle de la problématique hommes-femmes dans l'élaboration des normes. L'idée initiale de cette activité ayant été proposée par le Canada, elle avait le plaisir d'informer le Comité que son pays piloterait l'organisation d'un atelier d'une demi-journée sur ce sujet – atelier qui pourrait éventuellement se tenir en marge de la réunion du Comité OTC en mai. L'objectif de l'atelier serait de permettre un échange de renseignements et d'expériences sur le genre et les normes entre différents acteurs dont les gouvernements, les organismes de normalisation, les organisations intergouvernementales et les acteurs du secteur privé. L'intervenante a ajouté que le Canada travaillait actuellement à l'élaboration d'un projet de programme pour cet atelier et elle a invité les Membres intéressés à communiquer avec la délégation canadienne pour faire part de leurs idées et proposer des sujets de débat et des intervenants potentiels, hommes et femmes. Le Canada prendrait également contact avec certains Membres qui avaient récemment été actifs sur cette question.

2.322. La représentante des États-Unis a rappelé que les États-Unis avaient présenté une proposition en vue de la séance thématique BPF de février, qui figurait dans le document [JOB/TBT/348](#). Les États-Unis recherchaient des exemples de coopération réglementaire et proposaient deux domaines d'activité: le premier était un secteur dans lequel ils avaient plusieurs préoccupations commerciales spécifiques et c'était un sujet dont le Comité avait débattu au fil du temps – le domaine des dispositifs médicaux. L'autre idée consistait à débattre de la coopération précoce dans le domaine des technologies émergentes. Il était proposé que le Comité débatte de nouvelles technologies relatives aux véhicules comme les véhicules électriques et autonomes afin de réfléchir à des points qui n'avaient pas encore donné lieu à une réglementation. Ces propositions n'avaient pas pour objet de limiter la discussion aux dispositifs médicaux ou aux technologies émergentes dans le secteur des véhicules, mais plutôt de donner des idées de sujets possibles. Les États-Unis encourageaient les Membres à faire part de leurs points de vue en la matière.

2.323. La représentante du Chili a apporté son soutien à la proposition relative aux bonnes pratiques réglementaires et a renvoyé à un récent rapport de l'OCDE sur le sujet – qui était un autre sujet possible de discussion pour le Comité en février 2020.

3 ASSISTANCE TECHNIQUE

3.1. La représentante des États-Unis a fourni au Comité des renseignements actualisés sur ses activités. Le texte de la déclaration figure dans le document [G/TBT/GEN/279](#).

3.2. Les représentants de la Colombie et de la Chine ont remercié le Secrétariat pour les activités régionales et nationales d'assistance technique ainsi que l'atelier régional organisé à Bogota et à Beijing, respectivement en octobre 2019.

3.3. Le Secrétariat a fourni au Comité des renseignements actualisés sur le Cours avancé OTC qui s'était déroulé du 12 au 15 novembre. Les sujets couvraient notamment les réglementations techniques, les normes, la métrologie, l'accréditation, l'évaluation de conformité et la coopération

⁷⁵ Après la réunion, un calendrier provisoire des séances thématiques a été distribué sous la cote [JOB/TBT/350](#).

réglementaire régionale. Le Secrétariat a remercié les Membres et les organisations ayant statut d'observateur qui avaient mis à disposition des intervenants experts, ainsi que les participants pour leur implication résolue dans le cours. Le Secrétariat a également fourni des renseignements actualisés sur les derniers faits survenus en matière d'infrastructures de qualité. Le texte intégral de la déclaration figure dans le document [G/TBT/GEN/275](#).

3.4. Le représentant de Trinité-et-Tobago, s'exprimant au nom de la région CARICOM, a salué le renforcement des infrastructures qualité et a déclaré que de nombreux membres de la CARICOM entreprenaient des travaux en la matière.

3.5. Le représentant du Mozambique a félicité l'équipe OTC pour le Cours avancé OTC et a souligné l'importance d'une bonne infrastructure qualité. En tant que PMA, le Mozambique rencontrait des difficultés qui limitaient sa participation aux marchés internationaux. Il utilisait l'occasion unique qu'offrait la réunion du Comité pour demander de l'aide afin de pallier ses lacunes dans le domaine des infrastructures qualité.

4 OBSERVATEURS

4.1 Renseignements actualisés présentés par les observateurs

4.1. Les représentants du [BIMP](#), de la [CEE-ONU](#), de l'[OIML](#), de l'[ISO](#) et de la [CEI](#)⁷⁶ ont fourni des renseignements actualisés sur leurs activités liées au Comité OTC.

4.2 Demandes en attente

4.2. Avec l'appui de la Jordanie et du Pakistan, le représentant de la Turquie s'est dit favorable à ce que le statut d'observateur soit octroyé à l'INMPI. La représentante des États-Unis a indiqué qu'à ce stade, sa délégation n'était pas en mesure d'approuver l'octroi du statut d'observateur à l'INMPI.

5 RAPPORT (2019) DU COMITÉ AU CCM

5.1. Le Comité a adopté le rapport au CCM figurant dans le document [G/L/1340](#).

6 AUTRES QUESTIONS

6.1. Le représentant du Panama, avec le soutien du Mexique, du Paraguay et de l'Équateur, a rappelé que les dates des réunions du Comité OTC avaient été communiquées avec un an d'avance. Des préoccupations avaient été formulées au sujet du manque de communication au sein du Secrétariat concernant l'organisation des réunions, surtout entre le CCM et OTC. L'intervenant a demandé que les présidents des organes subsidiaires du CCM et le CCM se coordonnent mieux.

6.2. Tout en convenant qu'il était important d'éviter les incompatibilités de dates, le représentant de l'Argentine a fait observer que les dates des réunions du Comité OTC en 2020 avaient été communiquées très en avance (en décembre 2018). La pratique en vigueur au Comité SPS était similaire. C'était d'une grande utilité – l'intervenant a encouragé les autres Comités à faire de même. C'était particulièrement important pour les délégués en poste dans les capitales, qui avaient déjà planifié leur travail en tenant compte de ces dates.

6.3. Le Secrétariat et le Président ont dit que des efforts seraient consentis pour parvenir à une meilleure coordination afin d'éviter toute incompatibilité entre les dates.

7 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

7.1. La prochaine réunion ordinaire du Comité est programmée pour les 26 et 27 février 2020. Elle sera précédée de séances thématiques le 25 février. Une réunion informelle est programmée pour le jeudi 30 janvier.

⁷⁶ [G/TBT/GEN/281](#), [G/TBT/GEN/282](#), [G/TBT/GEN/283](#) [G/TBT/GEN/284](#).